

Contenu

*) Bertrand Badie : « Le migrant est l'avenir du monde et la paix sera aux sociétés qui s'ouvriront » ..	3
*) Budget. La dette, c'est la dépense publique ?	7
1974, LA DETTE FRANÇAISE EST DE 14,5 % DU PIB. 2017, ELLE EST DE 99,2 %	8
*) À l'assaut des forteresses de l'argent	9
*) Éditorial. Une démission industrielle	10
*) Table ronde. Quelle politique industrielle pour la France et l'Europe du XXIe siècle ?.....	11
*) Inondation. L'État promet 80 millions d'euros aux sinistrés	16
16 000 DECLARATIONS DE SINISTRE ENREGISTREES	16
*) réchauffement climatique. La réinvention d'une économie dans un monde fini	17
<u>*) Les saignées pratiquées par le gouvernement et la sncf. Pour un service public ferroviaire affranchi du diktat de la rentabilité.....</u>	20
*) Partielle. Qui pour succéder à Manuel Valls ?	22
*) Élysée. Autoportrait en dernier rempart contre le chaos	23
LA VOLONTE D'EFFACER A TOUT PRIX LE CLIVAGE GAUCHE-DROITE.....	24
*) Européennes. Ian Brossat veut remédier à la dispersion de la gauche	25
«NOUS AVONS BEAUCOUP A GAGNER.»	25
*) Les enjeux humains, démocratiques et sociaux. Faut-il renégocier les traités pour relancer l'Europe ?	26
• UNE RUPTURE AVEC LA LOGIQUE ACTUELLE PAR FRANCIS WURTZ, DEPUTE PCF HONORAIRE AU PARLEMENT EUROPEEN	26
• REVISIONS LES TRAITES PAR LOUIS-ALBERT SERRUT, AUTEUR, ESSAYISTE	27
• PRENONS L'EUROPE QU'ILS NOUS ONT CONFISQUEE PAR ISABELLE THOMAS, DEPUTEE GENERATION.S AU PARLEMENT EUROPEEN	30
*) Comment construire des alternatives en Europe ?.....	31
*) Parlement. Budget du gouvernement des riches, deuxième !	36
BUDGET DU POUVOIR D'ACHAT, « UN MENSONGE » POUR L'OPPOSITION	37
*) Assemblée. PCF : pour un budget social et écologique	38
UNE REORIENTATION DE LA BCE	38
*) Rutger Bregman : « Il faut un contrat social pour que chacun puisse bénéficier des fruits du progrès »	39
*) Pouvoir d'achat. Un budget gagnant pour le 1 % le plus riche	43
UN GAIN QUI N'EST PAS REPARTI DE FAÇON HOMOGENE DANS LA POPULATION ...	44

LE 0,1 % DE TRES HAUTS REVENUS GAGNERONT 17 % DE PLUS	45
*) Un gouvernement essoufflé avant même d'avoir couru.....	46
FRANÇOISE NYSSEN EVINCEE DU MINISTERE DE LA CULTURE	47
*) Fiscalité. Les retraités et les familles, grands sacrifiés du budget 2019	48
LES MENAGES VONT DEVOIR PAYER 1 MILLIARD D'EUROS.....	49
LES ENTREPRISES VONT ECONOMISER 18 MILLIARDS D'EUROS	50
*) Éric Bocquet « L'impôt est la seule arme de l'État pour assurer la redistribution »	51
*) Raphaël Glucksmann « Personne à gauche ne semble avoir pris au sérieux le tragique de la situation »	53
*) Les insoumis proposent un contre-budget d'urgence	55
*) Des insoumis reviennent à la charge sur la « démocratie interne ».....	57
*) Fabien Escalona « La dynamique de la présidentielle est en cale sèche ».....	58
*) Justice. Difficile « contre-offensive » pour les insoumis.....	60
LA FI DENONCE UNE OPERATION POLITIQUE	61
« LA HAINE DES MEDIAS N'EST NI JUSTE NI SAINE ».....	62
*) Loin d'être mort, le clivage gauche-droite s'affirme.....	62
*) France insoumise. Jean-Luc Mélenchon se frotte aux limites de sa stratégie	64
« CE N'EST PAS UN DERAPAGE, IL A THEORISE CETTE CONFLICTUALITE »	64
*) Gauche. Dans la cité phocéenne, la recomposition va bon train	65
« QUE RESTE-T-IL DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE ? ».....	66
*) Clivages. La République en marche vise le monopole du « progressisme »	67
VERS UNE LISTE TRANSNATIONALE ENTRE LIBERAUX POUR LES EUROPEENNES... ..	68
*) Patrice Bessac, le maire qui tient au foyer	69
*) Élections européennes. Ian Brossat, chef de file des communistes.....	70
*) Ian Brossat « En Europe, les libéraux font le lit des fachos »	71
*) Ian Brossat. « L'alimentation n'est pas une marchandise comme une autre »	72
*) Sénat. Lienemann rejoint le groupe communiste	74
« J'AURAIS SOUHAITE UN PERIMETRE PLUS LARGE ».....	75
*) Départs. Sans aile gauche, que reste-t-il du PS ?.....	75
« CE N'EST PAS AVEC UN PS A TERRE QUE LA GAUCHE IRA MIEUX »	75
*) Contre-feux. Mais de quel socialisme parle-t-on ?	76
*) Européennes. Quand la FI cherche à reprendre la main, Maurel saute le pas	77
IAN BROSSAT APPELLE LA GAUCHE « A SE METTRE AUTOUR D'UNE TABLE ».....	78
*) Européennes La FI finalise sa liste pour décembre sous sa propre bannière	79

*) Élection. FI veut faire des européennes un référendum	80
UN« PLAN B » DE RUPTURE AVEC L’UE QUI N’OBTIENT PAS L’UNANIMITE A GAUCHE	80
*) Élections. FI veut recomposer la gauche européenne	81
« L’IDEE DE S’ENGAGER DANS UN GROUPE COMMUN AU PARLEMENT ».....	82
*) « les républicains ». De l’école à la rue, la droite voit la vie en bleu marine	83
DANS LA COURSE AVEC L’EX-FN, LA VERITE COMPTE PEU	83

***) Bertrand Badie : « Le migrant est l’avenir du monde et la paix sera aux sociétés qui s’ouvriront »**

Vendredi, 19 Octobre, 2018

[**Stéphane Aubouard**](#)

Dans son dernier ouvrage, *Quand le Sud réinvente le monde*, le professeur à Sciences-Po Paris, spécialiste des relations internationales, démontre l’impuissance et le blocage de l’Occident devant les transformations du monde. Pour lui, l’avenir ne se fera que par la création de ponts intersociaux et interculturels entre le Nord et le Sud.

Dans *Quand le Sud réinvente le monde (1)*, le sous-titre, « Essai sur la puissance de la faiblesse », est au moins aussi important. Que signifiez-vous par cette sorte d’oxymore ?

BERTRAND BADIE Si une chose est certaine aujourd’hui, c’est que les vieilles puissances ont perdu l’initiative. Elles ont perdu cette logique proactive qu’elles possédaient de manière uniforme depuis la paix de Westphalie en 1648, date à laquelle je situe la naissance de l’État moderne occidental et de ses prérogatives qui ont perduré jusqu’à nos jours. Pourquoi cette perte d’initiative ? Parce que la puissance est devenue impuissante. Nous sommes dans un monde où le jeu d’interdépendance prime sur les enjeux de souveraineté et de puissance. Or, quand vous dites interdépendance, vous sous-entendez une permanence, celle de la dépendance du faible par rapport au fort, mais vous sous-entendez aussi quelque chose de nouveau, à savoir la dépendance du fort vis-à-vis du faible. Les puissances traditionnelles ne gagnent plus les guerres et ne parviennent plus à imposer leur ordre international. Elles ne parviennent pas non plus à

innover, à produire des configurations politiques et administratives nouvelles correspondant à leurs intérêts et à leurs choix. Par leur cécité, ces vieilles puissances ont au contraire accumulé un amas gigantesque de faiblesse qui se révèle et se nourrit des contradictions d'un jeu international systémique dérivé d'entrechocs successifs où l'interaction l'emporte désormais sur l'initiative.

Comment cela se passe-t-il ?

BERTRAND BADIE Cette accumulation de faiblesse peut se lire comme un palimpseste recouvrant l'histoire des échecs institutionnels. En premier lieu desquels celui de la construction de l'État au Sud et plus largement l'échec des constructions régionales et des modes régulateurs postcoloniaux. Cette faiblesse est aussi celle des peuples décolonisés qui n'ont pas été à même de construire de vrais contrats sociaux leur permettant de vivre harmonieusement ensemble. Les guerres civiles, les oppositions ethniques, communautaires, tribales, religieuses et culturelles se sont peu à peu généralisées. Enfin, cette faiblesse, c'est aussi – et j'insiste sur ce point – la faiblesse des liens sociaux. Au Sud, après la décolonisation, il ne s'est que fort peu tissé de liens de solidarité, d'association, d'amitié, de coalition, équilibrant des formes pourtant très autoritaires de pouvoir. Aussi, cet ensemble de faiblesses, potentialisé par les échecs du développement et l'insécurité humaine, a peu à peu « créé l'événement ». Et c'est là que se situe le paradoxe. En Occident, nous restons persuadés que c'est la puissance qui crée l'événement, or aujourd'hui, très clairement, l'événement est créé par la faiblesse, par l'échec, l'effondrement et les déchirements.

Est-ce justement cet « événement » qui pour vous est source d'invention ?

BERTRAND BADIE Absolument. Si l'on regarde ce qu'est le jeu international aujourd'hui, il est essentiellement inventé au Sud. Certes, il ne s'agit pas spécifiquement d'une invention pensée ou stratégique, et encore moins d'une invention correspondant à un idéal que l'on veut atteindre. Il s'agit souvent – bien qu'il y ait aussi de rares réussites comme en Chine – d'une invention forcée liée à cette formidable pression que constituent toutes ces accumulations de faiblesse. Regardons l'état de la planète : 90 % des conflits se situent dans les pays du Sud. L'Europe n'est plus le champ de bataille du monde. Les véritables enjeux internationaux sont d'abord et avant tout d'ordres sociaux, lesquels prennent racine dans des malaises et pathologies qui frappent ces sociétés du Sud, telles l'insécurité alimentaire, l'insécurité sanitaire, l'insécurité environnementale, climatique, économique... Au Nord, nous ne voulons pas comprendre que ces conflits du Sud ne nous appartiennent pas. On veut s'en emparer. Et, croyant pouvoir les gérer à la place de ceux qui en sont les principaux acteurs, l'on ne réussit, ce faisant, qu'à les aggraver. Tout ceci est du reste le fruit d'une crise institutionnelle que l'on peut regarder sur un double plan : avec, au Nord, l'épuisement d'un modèle qui rentre en distorsion par rapport aux données

nouvelles tant sur le plan technologique qu'économique, voire sur le plan politique. Et, au Sud, un échec originel, c'est-à-dire l'incapacité de la communauté internationale, au moment de la décolonisation, de doter les peuples émancipés d'institutions correspondant à leur propre histoire, à leur propre culture. C'est d'ailleurs là que se situe un second grand paradoxe. Aujourd'hui la mondialisation, qui a largement été inventée par les puissances du Nord, fait peur à ce vieux monde depuis que les puissances émergentes se la sont appropriée. D'où la montée des identitarismes et des populismes, sujet principal traité dans l'État du monde 2019, que je codirige avec Dominique Vidal (2).

Pour lutter contre ces replis sur soi, le concept d'intersocialité que vous développez est-il une manière de revivifier un internationalisme moribond ?

BERTRAND BADIE Si l'on se tourne vers l'intersocialité, on découvre en effet des champs nouveaux. D'abord, on s'aperçoit que dans le grand jeu international les acteurs politiques n'ont plus du tout le monopole. Les acteurs économiques sont entrés dans le jeu depuis un bon moment, les firmes internationales avec la dictature des contrats aussi. Mais il y a plus important encore, ce sont les acteurs sociaux. Je disais qu'au Sud les sociétés civiles sont peu structurées, ce qui est certes source de faiblesse, mais le fait est que ce sont elles qui mettent en échec les politiques dites d'État poubelle qui voulaient faire des États du sud les réservoirs de stockage de tous les déchets du Nord. Ce sont elles qui se mobilisent aussi pour dénoncer les méfaits des multinationales sur leurs sols et qui se lèvent contre leurs dirigeants. Nous voyons naître de plus en plus de jeunes générations d'intellectuels qui contestent l'ordre international. Plus fondamental encore, le monde entier est connecté : 350 millions de smartphones circulent en Afrique, y compris dans les zones les plus pauvres du continent. Tout ceci crée une tectonique des sociétés qui bougent, se transforment, et pèsent de tout leur poids dans le jeu mondial. Or cette intersocialité naissante est directement liée à cette interconnexion. Si autrefois le faible ne voyait pas le puissant – vivant et mourant dans la résignation – aujourd'hui le pauvre voit le riche. Il acquiert ainsi un fort sentiment d'injustice qui vient structurer et organiser son imaginaire. Certes, cette organisation des imaginaires individuels reste fragile. Quelqu'un qui souffre aura tendance à simplifier et à se satisfaire des schémas les plus caricaturaux qui expliqueraient par exemple que le pauvre est en islam et le riche en chrétienté et que par conséquent « l'infidèle » est le responsable de la diabolisation du monde et des malheurs qui le frappent. Mais il y a aussi des éléments beaucoup plus subtils qui viennent se constituer. Par exemple, une opinion publique internationale qui essaye de se positionner face aux grands enjeux internationaux et qui participe fortement à la réinvention de ce monde. Aussi, face à ce nouveau monde de communication, les arguments d'un Occident qui voudrait à lui seul régenter la planète sont absurdes.

Selon le fameux proverbe bambara « Que vaut cette prétention de vouloir raser la tête de quelqu'un en son absence ? »

À l'image de l'anthropologie partagée, n'y a-t-il pas un savoir politique nouveau à aller chercher chez l'autre, et singulièrement dans les pays du Sud ?

BERTRAND BADIE C'est en tout cas dans cette direction qu'il faut regarder, notamment pour penser ce que peut être la paix future. Car si l'on pense la guerre – ou l'arrêt de la guerre – on ne pense que rarement la paix. C'est-à-dire un état durable avec sa rationalité propre et qui ne serait pas la « non-guerre ». Or, pour que ces imaginaires partent dans le bon sens, il faut d'abord et avant tout réhabiliter le respect et la dignité. C'est impératif ! Qu'on le veuille ou non, notre modernité a été construite sur l'irrespect et la négation de l'autre. Ce qui s'est passé du début du XIXe siècle et jusqu'au moins le milieu du XXe siècle a été dramatique et fatal. L'Occident colonial a gouverné le monde à l'humiliation. Il y avait ceux qui le régentaient et ceux qui étaient naturellement soumis. Notre système international moderne s'est donc construit sur la hiérarchie. La hiérarchisation des peuples a conduit à la frustration, la frustration à l'humiliation et l'humiliation à la violence. Aujourd'hui ces violences atteignent le territoire même des vieilles puissances. Il faut donc réhabiliter le respect. Ce qui suppose tout un travail de démonstration et de réécriture. C'est-à-dire admettre que l'histoire écrite par les puissants n'a pas été juste afin de dépasser ce temps de la hiérarchie pour entrer dans le temps du partenariat. Ensuite, il faut favoriser le mixage des cultures. Nous sommes dans la mondialisation, autrement dit dans la mobilité. Or la mobilité ce sont les ponts, c'est-à-dire la possibilité pour les cultures de s'interpénétrer, de s'ensemencer dans ce contexte de la mixité et de l'hybridation qui sont des valeurs éminemment positives. Dans l'histoire de l'humanité, ce sont les moments de mixage et d'hybridation qui ont fait faire au monde les plus grands progrès ; à l'inverse ce sont lorsque les peuples se sont repliés sur eux-mêmes dans un fantasme identitaire délétère que les régressions les plus importantes ont eu lieu. C'est la raison pour laquelle la bataille pour la migration est essentielle. Le migrant est l'avenir du monde. L'avenir est à ceux qui bougeront et la paix appartiendra à ces sociétés qui accepteront de s'ouvrir, d'échanger. Il ne s'agit pas d'abdiquer, il s'agit au contraire de profiter des uns des autres et de pouvoir rendre compatibles des constructions culturelles qui n'ont pas été inventées pour s'opposer, ni même pour rester juxtaposées, mais pour se rencontrer comme à bien des moments le christianisme et le judaïsme ont eu à échanger et construire cette culture judéo-chrétienne telle qu'elle a contribué à façonner l'Europe. De la même manière, bouddhisme, confucianisme et taoïsme ont pu s'hybrider, de même que l'hellénisme et le bouddhisme dans le monde du Gandhara. Il y a là une séquence essentielle à ne pas rater. C'est la raison pour laquelle je suis si sévère avec tous ces populismes de droite

comme de gauche, qui font de l'identité ou de la construction archaïque de la souveraineté la base de leur grammaire.

Ne prônez-vous pas au fond une forme de communisme culturel contre l'identitarisme ?

BERTRAND BADIE L'idée va avec son temps. Dans un monde globalisé, le partage des cultures est absolument fondamental pour éviter d'aller vers un monde étouffant constitué de ghettos juxtaposés, et de haines accumulées. C'est évident. Tout ceci permet de retrouver le chemin du véritable internationalisme qui présuppose deux éléments : d'abord, que plus rien au XXI^e siècle n'échappe à l'international. Ensuite, que c'est l'homme – car nous ne sommes pas des robots – qui décidera de ce que sera la bonne orientation de la mondialisation. Et cette bonne orientation sera de faire en sorte que cette pénétration des différents modèles culturels ne soit pas un élément d'agression, mais un élément de reconstitution. C'est un des sens que je donne au mot de « réinvention » du monde, c'est-à-dire cette formidable dynamique qui ne peut être soumise à aucun décret. Il est impossible en effet – contrairement à ce que l'on a pu penser en Occident – d'affirmer que la raison n'appartient qu'à une culture. Il est impossible d'affirmer qu'une seule culture aura inventé l'universel parce que alors cette culture ne sera plus universaliste. Cet universel, il n'y a que dans l'interculturalité que l'on peut le réaliser, l'interculturalité comme prolongement de l'intersocialité.

(1) *Quand le Sud réinvente le monde*, de Bertrand Badie. La Découverte, 250 pages, 14 euros. (2) Le Retour des populismes. L'état du monde 2019. La Découverte, 256 pages, 19 euros.

Entretien réalisé par Stéphane Aubouard

<https://www.humanite.fr/bertrand-badie-le-migrant-est-lavenir-du-monde-et-la-paix-sera-aux-societes-qui-souvriront-662387>

***) Budget. La dette, c'est la dépense publique ?**

Vendredi, 26 Octobre, 2018 [Aurélien Soucheyre](#)

Les sénateurs ont débattu, mercredi, de la pertinence et de l'origine de la dette, que le gouvernement brandit pour s'attaquer à la dépense publique.

La dette, la dette, la dette. Ce mot revient à chaque fois que le gouvernement défend ses choix budgétaires. « C'est un poison pour notre économie et une menace pour les générations futures ! » martèle le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. La dette

publique s'approche des 100 % du PIB et la charge des intérêts liés sera de 42 milliards d'euros en 2019, répète la majorité. Avec un objectif : mettre fin à « l'addiction » de la France pour la dépense publique, pointée comme principale cause du déficit. En plein examen par le Parlement du budget 2019 structuré autour de cette question, un débat dédié a été organisé mercredi au Sénat, à l'initiative des élus PCF.

1974, LA DETTE FRANÇAISE EST DE 14,5 % DU PIB. 2017, ELLE EST DE 99,2 %

C'est le sénateur LaREM Didier Rambaud qui a assuré le service après-vente de la Macronie. Et il n'y est pas allé de main morte. « Cette dette publique correspond au montant que les Français souhaitent dépenser pour un certain niveau de services publics », accuse-t-il. Les coupables, ce sont donc les citoyens. Des irresponsables qui vivent au-dessus de leurs moyens, sans se soucier de marchés financiers qui n'attendent qu'une occasion pour augmenter les taux d'intérêt de la dette. L'heure serait donc à se serrer la ceinture ? C'est un tout autre point de vue que développent les élus PCF : le problème n'est pas celui de la dépense publique, c'est celui des recettes laminées par des années de fiscalité absurde dédiée aux plus riches et de fraude fiscale non combattue (100 milliards d'euros par an en France). Le problème est aussi celui de la pertinence du calcul de la dette. Pourquoi comparer un remboursement sur plusieurs années à un PIB annuel ? « Avec ce calcul, la dette d'un couple gagnant 32 000 euros par an et empruntant 200 000 euros sur vingt-cinq ans pour l'achat d'un appartement représente 625 % de ses revenus d'activité ! » lance Éric Bocquet. De quoi relativiser le montant du déficit, sans oublier qu'un État n'est pas un ménage : il est bien plus solide. Enfin, la nature de la dette publique a, bien sûr, été dénoncée. « En 1973, il fut décidé que l'État pourrait se financer sur les marchés financiers et non plus auprès de la Banque de France », raconte le sénateur du Nord. Le budget de la France n'a plus été équilibré depuis. « Le traité de Maastricht de 1992 a ensuite interdit à la BCE d'accorder découverts et crédits aux États de l'UE. En 1974, la dette française représentait 14,5 % du PIB. Fin 2017, elle avait atteint 99,2 % », poursuit-il. Selon son calcul, si l'État avait recouru à des emprunts auprès des ménages (10 000 milliards d'euros de patrimoine) ou des banques centrales à des taux d'intérêt réels de 2 %, « la dette publique serait aujourd'hui inférieure de 29 points du PIB actuel ».

À cela s'ajoutent une fiscalité inique et aggravante, donc, mais aussi des crises. « Ce sont les segments divers de l'endettement privé qui ont mené les économies occidentales à la crise financière », de l'éclatement de la bulle immobilière en 1992-1993 à la « thrombose des subprimes en 2008 ! » assène Pascal Savoldelli. Deux cas qui ont provoqué une récession, du chômage et une explosion... de la dette publique (de 71 % à 105 % du PIB en dix ans dans les pays développés). La France a mieux résisté que d'autres grâce à des services et une dépense publics créateurs d'activité et

de croissance. L'exécutif préfère pourtant s'y attaquer, en plus de baisser l'impôt sur le revenu pour mieux augmenter les taxes qui pénalisent les plus modestes. Or l'endettement des ménages est passé de 53 % de leurs revenus disponibles en mars 2000 à 95 % en 2018. De quoi provoquer une nouvelle crise d'origine privée ? Et une belle occasion de s'attaquer aux finances publiques...

<https://www.humanite.fr/budget-la-dette-cest-la-depense-publique-662786>

*À l'assaut des forteresses de l'argent

Jeudi, 25 Octobre, 2018

L'éditorial de Patrick Le Hyaric. Alors que le pouvoir demande aux familles populaires de se serrer toujours plus la ceinture et que les institutions européennes poussent à l'amaigrissement continu des dépenses publiques utiles en sommant les États de soumettre tous les biens publics à la voracité de la finance, se dévoile une industrie aussi florissante que vénéneuse : l'évasion fiscale.

Nous démontrons cette déplorable réalité **dans un beau hors-série à mettre entre le maximum de mains** de celles et ceux qui aspirent à la justice. Ces derniers jours ont confirmé l'ampleur de ce vol en bande organisée où se retrouvent cabinets d'avocats et de fiscalistes, commis de fonds financiers et grandes banques. Celles-là mêmes qui ont été sauvées du désastre en 2008 par l'argent public et qui refusent aujourd'hui de faire crédit aux petites entreprises.

Le 15 octobre s'est ouvert au tribunal correctionnel de Paris un procès de l'Union des banques suisses (UBS) pour l'organisation d'une évasion fiscale de 12,2 milliards de France vers la Suisse. Cette somme représente 24 fois le maigre budget des sports que le gouvernement essore à la veille de la tenue des Jeux. Quelques jours plus tard était mis à nu un système très sophistiqué de fraudes sur les impôts des dividendes qui a conduit à extorquer plus de 55 milliards d'euros à différents pays européens ces dix dernières années, dont 3 milliards par an à la France. Cette pratique consiste à transférer les dividendes à la vitesse de la lumière vers un pays qui l'exonère d'impôt. Ni vu ni connu, l'argent revient aussi instantanément au détenteur de dividendes grâce au soutien des banques. La presse belge nous apprend que le groupe Engie, qui fait flamber le prix du gaz, a transféré au Luxembourg 27 milliards pour réduire sa facture fiscale !

N'est-il pas urgent de poser avec plus de force encore la question de la propriété sociale et publique des principales banques et d'entreprises, en France et au-delà ? Non seulement les banques ont bénéficié du soutien public pour faire face, il y a dix ans, à la ravageuse tempête de la crise financière, mais elles se voient octroyer par la Banque centrale européenne des montagnes de monnaies – 3 000 milliards d'euros depuis dix ans – à taux nuls ou négatifs. Ces sommes énormes sont soustraites, sous des formes

diverses, aux biens communs et viennent gonfler la bulle financière, au risque d'une crise plus grave que celle de 2008. Et on nous explique que l'Europe prend l'eau, que des dettes s'accumulent, et les pouvoirs demandent aux travailleurs et aux retraités de payer ! Révoltant ! Il convient de lancer la grande bataille de l'argent pour la justice, le progrès social et environnemental.

Si la volonté politique existait, le pouvoir pourrait changer les choses en proposant que seule la Banque publique d'investissement puisse s'alimenter auprès de la Banque centrale pour des projets de modernisation de services publics ou d'aides aux collectivités. Il pourrait aussi, avec les autres pays européens, pousser à la création d'un fonds spécial alimenté par cette création monétaire pour financer une transition environnementale riche en emplois, en s'appuyant sur les services publics, dans les transports, le logement ou encore l'agriculture.

De même, un combat unitaire déterminé dans toute l'Union européenne pourrait se déployer pour récupérer et faire cesser l'évasion fiscale de 1 000 milliards d'euros. Autant d'argent qui manque dans les caisses des États et de la Sécurité sociale. 1 000 milliards représentent plus de six fois le budget annuel européen. Pour notre pays, cette évasion est estimée à 100 milliards, soit une fois et demi le montant de l'impôt sur le revenu. Et ce n'est pas la suppression de plus de 3 000 postes de contrôleurs des impôts décidée par le gouvernement qui va permettre de s'y attaquer ! Il est temps d'agir pour changer de priorité. Non à la finance, l'humain d'abord !

55 milliards extorqués à des pays européens via la fraude à l'impôt sur les dividendes ! Il est urgent de poser la question de la propriété sociale publique des banques et entreprises.

<https://www.humanite.fr/lassaut-des-forteresses-de-largent-662633>

*) Éditorial. Une démission industrielle

Jeudi, 25 Octobre, 2018

Patrick Apel-Muller

L'éditorial de Patrick Apel-Muller. Durant les six premiers mois de 2018, l'industrie française a encore perdu 2 600 postes.

L'hémorragie a ses pics, GM&S, Ford ou Ascoval, mais elle se poursuit à bas bruit dans des secteurs stratégiques ou de façon diffuse dans le tissu de la sous-traitance. Les importations grimpent à vive allure, tandis que la balance commerciale penche toujours plus vers les déficits. En quarante ans, la part de l'industrie dans le PIB a été divisée par deux. Nos gouvernants déplorent parfois une fermeture, mais ils laissent

faire. Convertis à un libéralisme échevelé, ils imaginent des privatisations, des cadeaux fiscaux, des déréglementations du travail mais n'encouragent pas l'investissement, la qualification réelle des emplois ou les transitions nécessaires pour répondre aux défis écologiques. Le bradage d'Alstom, dont le président de la République est personnellement comptable, en est un exemple accablant. Non content d'avoir accepté un pavillon américain, le pouvoir admet aujourd'hui le sabordage d'une entreprise majeure dont certaines branches – transport, énergie, éolien marin... – auraient dû jouer un rôle considérable dans une transition de nos productions.

La course à la financiarisation, à une rentabilité maximale fondée sur le court-termisme des dividendes et l'écrasement du travail salarié, sur une mondialisation ravageuse pour les sociétés humaines et pour leur environnement, sur la précarité pour tous et les gâchis en série, menace le présent et l'avenir. De tous ? Pas des PDG du CAC 40 en tout cas, qui ont touché en moyenne 5,1 millions d'euros en 2017, en hausse de 14 %. Et pour que les consciences des seigneurs de notre économie ne regimbent pas, leurs revenus sont de plus en plus constitués en actions. La croissance des dividendes devient alors pour eux une priorité personnelle, au détriment de l'essor et de la qualité des activités de leurs entreprises. L'industrie ne représentera pas un atout pour l'avenir de l'humanité sans changer les ressorts de ce système.

<https://www.humanite.fr/editorial-une-demission-industrielle-662722>

***) Table ronde. Quelle politique industrielle pour la France et l'Europe du XXIe siècle ?**

Vendredi, 26 Octobre, 2018

Jérôme Skalski

Avec Marie-Claire Cailletaud, coresponsable industrie à la CGT (1), Philippe Frocrain, chargé d'études à la Fabrique de l'industrie et Cédric Perrin, sénateur LR du Territoire de Belfort.

Rappel des faits. L'industrie – son développement, ses transformations et son avenir, dans le contexte de l'internationalisation des processus de production et d'échange – est une question stratégique et politique incontournable. Au centre des enjeux de l'usine du XXIe siècle, le travailleur, sa société et son environnement.

La question de la politique et de la stratégie industrielle française dans le contexte européen n'appelle-t-elle pas à des actions urgentes ?



Marie-Claire Cailletaud Depuis plusieurs décennies, la France a délaissé son industrie. En quarante ans, la part de l'industrie a été divisée par deux, passant de 22,3 % à 11,4 % du PIB. De nombreux fleurons industriels ont largué les amarres. Certes, la baisse de l'industrie est à relativiser, avec une transformation et une imbrication de plus en plus forte avec les services. Néanmoins, notre capacité productive est insuffisante pour répondre aux besoins, le déficit de notre balance commerciale illustre ce fait. Nous ne redresserons pas l'économie sans redresser l'industrie. Dans le même temps, la part consacrée aux dividendes dans la valeur ajoutée s'est envolée. Il y a urgence à mettre en place une véritable politique industrielle qui ne s'incarne pas dans la start-up nation ou dans le seul développement du numérique. Cette politique doit impérativement s'articuler autour d'une stratégie européenne, qui fait cruellement défaut. Dans de nombreux domaines, haut débit, données, énergie, recherche, transport, des coopérations à ce niveau sont nécessaires. L'Europe pourrait être en pointe en imposant des critères sociaux et environnementaux sur les produits, avec, bien entendu, une harmonisation par le haut. Elle pourrait agir pour que ces normes aient une force obligatoire équivalente aux normes du commerce international, avec un organe de règlement des litiges distinct de celui de l'OMC.



Philippe Frocrain À mon sens, la politique industrielle doit s'inscrire dans le temps long de l'évolution du tissu productif. Or, le débat public autour de l'industrie est saturé par la question de la gestion des entreprises industrielles en difficulté ou sur le point de passer sous pavillon étranger. Doit-on obliger Ford à céder son usine de Blanquefort ? Fallait-il nationaliser les chantiers navals de Saint-Nazaire ? Il ne s'agit pas de questions sans importance, mais elles tendent à en occulter d'autres, plus fondamentales. Parmi elles figure, premièrement, la transition du secteur industriel français vers « l'industrie du futur », un nouveau mode de production caractérisé par l'utilisation intensive des outils numériques. Pour l'heure, en Europe, l'Allemagne fait la course en tête. La France a cherché à lui emboîter le pas en 2013, sous l'impulsion d'Arnaud Montebourg. Les gouvernements suivants ont maintenu le cap. C'est un mouvement général, un effort de longue haleine qui concerne tout le monde (décideurs publics, industriels, syndicats, enseignants, formateurs, etc.).



Cédric Perrin En matière de politique industrielle, des actions urgentes, mais aussi nouvelles sont nécessaires. Le constat est simple : le processus de désindustrialisation est à l'œuvre depuis trente ans, alors que la France a toujours mené des politiques industrielles tant verticales, pour soutenir certains secteurs, qu'horizontales afin de créer des conditions favorables aux industries de façon globale. L'évolution du contexte européen s'y prête : l'Union européenne a rénové son approche de la croissance depuis dix ans, même si le terme de « politique industrielle européenne » reste exagéré. Le libre jeu de la concurrence n'est plus perçu comme l'unique moteur économique ; l'Union mobilise maintenant des moyens financiers pour favoriser l'investissement, notamment industriel.

À l'échelle nationale, il serait souhaitable de soutenir les investissements innovants des PME et des ETI, par exemple via des dispositifs fiscaux. Ce soutien doit s'accompagner d'une aide au développement pour ces entreprises, notamment afin d'exister à l'international. L'industrie française, à la différence de l'industrie allemande, reste en effet structurée par de grands groupes mondiaux, les PME et les ETI ayant du mal à trouver leur place. Disposer d'une véritable visibilité industrielle dans la planification des besoins et la programmation des projets s'impose afin de réduire les effets cycliques qui fragilisent les parties prenantes.

Quelle place pour la planification sociale et environnementale dans cette perspective ? Cédric Perrin Une politique industrielle s'accompagne nécessairement d'un versant social, voire même d'une planification sociale prise dans un sens renouvelé. L'État s'est engagé dans cette voie depuis 2008, en réformant la représentativité des syndicats. L'objectif à long terme est de favoriser le dialogue social au niveau des entreprises. Cela ne doit pas se faire de façon chaotique, l'État a alors un rôle de planification à jouer. Il ne s'agit pas de favoriser la concurrence sociale entre les entreprises, mais au contraire de s'assurer que ces dernières se saisissent progressivement des opportunités de négociation qui leur sont données. L'État doit être le garant de ce processus de maturation, qui prendra du temps. À plus court terme, c'est également à l'État de jouer un rôle d'arbitre social, pour défendre quand cela est nécessaire le système industriel français : promotion des clauses RSE, soutien aux secteurs stratégiques pour leur donner une meilleure visibilité notamment.

La planification environnementale représente un enjeu nouveau : la planète étant la condition de notre vie en commun, c'est à la structure qui organise cette dernière, l'État, de jouer son rôle. Comme l'Union européenne (Europe 2020), la France doit fixer des objectifs concrets en se donnant, par la réglementation, les incitations ou la

fiscalité, les moyens de les atteindre ; cette planification est d'autant plus primordiale que les perspectives économiques sont nombreuses.

Philippe Frocrain La préservation de l'environnement est un enjeu immense, un défi inédit. Comme les autres agents économiques, les entreprises industrielles s'inscrivent dans cet effort collectif. On constate, hélas, un manque de volonté politique au niveau international pour limiter le réchauffement climatique. Nous avons pourtant de nombreux instruments à notre disposition : augmentation de la taxe carbone, renforcement des aides aux technologies visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre...

Sur le plan social, l'industrie a évidemment un rôle à jouer dans le renforcement de la qualité des emplois. Depuis quelques années, le regard sur le travail change. Dans l'industrie, la qualité de vie au travail (QVT) prend une place de plus en plus importante, parce que des dirigeants (souvent jeunes) y sont personnellement attachés, mais aussi parce qu'elle peut être source de performances. Par ailleurs, les nouvelles technologies sont amenées à changer profondément la nature et l'organisation du travail. La Fabrique de l'industrie participe aux réflexions visant à comprendre et anticiper ces mutations, à définir et structurer certains concepts encore flous (bien-être ou bonheur au travail, accomplissement, entreprise « libérée », etc.).

Enfin, du côté des politiques publiques, il y a sans doute encore des efforts à faire en matière d'aide au retour à l'emploi. Et sur ce point, les actions au niveau européen – comme le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation – sont encore timides et à l'efficacité discutable.

Marie-Claire Cailletaud Prenons un exemple. Le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France est celui des transports. Ceux-ci sont sous-tarifés et ne prennent pas en compte les externalités négatives constituées par les émissions de GES, l'usure des infrastructures, les dégâts sur la santé, la sécurité. Les transports sont au cœur du développement libéral qui consiste à aller produire là où les normes sociales et environnementales sont les plus mauvaises et rapatrier ensuite les stocks dans les camions ou bateaux. Tarifier les transports à leur juste coût rendrait plus attractive la production au plus proche, dans un cadre de relocalisation de la production et d'économie circulaire, permettant ainsi de mieux valoriser la matière. Cela serait également bénéfique pour l'environnement et pour les hommes et les femmes car le dumping social s'en trouverait diminué. La cause écologique et la cause anthropologique sont étroitement liées. Arriver à concilier les deux nécessite une nouvelle forme de planification.

Surdéveloppement des capacités productives, d'un côté, étirement des chaînes de production, de l'autre, désertification de certains territoires à fortes potentialités

humaines et productives – ports, zones agricoles et côtières, etc. –, le modèle géo-économique européen ne doit-il pas être réformé en profondeur ?

Philippe Frocrain En France, l'industrie est aujourd'hui au maximum de ses capacités, mais certainement pas de son potentiel de développement. Le déficit commercial rappelle que nous consommons plus de biens industriels que nous n'en produisons (ou que ce que nous pouvons acheter grâce à nos ventes de services). Il est toutefois vrai que ce n'est pas le cas de tous les pays européens. L'Allemagne affiche à cet égard des performances insolentes. On aurait cependant tort de croire que la terre n'est fertile qu'au-delà du Rhin, ou à l'intérieur des métropoles connectées à l'économie globale. Les travaux sur les trajectoires territoriales, notamment ceux menés par Olivier Bouba-Olga, montrent bien qu'il y a autant de stratégies de développement territoriales que de territoires. Il serait donc imprudent de délaisser certains territoires au profit d'autres (temporairement) plus performants.

Cédric Perrin La question mérite d'être replacée dans un cadre global et complexe : un modèle économique repose sur une tension nécessaire entre spécialisation des territoires et solidarités entre ces derniers. Au niveau européen, la recherche d'un tel équilibre passe nécessairement par des questions hautement politiques, notamment en raison du partage d'une monnaie commune. Pour faire face à des chocs asymétriques, il s'agit avant tout de trouver une cohérence, actuellement très partielle, au modèle géoéconomique européen.

Au niveau national, le développement d'un tissu industriel apparaît comme une nécessité, tant économique que géographique. Le modèle géoéconomique français ne peut rester dépendant de la bonne santé de grands groupes faisant vivre tout un écosystème de sous-traitants, il doit être plus robuste.

Marie-Claire Cailletaud Le modèle européen est basé sur le marché. Il s'inscrit dans la financiarisation mondialisée de l'économie, alors que la question est bien de passer à un autre mode de développement. Nous le constatons de jour en jour, celui-ci entraîne l'humanité à sa perte. Le creusement des écarts et le plongeon dans la pauvreté d'une partie de plus en plus grande de citoyens du monde et la non-prise en compte concrète des effets sur la planète réduisent de plus en plus la marge de manœuvre. Le modèle européen ne voit que par le marché et la concurrence. Cela conduit à du gâchis, de la suraccumulation de capital qui alimente une bulle financière qui va exploser de manière sévère, des désertifications de territoires, de la production inutile aux besoins, alors que ceux-ci ne sont pas satisfaits pour tous.

Pourtant, il serait tout à fait possible de mettre en place un développement, et donc un appareil productif, qui ait pour objectif la réponse aux besoins des populations et aux défis environnementaux. Cela implique de partir de l'Homme et du travail qui se trouvent au centre de la révolution anthropologique amenée par les possibilités des technologies du numérique, de prendre en compte les aspirations des citoyens, des

salariés et de bâtir une société plus démocratique. Au fond, cela implique de sortir du capitalisme !

(1) Auteure de l'avis « Industrie : un moteur de croissance et d'avenir » au Conseil économique, social et environnemental.

Entretiens croisés réalisés par Jérôme Skalski

<https://www.humanite.fr/table-ronde-quelle-politique-industrielle-pour-la-france-et-leurope-du-xxie-siecle-662755>

***) Inondation. L'État promet 80 millions d'euros aux sinistrés**

Mardi, 23 Octobre, 2018

Marie-Noëlle Bertrand

En visite dans l'Aude, le chef de l'État a assuré de son soutien. Au-delà de l'aide immédiate, les habitants attendent des mesures pour garantir l'avenir.

Quatre-vingts millions d'euros débloqués par l'État pour soutenir les sinistrés de l'Aude : c'est là la mesure phare annoncée, hier, par le chef de l'État. Huit jours après les inondations monstres qui ont tué 14 personnes dans le département, Emmanuel Macron a refait le chemin emprunté par son premier ministre au lendemain du drame, afin de rencontrer des victimes encore sous le choc. « On sera là. Je vous le promets. On va faire vite », a-t-il assuré le matin à un habitant de Villalier, où deux personnes ont péri, avant de poursuivre sa visite vers Trèbes, autre village meurtri, qui déplore six morts.

Toute la journée, les images ont succédé aux paroles, redonnant à voir l'étendue du drame, laquelle a poussé le gouvernement à reconnaître en un temps record l'état de catastrophe naturelle dans 126 des communes touchées. Ce mécanisme devrait permettre d'accélérer les indemnisations. Leur montant s'affiche d'ores et déjà à la mesure des crues survenues suite aux pluies qui se sont abattues les 14 et 15 octobre, les pires jamais connues depuis 1891.

16 000 DECLARATIONS DE SINISTRE ENREGISTREES

À ce jour, les assureurs ont enregistré près de 16 000 déclarations de sinistre pour un « coût final des dommages assurés estimé à 200 millions d'euros », indique la Fédération française de l'assurance (FFA). Des chiffres qui correspondent aux estimations communiquées dimanche par le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, et qui pourraient évoluer. Les assureurs estiment que les inondations pourraient « au final avoir occasionné plus de 30 000 sinistres ».

« Nous attendons un geste fort de l'État avec des engagements financiers », avait espéré, samedi, le président du conseil départemental, André Viola. Cent vingt-deux des communes sinistrées « sont rurales », rappelait-il. « S'il n'y a pas de solidarité forte, elles ne se relèveront pas », alertait l'élu, plaidant en faveur d'une « souplesse » pour les procédures administratives.

Le conseil départemental de l'Aude devait voter, hier, 37 millions d'euros de crédits supplémentaires pour aider les sinistrés et engager les premiers travaux de rénovation. La région Occitanie a annoncé, pour sa part, un plan d'investissement de 25 millions d'euros, qui sera voté le 16 novembre. Le soutien apporté par l'État sera-t-il suffisant ? Il ne sera en tous les cas pas de trop, ni pour le présent ni pour l'avenir. Car si, sur place, les appels à l'aide immédiate sont criants, l'avenir est lui aussi interrogé, et avec lui les politiques foncières. « C'est facile de venir aider, de venir pleurer », notait ainsi une retraitée en colère, dont les propos sont relayés par l'AFP. « Il y a des morts mais ça pourrait être évité. Ici, il y a eu de l'eau jusqu'au toit et on continue à laisser construire ! »

Marie-Noëlle Bertrand

<https://www.humanite.fr/inondation-letat-promet-80-millions-deuros-aux-sinistres-662518>

***) réchauffement climatique. La réinvention d'une économie dans un monde fini**

Vendredi, 26 Octobre, 2018

Gérard Le Puill

Gérard Le Puill

Gérard Le Puill

J'approuve les « messages essentiels » formulés par Joël Guiot et Wolfgang Cramer dans les pages « Débats et controverses » de l'Humanité du 18 octobre. Toutefois, affirmer que « limiter le réchauffement à 1,5 °C au-dessus des températures préindustrielles est possible, mais cela requiert des changements sociétaux radicaux » est une formulation qui occulte quelque peu le défi à relever.

Voilà près de trois ans, le texte de la COP21 fut adopté par consensus. Car il gardait l'objectif souhaitable de + 1,5 °C à ne pas dépasser d'ici la fin du siècle en cours tout en officialisant le chiffre de + 2 °C comme ultime limite. Atteindre ces objectifs requiert plus que « des changements sociétaux radicaux ». L'économie mondialisée de

ce XXIe siècle fonctionne sous la double pression de la vieille « théorie des avantages comparatifs » de David Ricardo ; mais aussi de la théorie de « la destruction créatrice », davantage décrite que défendue par Joseph Schumpeter au XXe siècle. Boostée par la politique de l'offre, l'économie mondialisée fonctionne selon cette double théorie et augmente le bilan carbone de chaque bien produit, puis commercialisé. En France, les émissions de CO2 sont reparties à la hausse en 2016 et 2017 dans les secteurs des transports, du bâtiment et de l'agriculture, qui représentent 70 % de nos émissions. Si nous voulons diviser par quatre les émissions de CO2 dans les transports, il faut aussi diviser par quatre la circulation sur route. Car on n'y parviendra pas en versant des primes pour retirer du marché les voitures anciennes afin de les remplacer par des « hybrides » en attendant de passer au tout-électrique. Quand on y sera, on s'apercevra que les matières premières seront devenues trop rares pour produire des batteries, sans même parler de leur alimentation en électricité.

Si nous voulons réduire le bilan carbone de notre alimentation, il faut commencer par réduire notre consommation de protéines animales. Mais il faudra aussi réduire la distance entre la fourche et la fourchette, passer du labour au non-labour pour améliorer la fertilité des sols, mélanger les graminées et les légumineuses pour réduire les apports d'engrais, développer l'agroforesterie pour capter plus de carbone tout en produisant davantage de nourriture via le cumul des cultures au sol et la production des arbres. Ces sujets ne seront probablement pas évoqués lors des prochains débats sur une nouvelle réforme de la politique agricole européenne, tandis que les pays membres de l'Union européenne continuent de mandater la Commission pour négocier des accords de libre-échange avec les pays tiers en faisant jouer la théorie des avantages comparatifs sur fond de dumping social, fiscal et environnemental.

Voilà pourquoi nous devons réinventer l'économie dans un monde fini, tout en sachant que le sujet demeure tabou chez les décideurs politiques comme chez l'immense majorité des économistes.

Journaliste et auteur

<https://www.humanite.fr/le-defi-pose-par-la-lutte-contre-le-rechauffement-climatique-la-reinvention-dune-economie-dans-un>

*) Jump to navigation

-
- [Menu](#)
- [Rubrique](#)
- [À la une](#)

- [Politique](#)
- [Société](#)
- [Social-Eco](#)
- [Culture et savoir](#)
- [Sports](#)
- [Monde](#)
- [Planète](#)
- [En débat](#)
- [Vos droits](#)
 - [thèmes](#)
- [Les Lettres Françaises](#)
- [Dossiers](#)
- [Les Blogs et Chroniques](#)
- [Vidéos](#)
- [services](#)
- [La Fête de l'Humanité](#)
- [Questions réponses juridiques](#)
- [Annonces légales](#)
- [ventes](#)
- [La boutique](#)
- [Abonnez-vous](#)
- [Mes journaux](#)
- [user](#)
- [Mon compte](#)

L'Humanité

- [Mon compte](#)
- [Mes informations](#)
- [Mes journaux](#)
- [Se déconnecter](#)

- [La boutique](#)
- [Fête de l'Humanité](#)

- [À la une](#)
- [Politique](#)
- [Société](#)
- [Social-Eco](#)

- Culture et savoir
- Sports
- Monde
- Planète
- En débat
- Vos droits
- Abonnez-vous à partir de 1€

En débat



Les saignées pratiquées par le gouvernement et la sncf. Pour un service public ferroviaire affranchi du diktat de la rentabilité

Vendredi, 26 Octobre, 2018

Collectif

Didier Le Reste, Aurélien Djament, Laurent Russeil, Francis Portes et Vincent Jouillé

En matière ferroviaire, la politique du gouvernement et de la direction de la SNCF tient du dogme qui prévalut en médecine pendant des siècles, avec le succès qu'on sait : tout mal se soigne par une saignée ! Tous les plans de « sauvetage » du fret ferroviaire qui se sont succédé depuis au moins quinze ans ont consisté à abandonner des activités, fermer des triages, supprimer des postes, transférer des trafics sur routes... avec pour résultat, ô combien étonnant, l'effondrement du transport de marchandises par voie ferrée et l'explosion du trafic de camions. Mais nos gouvernements expliquent que les dégâts qu'ils ont eux-mêmes causés au fret ferroviaire ne peuvent être corrigés que par de nouvelles saignées. Ainsi le dernier plan de « relance » du fret continue-t-il de prévoir des suppressions de postes, de se concentrer sur les trafics « rentables » et d'achever de séparer le secteur du reste de l'activité ferroviaire, interdisant toute mutualisation et toute péréquation.

L'austérité ne concerne pas que les marchandises : la direction de la SNCF multiplie les suppressions de dessertes, les fermetures de gares, guichets, ou les réductions de leurs horaires d'ouverture, avec plus de 900 suppressions d'emplois à la clé. La réduction des moyens humains se traduit entre autres aussi par des suppressions de postes de contrôleurs, dont le rôle d'accueil, d'information, de sécurisation, d'accompagnement est pourtant indispensable à un service public de qualité. Le gouvernement chercherait-il à dégrader sciemment le transport, notamment sur les « petites » lignes, pour obtenir une baisse de fréquentation lui permettant de justifier leur fermeture qu'il ne s'y prendrait pas autrement ! Le démantèlement progressif du service public ferroviaire continuant, gouvernement et directions SNCF sous-traitent en général la saignée aux collectivités territoriales, dépourvues de moyens supplémentaires mais sommées d'assumer la charge financière de dessertes ou d'infrastructures relevant pourtant du réseau ferré national si elles ne veulent pas les voir disparaître...

On ne saurait expliquer l'austérité antiferroviaire généralisée par l'ignorance, comme pour la médecine de l'époque de Molière, incapable de proposer d'autre traitement que la saignée. La ligne suivie est politique, et assumée : le rail doit avant tout être soumis à la concurrence « libre et non faussée », les cheminots doivent être mis au pas, le train doit cesser de coûter cher à la puissance publique (pas les camions ni les subventions aux compagnies aériennes à bas coût...). Tant pis pour la transition écologique, tant pis pour le service public ! La dette « du système ferroviaire » n'a jamais été qu'une dette d'État, imposée par la puissance publique qui a été utilisée pour justifier l'austérité dans le secteur, sa reprise partielle sert aujourd'hui à justifier les sacrifices imposés aux usagers, aux cheminots et à de nombreux territoires ruraux de notre pays.

Face à cela, la Convergence nationale rail appelle à multiplier les luttes, les fédérer et leur donner une perspective politique nationale pour un autre modèle d'organisation du territoire, des transports, des services publics, affranchi du diktat destructeur et anti-écologique de rentabilité financière.

Didier Le Reste, Aurélien Djament, Laurent Russeil, Francis Portes et Vincent Jouillé

<https://www.humanite.fr/les-saignees-pratiquees-par-le-gouvernement-et-la-sncf-pour-un-service-public-ferroviaire-affranchi>

***Partielle. Qui pour succéder à Manuel Valls ?**

Mercredi, 24 Octobre, 2018

Audrey Loussouarn

Les candidatures pour la législative des 18 et 25 novembre dans l'Essonne se multiplient.

À un mois de la législative partielle dans la 1re circonscription de l'Essonne, déclenchée par l'officialisation du départ à Barcelone du député sortant Manuel Valls, les candidatures se multiplient. Pour l'heure, les 18 et 25 novembre, les électeurs auront à départager Jean-François Bayle, candidat LR et adjoint au maire de Corbeil-Essonnes, Jean-Pierre Bechter, le sans-étiquette Mikaël Matingou, par ailleurs ancien directeur de cabinet du maire (ex-PS) d'Évry, Francis Chouat, lui-même candidat avec le soutien de LaREM. Ce dernier, très proche de Manuel Valls, se gargarise d'avoir obtenu le soutien de « l'ensemble des maires (de la) circonscription », y compris du successeur de Serge Dassault cité plus haut. Sa suppléante ? Tracy Keita, adjointe au maire LR. C'est à s'y perdre.

Face à cela, « tout plaide pour une dynamique collective » à gauche, juge Michel Nouaille, candidat PCF-Ensemble-EELV de 2017, qui a annoncé partir de nouveau en campagne, accompagné de sa suppléante, Joëlle Caïlachon (Génération.s). Seulement, rien de tel. Alors que la démission de Manuel Valls du 2 octobre se profilait, Farida Amrani, candidate FI arrivée au second tour en 2017, annonçait déjà lancer un « appel pour que (sa) candidature soit soutenue le plus largement possible », quand le PCF et Génération.s invitaient, par voie de communiqués, à mettre toutes les forces de gauche autour de la table pour discuter d'une candidature. La rencontre, entre Génération.s, le PCF, la FI, EELV, le PS et Ensemble, a lieu le 13 octobre. La FI, composée du binôme

de 2017 Farida Amrani et Ulysse Rabaté, réitère : sa campagne est déjà lancée. Puis, les Verts font « savoir que jusqu’aux européennes, ils auront des candidats à toutes les élections », quand le PS « souhaitait que ce soit Jérôme Guedj (ancien député d’une autre circonscription de l’Essonne – NDLR) », relate Michel Nouaille - Farida Amrani et Jérôme Guedj n’ont pas répondu à nos sollicitations à ce sujet. Au-delà de la personnalité de son potentiel candidat, « le PS n’a toujours pas fait son travail d’inventaire ni construit de projet », assène le communiste. « Cette élection a un enjeu politique important face à la casse sociale et démocratique d’Emmanuel Macron », se désole Michel Nouaille, qui évoque une « circonscription historiquement de gauche, avant les dérives de Manuel Valls » et le changement de contexte depuis le dernier scrutin, avec cette fois un fort risque d’abstention notamment.

Audrey Loussouarn

<https://www.humanite.fr/partielle-qui-pour-succeder-manuel-valls-662646>

***) Élysée. Autoportrait en dernier rempart contre le chaos**

Jeudi, 18 Octobre, 2018

Lionel Venturini

Pour les élections européennes, le président de la République Emmanuel Macron attise la vision d’un monde partagé entre européistes et nationalistes.

Un crépuscule ? L’éclairage ombré de l’allocution d’Emmanuel Macron mardi, au soir de l’annonce d’un nouveau gouvernement, allait bien avec le contenu. Pour justifier le si long délai, deux semaines à susciter une attente déçue au final, avec un gouvernement sans tête d’affiche, le chef de l’État n’a indiqué aucun changement de cap. Il n’y aura donc pas de discours de politique générale par le premier ministre, Édouard Philippe, mais la promesse d’améliorer le quotidien des Français et de rassembler plus largement, reconnaissant que son « parler vrai avait pu choquer ». « J’entends les critiques », a-t-il assuré, en réponse aux polémiques sur son style. Une autocritique après les indignations visant ses phrases à l’emporte-pièce, comme le « pognon de dingue » des aides sociales, l’ironie sur les « Gaulois réfractaires au changement » ou encore l’appel à un chômeur à « traverser la rue » pour trouver du travail ou aux retraités à ne plus « se plaindre ». Après ce rapide acte de contrition, Emmanuel Macron s’est surtout mué en chef de parti pour les européennes du printemps prochain. S’accrochant, comme à chaque intervention désormais, à une

lecture d'un monde partagé entre européistes et nationalistes. Face à un monde qui « se fracture », « de nouveaux désordres (qui) apparaissent, et l'Europe (qui) bascule presque partout vers les extrêmes et, à nouveau, cède au nationalisme », le chef de l'État a dépeint une voix française qui compterait en Europe. Or, son bilan en la matière, face à l'Allemagne ou à la Grande-Bretagne, pèse peu. Il n'empêche, Emmanuel Macron l'assure, « je crois (...) dans notre capacité à porter cette voix française en Europe et dans le monde ».

Le chef de l'État, en ouvrant le Conseil des ministres hier, a énuméré les réformes à venir : « Créer une flexisécurité à la française », faire de la France « une nation éducative », fonder une « puissance environnementale du XXIe siècle » avec « des annonces fortes dans la stratégie énergétique », quand sa timide politique écologique a fait démissionner Nicolas Hulot. Il a aussi promis une réforme « extrêmement ambitieuse » de l'État « dans les prochains mois ». « Le tout suppose de savoir nous réformer nous-mêmes », a-t-il conclu. Hier soir, le nouveau gouvernement s'est réuni en séminaire, à Matignon.

LA VOLONTE D'EFFACER A TOUT PRIX LE CLIVAGE GAUCHE-DROITE

Ce faisant, Emmanuel Macron poursuit une stratégie dangereuse à bien des égards, à vouloir effacer à tout prix le clivage gauche-droite. Pour Stefano Palombarini, auteur avec Bruno Amable du livre l'Illusion du bloc bourgeois, « si on abandonne droite versus gauche en faveur d'européistes versus souverainistes, l'opposition sociale à Macron se fera en alliance avec Salvini, Le Pen et compagnie ». Économiquement, poursuit-il, « ça sera une opposition de façade », tant les populistes en Italie, comme Macron, entendent relancer l'investissement par la baisse des impôts, et lutter contre le chômage par les petits jobs.

Intervenant récemment devant une association souverainiste d'étudiants de Sciences-Po, Emmanuel Todd devait prolonger la réflexion, en pointant chez Macron une « insuffisance intellectuelle » à comprendre le multilatéralisme du monde anglo-saxon, son articulation avec le protectionnisme et la souveraineté nationale. Pour l'historien, « l'affirmation de grands principes moraux ne présente aucun intérêt dans l'état de violence des rapports économiques actuels ». Pis, selon lui, en unifiant lui-même gauche et droite modérées au sein de LaREM, réalisant « l'UMPS » dénoncé à l'extrême droite, « c'est l'UMPS rebaptisé Macron, mais c'est la même politique ». Lionel Venturini

<https://www.humanite.fr/elysee-autoportrait-en-dernier-rempart-contre-le-chaos-662367>

***) Européennes. Ian Brossat veut remédier à la dispersion de la gauche**

Jeudi, 18 Octobre, 2018 [Julia Hamlaoui](#)

Le chef de file du PCF pour les européennes a adressé un courrier aux responsables de gauche, hors PS, pour les inviter à se mettre autour d'une table en vue du scrutin de mai.



Cette fois, l'invitation est partie par courrier. Ian Brossat a renouvelé sa « proposition de rencontre » dans une lettre adressée à Benoît Hamon (Génération.s), Olivier Besancenot (NPA), Jean-Luc Mélenchon (France insoumise), David Cormand (EELV) et Emmanuel Maurel (Nos causes communes). Fin septembre, le chef de file du PCF pour les élections européennes avait déjà appelé les uns et les autres « à se mettre autour d'une table », sur France 2 lors de l'émission *On n'est pas couché* (lire [ici](#)).

«NOUS AVONS BEAUCOUP A GAGNER.»

« Dans (un) contexte lourd de menaces, il nous appartient de dépasser l'état de dispersion qui est celui de la gauche aujourd'hui », écrit l'élu parisien dans son courrier rendu public ce jeudi. Rappelant la poursuite à « marche forcée (de la) politique de démantèlement de nos services publics et de notre protection sociale » et qu'« à l'échelle européenne, le rejet des politiques libérales engendre une montée inquiétante de l'extrême-droite qui instille partout son venin raciste et xénophobe », le chef de file communiste estime la situation à gauche « d'autant plus regrettable qu'un nombre croissant de nos concitoyens se mobilisent partout à travers notre pays » et « disent leur aspiration grandissante à une issue progressiste ». Les récents débats sur l'immigration ont cependant donné à voir les divisions qui traversent ces formations sur certaines questions de fond. « Des débats nous traversent, c'est vrai », reconnaît

Ian Brossat. Rien d'insurmontable pour autant, semble-t-il : « Je suis profondément convaincu que nous avons beaucoup à gagner à nous parler pour construire des perspectives communes. »

<https://www.humanite.fr/europeennes-ian-brossat-veut-remedier-la-dispersion-de-la-gauche-662383>

***) Les enjeux humains, démocratiques et sociaux. Faut-il renégocier les traités pour relancer l'Europe ?**

Lundi, 22 Octobre, 2018

[Pierre Chaillan](#)

Francis Wurtz Député PCF honoraire au Parlement européen

Louis-Albert Serrut Auteur, essayiste

Isabelle Thomas Députée Génération.s au Parlement européen

Rappel des faits. Si les textes européens encadrent les directives à appliquer dans le droit, le changement passe-t-il par une bataille juridique ?

- UNE RUPTURE AVEC LA LOGIQUE ACTUELLE PAR FRANCIS WURTZ, DEPUTE PCF HONORAIRE AU PARLEMENT EUROPEEN**



Les traités européens énoncent, comme autant de règles prétendument intangibles, les fondements de classe de l'actuelle Union européenne : mise en concurrence généralisée ; financiarisation de l'économie ; verticalité autoritaire du fonctionnement de l'Union européenne (UE)... Une « Europe refondée » sera donc nécessairement régie par un nouveau traité, en rupture avec les traités actuels.

La question est : comment créer les conditions permettant de rompre avec la logique des traités actuels ? Je précise : de rompre positivement avec la logique actuelle, c'est-à-dire – à rebours de la pente nationaliste – pour aller vers plus de solidarité entre les peuples, plus de coopération entre les pays, dans le respect de la souveraineté populaire dans chaque nation. Ce que les communistes appellent une « Union de nations et de peuples souverains et associés ». Avec une double finalité : porter

ensemble un modèle social et écologique avancé, et agir en coopération avec tous les alliés internationaux qui le souhaitent en faveur de l'humanisation de la mondialisation. C'est une révolution !

Une transformation de cette envergure fait nécessairement l'objet d'un combat de classe de haute intensité. Gardons-nous de l'illusion du « grand soir » ! Bien sûr, un gouvernement et un président français qui seraient authentiquement de gauche pourraient grandement contribuer à bousculer les rapports de forces. Mais pas en espérant, seuls et quand ils le décident, « renverser la table ». De tels changements ne peuvent résulter, à mes yeux, que de luttes très larges, en convergence avec des forces de progrès d'autres pays européens, et se développant dans la durée.

Ne nous focalisons pas sur le texte des traités. L'expérience montre que, dès lors que les dirigeants européens sont au pied du mur, des « tabous » sautent ! Ainsi, lorsque la crise financière de 2008 a mis en danger la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) a décidé – malgré l'opposition de l'Allemagne – d'acheter massivement des titres de dettes d'États en difficulté, ce qui est aux antipodes de l'orthodoxie maastrichtienne. La mauvaise destination de ces milliards est une autre affaire. Cet exemple montre simplement que les traités ne constituent pas une muraille de Chine, s'il se présente une situation qui ne laisse plus d'échappatoire à la classe dirigeante de l'UE.

Un mouvement large, dépassant les frontières d'un seul pays et clairement orienté vers un objectif de transformation sociale, écologique ou démocratique précis, peut créer une telle situation. En conséquence : non, il ne s'agit pas d'attendre une renégociation d'ensemble de la construction européenne pour amorcer la « relance de l'Europe » ! C'est sans attendre qu'il faut chercher à ouvrir des brèches à partir d'un triple effort. D'abord, une bataille d'idées comparable à celle qui a fait le succès de la campagne pour le « Non de gauche » au projet de traité constitutionnel de 2005. Ensuite, une stratégie de large rassemblement des forces de progrès en France et dans le plus grand nombre possible de pays européens autour de quelques exigences de changements majeurs. Enfin, la valorisation de toute avancée dans ce sens, même partielle, arrachée tant en matière de luttes de terrain qu'au Parlement européen. Le temps viendra ensuite où il sera devenu possible de consigner ces changements conquis de haute lutte dans un nouveau traité.

- **REVISIONS LES TRAITÉS PAR LOUIS-ALBERT SERRUT,
AUTEUR, ESSAYISTE**



Donner un nouvel élan à l'UE oblige à lire les textes qui l'instituent et à repérer leurs déficiences, causes véritables du désintérêt pour le projet européen. Le traité de Lisbonne inclut le traité sur l'Union européenne (TUE) et le traité sur le

fonctionnement de l'Union (Tfue). Si les États de l'UE ne font pas un groupe homogène, tous ont adhéré au TUE, titre 1, article 1 : « Les autorités signataires instituent entre elles une Union européenne à laquelle les États membres attribuent des compétences pour atteindre leurs objectifs communs. » Puis, article 1 bis : « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. »

Un tropisme économique. L'acte fondateur de l'UE était marchand et, depuis, les traités sont économiques : traité de Rome, l'union douanière, le commerce et la concurrence (1957) ; acte unique, le grand marché (1986) ; traité de Maastricht, la monnaie unique (1992). Le projet de Constitution européenne (2003), rejeté en 2005, conservait pour objectif à l'UE « un marché unique où la concurrence est libre et non faussée ».

La concurrence a disparu du traité de Lisbonne, en vigueur le 1er décembre 2009, mais le primat de l'économie est confirmé. Le marché est cité titre 1, article 3, 3 du TUE, en unique projet : « L'Union établit un marché intérieur. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive... » Les politiques ont sans cesse plus ouvert l'UE à l'économie néolibérale, que Michel Foucault différenciait du libéralisme. Celui-ci ménage un espace libre pour le marché à l'intérieur de la société politique. Le néolibéralisme, à l'inverse, règle l'exercice du pouvoir politique sur les principes du marché, supprime régulations et services publics.

Les présidents de la Commission et du Conseil européens persistent : « Allons plus loin dans le marché unique européen ! » (Le Monde, 14 juin 2016.) M. Macron pense harmonisation fiscale, convergence des taux et d'assiettes des taxes, plus grande intégration économique de la zone euro. L'évolution de l'UE est toujours de capitalisme néolibéral.

Une dimension sociale débilitée. L'aspect social de l'UE est évoqué dans le TUE, article 3, après le marché, de façon ambiguë : «... Économie sociale de marché hautement compétitive... » Social et marché sont antinomiques, le premier protège des excès du second. La formule signifie : mise en concurrence des salariés et des systèmes de protection sociale pour un « prix » du travail le plus bas.

La politique sociale de l'UE, définie plus loin dans le Tfue, article 151, vise « la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le développement des ressources humaines permettant un niveau d'emploi élevé et durable, et la lutte contre les exclusions ». Les traités hiérarchisent l'économie de marché et la politique sociale, la seconde soumise à la première. La Cour de justice de l'UE (Cjue), bras du dogme

concurrentiel, a régulièrement omis dans ses arrêts les dispositions de l'article 151 et dit l'action des syndicats de salariés contraire au principe de libre entreprise.

Des constitutions nationales des membres de l'UE, toutes sociales, vers les traités, une régression sociale a eu lieu dans leur rédaction, acceptée par les chefs d'État et de gouvernement hors consultation des citoyens européens, ce qui reste une imposture.

Les traités nourrissent ainsi la défiance envers les institutions et les nationalismes populistes, qui semblent plus protecteurs. Réactiver l'adhésion au projet européen impose de placer au même rang social et économie.

Les citoyens européens. La conscience européenne ne peut résulter de l'économie. Stefan Zweig pensa la nationalité en sous-attribut de la citoyenneté européenne. Le citoyen européen serait en second grec, hongrois, néerlandais, à l'opposé de l'ordre actuel, TUE, titre 2, dispositions relatives aux principes démocratiques, article 9, et Tfue, article 20.1 : « Est citoyenne de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. La citoyenneté de l'Union s'ajoute à la citoyenneté nationale et ne la remplace pas. »

La conscience européenne se matérialisera dans une carte d'identité européenne substituée aux cartes nationales. L'empereur romain Caracalla concéda en 212 de notre ère, par un édit à son nom, le titre de citoyen à tous les hommes libres de l'Empire. C'est la matrice commune dont l'UE peut s'inspirer.

Vers une institution accomplie. Il y a démocratie, écrit Rousseau, quand les destinataires du droit en sont les auteurs. La souveraineté de l'UE réside dans ses citoyens qui partagent deux appartenances, nationale et européenne. Le vote européen élit des députés européens – représentation directe des citoyens. Le Conseil européen et les Conseils des ministres, pas toujours élus, sont la représentation indirecte.

L'élection des députés européens sera européenne s'ils sont choisis sur des listes européennes, à une date unique et selon un mode unique, le libre choix, déjà utilisé dans huit pays. Ce mode engage davantage la responsabilité des citoyens et laisse entière leur autonomie de décision.

La loi de l'UE est coproduite par le Parlement (représentation directe) et le Conseil (représentation indirecte) avec un tiers, la Commission, composée de membres non élus. Cette procédure est une expression descendante du pouvoir. La souveraineté ascendante reste à inscrire dans les traités. Il s'agit d'organiser un contrôle direct des citoyens, complémentaire à celui du Parlement qui en sera renforcé.

Associer les citoyens aux orientations et propositions législatives de la Commission (règlements, directives, décisions et recommandations) confortera la légitimité de tous. Internet permet une telle consultation qui réalisera l'espace public européen tel que l'a pensé Jürgen Habermas.

L'UE sera démocratique, sociale, éthique ou ne sera pas. Ces critères rendront les nationalismes désuets, disqualifieront ces autocentrismes apeurés par un avenir redouté. Le futur s'imagine, se prépare et se construit, il ne s'impose qu'à ceux qui le refusent.

- **PRENONS L'EUROPE QU'ILS NOUS ONT CONFISQUEE
PAR ISABELLE THOMAS, DEPUTEE GENERATION.S AU
PARLEMENT EUROPEEN**



Depuis vingt ans, les leaders européens ont choisi le business contre les citoyens et la planète, et l'austérité contre les peuples. Derrière le mensonge néolibéral de la théorie du ruisseau ou sa jumelle « du premier de cordée », ils ont confisqué l'Europe. À travers le TSCG, ils ont perverti les traités de leur obsession pour les carcans budgétaires, la dérégulation des échanges et la liquidation des services publics. Ces leaders ont privilégié une Europe du marché et de la finance qui n'a que faire de la démocratie. Ainsi ont-ils nié nos votes contre le TCE en 2005 ou le mémorandum grec, cachés derrière le masque de la troïka pour imposer leur tutelle libérale. Ainsi piétinent-ils les votes du Parlement européen à chaque Conseil, comme sur la fin du glyphosate, l'interdiction de la pêche électrique ou l'objectif contraignant de 40 % de réduction des émissions carbone pour les véhicules neufs.

Alors, non, la question ne se pose pas : il faut changer les traités pour que les citoyens prennent leur place dans le choix de leur destin. La majorité doit devenir la règle au Conseil et remplacer l'unanimité pour dépasser les égoïsmes des États et leurs blocages sur les avancées sociales et fiscales. Le temps du serment du Jeu de paume est venu et le Parlement européen doit s'affranchir par de nouveaux pouvoirs : initiative législative, contrôle de l'exécutif, vote des recettes budgétaires...

Pour cette rénovation démocratique, un processus constituant s'impose. Comme en France, où les institutions sclérosées de la Ve République étouffent la démocratie. Mais, si l'objectif fédère, la méthode diffère. Rester ? Partir ?

Soyons clairs : on ne quitte pas plus l'Europe, dont on fustige les traités, qu'on abandonne la France, dont on récuse les institutions néomonarchistes de la Ve. Dans les faits, les prérogatives du Parlement européen le lient beaucoup moins à l'exécutif que l'Assemblée nationale, soumise au couperet du 49-3 ! La résistance peut s'organiser et c'est au Parlement élu par les Européens de montrer l'exemple et sonner la révolte.

Depuis 2011, 80 % des actes législatifs sont en codécision : ils doivent être votés et par le Conseil et par le Parlement, conférant à ce dernier un formidable pouvoir. Il peut apposer son veto à l'adoption des budgets de l'Union, refuser le quitus à la

Commission et aux agences, diligenter des commissions d'enquête, récuser la nomination des commissaires et destituer toute une commission par motion de censure. Mais le Parlement se sert peu de ses pouvoirs. Il est grand temps d'engager une résistance parlementaire audacieuse et déterminée avec l'appui des mobilisations citoyennes, et enfin tourner la page. C'est cette conquête démocratique que portent Génération.s et le Printemps européen, et qui devra animer nos futurs parlementaires. L'Europe est une promesse que les citoyens n'ont que trop attendue. Pourtant, c'est elle qui peut mener la lutte contre le changement climatique. C'est à son niveau que se construit l'harmonisation contre l'évasion fiscale et la convergence sociale vers le haut contre la concurrence entre travailleurs. Elle peut mettre en œuvre le juste échange, contraindre la régulation du capitalisme financier, anticiper les mutations du travail liées à la robotisation et au numérique, affermir la solidarité internationale. Face au risque de désintégration et au repli national, nous avons le devoir historique de conclure ce nouveau contrat européen. Sachons renoncer aux postures et à l'ambiguïté pour faire renaître l'espoir européen.

Dernières publications : De la citoyenneté. Histoire et émergence d'un concept en mutation et République et religions en France. La double inconséquence aux Éditions du Cygne.

<https://www.humanite.fr/les-enjeux-humains-democratiques-et-sociaux-faut-il-renegocier-les-traites-pour-relancer-l-europe>

***Comment construire des alternatives en Europe ?**

Vendredi, 27 Avril, 2018

Jérôme Skalski

Rappel des faits À un an des élections des députés au Parlement européen, les perspectives politiques et stratégiques des composantes de la gauche européenne font l'objet d'un débat grandissant.

Gabriele Zimmer Députée européenne Die Linke et présidente du groupe confédéral de la GUE/GVN Anne Sabourin Responsable du PCF aux questions européennes Maite Mola Vice-présidente du PGE, responsable de Gauche unie et du PCE. Charlotte Girard Coresponsable du programme de la France insoumise.

Quels sont les grands enjeux portés par les prochaines élections européennes ?

Gabriele Zimmer L'UE est confrontée à de très grands défis, tant internes qu'internationaux. On ne saurait les minimiser ou les ignorer plus longtemps. Il suffit

de regarder les effets du changement climatique ou de la migration et de la mobilité mondiale, ainsi que le danger croissant pesant sur la paix. Les États membres et l'UE ont échoué à mener une politique migratoire fondée sur les droits de l'homme, le droit international et la solidarité. L'UE n'atteindra pas les objectifs climatiques, trop faibles par ailleurs pour lutter contre le changement climatique.

Les campagnes électorales à venir incluront également les positions des partis politiques afin d'approfondir ou de surmonter les déséquilibres économiques, financiers et sociaux entre les États membres. Échouer ou ne pas échouer en tant qu'Union européenne, cette question caractérisera l'élection plus que jamais auparavant.

Anne Sabourin Dans un monde où les 99 % payent encore les pots cassés de la crise financière de 2008, où s'ebrouent Trump, Erdogan et Poutine, où se multiplient les coups d'État et où le militaire prend le pas sur la diplomatie, le cours que prendra la construction européenne sera déterminant. Dans une Europe où les forces libérales jouent en duo avec les nationalistes pour polariser le débat entre pro et anti-UE, va-t-on laisser les Français et les Françaises devant un choix entre deux camps qui ne remettent pas en cause le système capitaliste ? Va-t-on laisser le Parlement européen aux mains des néolibéraux et d'une extrême droite renforcée ? Dans une France où le gouvernement s'affaire au service des marchés, nous devons tout faire pour empêcher une large victoire de Macron aux européennes. L'enjeu est le même à tous les niveaux : constituer un bloc progressiste assez puissant pour offrir à notre peuple une autre option que l'euolibéralisme ou le national-libéralisme.

Maite Mola Les prochaines élections seront un moment où se confronteront les différents projets qui existent sur l'avenir de l'Union européenne. D'abord, le projet néolibéral, qui continue de soutenir une partie de la droite, avec Macron et Merkel à la barre. C'est le projet qui vise à déréglementer les relations de travail en éliminant les conquêtes que les luttes ouvrières ont remportées et à éliminer les droits sociaux accumulés par les forces de la gauche. Un projet qui se tient aux côtés des multinationales par sa politique économique et qui maintient l'Otan comme bras armé de ce capitalisme prédateur.

Ensuite, c'est la droite la plus extrême, liée au fascisme du siècle passé par sa défense d'un nationalisme exclusif, xénophobe et antisolaire. Elle propose un modèle de société autoritaire et patriarcal. C'est cette droite que représentent Le Pen et les autres groupes ultras allemands, grecs, etc. Ils tentent de conquérir la classe ouvrière et les couches populaires qui se sentent victimes de la mondialisation et sont déenchantées par le « rêve européen ».

Dans le même temps, il y a la social-démocratie qui a vu l'effondrement de ce qu'on appelle l'État providence et l'a abandonné sans perspective d'avenir. Elle poursuit sa

fuite en avant vers le libéralisme, oubliant toute velléité socialiste ou toute convergence avec ceux qui remettent en question le système capitaliste. Enfin, il y a le projet que nous représentons : celui des forces qui interrogent le système capitaliste comme base des problèmes subis par la classe ouvrière et les couches populaires et qui dénonce le fait que la construction de l'Europe des marchands et des multinationales s'est faite au détriment des droits, des libertés sociales et des garanties du travail, et cela, dans une subordination à l'Otan. Dans ce scénario, le système capitaliste tentera de centrer le débat entre la droite néolibérale promondialisation et la droite nationale autoritaire. C'est le problème que nous avons déjà vécu en France, et nous en connaissons le résultat. Le défi qui se trouve devant nous est d'empêcher que ce soit le centre du débat et de souligner la nécessité de construire une alternative démocratique, sociale et anticapitaliste.

Charlotte Girard Depuis 2005 et l'écrasement des peuples qui ont dit non au projet d'Union européenne contenu dans les traités, les enjeux sont toujours les mêmes : faire obstacle à la société néolibérale prédatrice du travail humain et des ressources de la planète. Les acteurs ont changé, mais l'adversaire demeure. Il faut stopper la construction européenne de Macron et Merkel, et lui substituer un programme humaniste, social et écologique. À la « souveraineté européenne » tant vantée par Macron, il faut opposer la souveraineté populaire. Il faut lier les enjeux européens et nationaux. Lorsque l'oligarchie nuit aux conditions d'existence du peuple en France en évadant ses profits et en nous privant de services publics, elle le fait aussi à partir de leviers européens qu'elle contrôle sous la forme de lobbys, de normes juridiques, etc. C'est ce qu'illustrent les négociations des traités de libre-échange comme le Tafta ou le Ceta. Nous devons donc maintenir le pouvoir du peuple face à l'oligarchie. Pour cela, nous devons construire une conscience autour de l'idée que sortir des traités européens actuels est possible et nécessaire. C'est possible parce que le seul pouvoir légitime est celui d'une majorité démocratique ; il suffit qu'elle s'exprime. C'est nécessaire parce que la maîtrise de notre avenir en commun en France passe par la reconquête de la démocratie en Europe.

Comment construire le rassemblement des forces favorables à la mise en mouvement d'alternatives progressistes pour l'UE ?

Maite Mola La seule possibilité pour obtenir que les forces qui remettent en question, d'une manière ou d'une autre, le système capitaliste est de pouvoir construire l'alliance la plus large, en mettant en premier lieu ce qui nous unit et en mettant nos différences en arrière-plan. La construction de l'unité doit être fondée sur le plus grand respect de la pluralité et la reconnaissance mutuelle qu'il existe différentes façons de comprendre l'action politique à gauche. L'unité exige une plus grande compréhension mutuelle entre les différentes cultures et traditions qui composent la gauche.

Charlotte Girard Comme au niveau national, nous avons besoin de clarté. En 2017, la proposition politique sans équivoque de la France insoumise a mis le projet de l’Avenir en commun dans le carré de tête. Cette méthode qui évite la confusion a fait ses preuves. Le modèle de gouvernance dominant aujourd’hui en Europe est celui des grandes coalitions où la social-démocratie gouverne avec la droite libérale. La Commission avec le couple Moscovici-Juncker et l’Allemagne de Merkel avec le SPD donnent l’exemple. Macron et son gouvernement d’extrême marché suivent. Il faut s’y opposer pour convaincre qu’on ne va pas verser dans cette pratique confusionniste. Il ne faut pas laisser croire qu’on peut s’accommoder des traités et ne pas céder à l’austérité imposée par l’UE, comme l’a fait Syriza.

Anne Sabourin Le PCF a lancé un appel à toutes celles et ceux dont les luttes, les causes, les convictions se heurtent aux logiques des traités européens et à la politique de Macron. Nous nous adressons aux cheminots, aux étudiants, aux salariés des hôpitaux et de l’énergie, aux profs, aux retraités, aux citoyens et aux citoyennes qui aident les migrants, aux militants et aux militantes des droits des femmes. Nous voulons, avec eux, construire une plateforme de propositions « En Europe comme en France, l’Humain d’abord, pas la finance » et une liste qui défende cette plateforme. Cet appel s’adresse aussi aux forces de gauche, de la France insoumise au NPA, en passant par EELV et Génération.s. Nous avons des divergences, mais aussi beaucoup en commun. L’intérêt supérieur des gens doit nous conduire à éviter la multiplication des listes de la gauche de transformation.

Gabriele Zimmer La gauche en Europe doit se concentrer sur l’essentiel pendant la campagne : se battre pour la paix et contre l’extrémisme de droite. Pour ce faire, nous devons joindre nos forces. La gauche doit prouver sa capacité à être à la fois diverse et à agir ensemble. Nous avons besoin d’idées et d’actions qui ont un impact sur les États membres et au niveau de l’UE. Nous devons parler au cœur et à l’intellect de nos électeurs. Avec des sujets qui mobilisent et affectent les électeurs : la résistance contre la privatisation des biens publics, la lutte contre les paradis fiscaux et l’évasion fiscale, contre l’austérité, contre la corruption, pour les programmes d’investissements publics, pour la santé publique et l’éducation – pour n’en nommer que quelques-uns.

En quoi ces alternatives pourraient-elles consister ?

Charlotte Girard Les alternatives progressistes se construisent en deux temps : s’opposer et proposer, comme le fait la FI à l’Assemblée. Transposée à l’UE, c’est la stratégie plan A/plan B qui consiste à rompre avec les traités européens tels qu’ils sont et à construire des alternatives avec ceux qui conviennent que les institutions actuelles rendent impossibles des politiques favorables à l’intérêt général : des règles antidumping social et fiscal, un protectionnisme solidaire et écologique, une lutte effective contre l’évasion fiscale, le développement des services publics et d’une

agriculture paysanne, la sortie planifiée du nucléaire et du charbon avec des investissements massifs dans les énergies renouvelables. L'accord que la France insoumise a signé avec Podemos – Espagne – et Bloco – Portugal – va dans ce sens. Il doit se prolonger par des actions concrètes : c'est le sens de la campagne commune contre l'évasion fiscale. La France insoumise et Podemos vont mener des initiatives concertées dans leurs assemblées nationales et au Parlement. La perspective est d'élargir aux autres mouvements et associations qui luttent dans le même sens et de populariser les arguments pour que le peuple s'en empare.

Anne Sabourin Les communistes ont listé 14 grands thèmes à mettre au pot commun de la campagne : 10 priorités pour l'humain et la planète, avec par exemple un moratoire sur les libéralisations des services publics ou l'harmonisation des droits des salariés par le haut, un fonds européen de développement et des mesures fiscales pour utiliser l'argent au service de ces priorités, et des propositions pour reconquérir des pouvoirs démocratiques et respecter les souverainetés populaires. Nous savons qu'un tel projet de refondation n'arrivera pas du jour au lendemain. Faire élire des eurodéputés qui le porteront est une étape clé. Les élections seront aussi l'occasion de porter une démarche : celle d'une France qui propose des projets utiles aux pays, peuples, régions, villes sans attendre l'unanimité du Conseil, et d'une France qui peut dire non, par exemple en suspendant sa signature au traité budgétaire qui impose l'austérité.

Maite Mola Cette alternative devrait être basée, dans le domaine social, sur la défense du droit au travail, au logement, à la santé, à l'éducation, de manière universelle. Dans le domaine économique, la base, c'est le rétablissement d'une souveraineté qui est entre les mains de la Banque centrale, sans aucun contrôle démocratique. Il s'agit de mettre l'économie au service des gens et non de mettre les gens au service de ce qui les met sous coupe réglée – les comptes macroéconomiques pour les banques et les grands capitaux. En politique étrangère, il s'agit de défendre une Europe hors de l'Otan et sans bases étrangères sur son sol, une Europe qui ne nourrit plus la spirale de la guerre nourrissant des groupes armés qu'elle doit ensuite affronter avec des actions militaires qui ne font que générer plus de guerres.

Gabriele Zimmer La gauche doit développer une vision claire concernant le type de coopération transnationale et internationale qu'elle veut. Certains de nos députés ont lancé l'initiative « Reclaim the Manifesto of Ventotene ». Dans ce manifeste, Altiero Spinelli et ses camarades antifascistes ont développé le concept d'une Europe socialiste, tirant la leçon de l'expérience des nationalismes dévastateurs qui ont causé la Seconde Guerre mondiale. Nous ne devons pas tomber dans le piège qui consiste à considérer les États-nations comme des sauveurs et leur redonner le pouvoir. Nous devons nous battre pour un changement radical de l'UE parce que nous sommes

européens et que nous avons tiré les leçons du passé. L'UE doit protéger ses citoyens contre les insécurités et la mondialisation des entreprises, et ne pas être une menace pour ses citoyens. Pour contrebancer le pouvoir des entreprises européennes et internationales, nous devons unir nos forces au niveau européen. Pour un changement social radical, il y a beaucoup à faire, y compris des changements dans les traités. Sans standards minimaux, sociaux et écologiques, nous ne pouvons pas faire face aux défis qui sont posés devant nous. Nous avons besoin d'un impôt minimal sur les sociétés pour éviter une course vers le bas entre les États membres. Les déséquilibres économiques au sein de l'UE doivent être résolus d'urgence, de même que les erreurs de construction de l'euro permettent à des États membres d'en bénéficier, tandis que d'autres doivent assumer les charges. L'UE doit être sociale, pacifique et ouverte d'esprit, basée sur la solidarité ! C'est ce pour quoi nous devons nous battre.

par Gabriele Zimmer Députée européenne Die Linke et présidente du groupe confédéral de la GUE/GVN, Anne Sabourin Responsable du PCF aux questions européennes, Maite Mola Vice-présidente du PGE, responsable de Gauche unie et du PCE., Charlotte Girard Coresponsable du programme de la France insoumise.
Entretiens croisés réalisés par Jérôme Skalski

<https://www.humanite.fr/comment-construire-des-alternatives-en-europe-654496>

***) Parlement. Budget du gouvernement des riches, deuxième !**

Mercredi, 24 Octobre, 2018

Aurélien Soucheyre

L'Assemblée nationale a voté hier en faveur de la première partie du projet de loi de finances pour 2019, consacrée aux recettes, par 346 voix contre 181. Les 20 % des plus modestes seront perdants, contrairement au 1 % des plus fortunés.

Les plus riches pourront bien se servir deux fois. Et même mille fois. Hier, l'Assemblée nationale a adopté la première partie du projet de loi de finances (PLF) pour 2019. Et, comme l'an dernier, ce texte dédié aux recettes et à la collecte des impôts dans le pays fait clairement les yeux doux aux millionnaires et milliardaires. À la tribune, le député PCF Jean-Paul Dufrègne a cité l'Institut des politiques publiques pour illustrer cette réalité : les deux budgets préparés par la Macronie depuis 2017 « entraînent une baisse du pouvoir d'achat pour les 20 % des ménages les plus modestes et une augmentation importante du pouvoir d'achat des 1 % les plus riches ». En résumé, le ruissellement des richesses existe bel et bien. Mais il coule des plus

pauvres vers les plus riches. La France compte même 146 000 millionnaires de plus depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Soit une augmentation record dans le monde.

BUDGET DU POUVOIR D'ACHAT, « UN MENSONGE » POUR L'OPPOSITION

Les élus communistes et insoumis ont bien tenté de remédier à ce déséquilibre, en proposant de rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), de supprimer la Flat tax et d'augmenter le nombre de tranches pour l'impôt sur le revenu, afin de le rendre plus juste. Ils ont été renvoyés dans les cordes. Idem quand ils ont défendu des amendements destinés à soutenir fiscalement la transition énergétique, sans la faire supporter par les plus modestes. La majorité a ici préféré concentrer son action sur une hausse des taxes sur les carburants, sans même prévoir l'indexation des gains au financement d'un plan pour l'écologie. « Vous faites les poches des Français qui sont obligés de prendre leur voiture », s'est indignée Valérie Rabault, présidente du groupe socialiste. Même son de cloche pour Christian Jacob, qui s'émeut du « matraquage fiscal organisé contre les ruraux, les classes moyennes et les retraités ». Mais là où la gauche de l'Hémicycle plaide pour un renforcement des impôts pour les plus riches, le président du groupe LR défend « une diminution structurelle des dépenses publiques », qualifiée de « mère de toutes les réformes » par la députée LR Véronique Louwagie. Ce qui provoquerait pourtant un affaiblissement des services publics, et donc une paupérisation des Français.

Venant un « budget du pouvoir d'achat », la majorité s'est fait chahuter par tous les groupes d'opposition, qui supportent mal un tel recours au « mensonge ». Le coup de pouce annoncé par l'exécutif de 6 milliards d'euros pour les ménages ne sera en réalité que de 900 millions d'euros, selon Valérie Rabault, qui pointe plusieurs sacrifiés : les retraités, qui vont perdre en moyenne « un moi, et demi de retraite, du jamais-vu dans notre pays » avec une nouvelle hausse de la CSG, et les foyers avec deux enfants, qui vont subir « 576 euros de taxes en plus ». Contrairement à l'an dernier, plusieurs députés LaREM ont tenté de peser sur le texte, sans grande réussite. Si le crédit d'impôt pour les particuliers hébergeant des réfugiés a bien été adopté à l'initiative d'Aurélien Taché, et contre l'avis du gouvernement, il ne « figurera pas » dans le budget définitif, comme l'a assuré Gilles Le Gendre, président du groupe LaREM. Les quinze macronistes qui ont voulu augmenter l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) ne sont pas parvenus à convaincre chez eux. Tout comme ceux qui ont défendu une CSG progressive, ou une réhabilitation de la demi-part des veuves conditionnée aux revenus. Pareil pour les élus qui n'ont pas voulu augmenter le taux d'exonération sur les plus-values en cas de cessions dans le cadre de la niche Copé (de 88 à 95 %).

Vivement dénoncée par Fabien Roussel (PCF), Éric Coquerel (FI) et plus diplomatiquement par Émilie Cariou (LaREM), cette mesure est passée. C'est aussi le cas de la pérennisation du Cice sans aucune condition, qui va coûter plus de 40 milliards d'euros cette année, soit 1,8 point de PIB. Ou encore de l'augmentation constante de la part de la TVA dans les recettes nettes de l'État (157 milliards d'euros sur 232,9). Sitôt après avoir voté contre, les députés PCF ont déposé une motion de rejet face au projet de budget de la Sécurité sociale, dont l'examen a démarré hier. Pierre Dharréville s'est notamment indigné des 900 millions d'euros d'économies imposés à des « hôpitaux publics déjà exsangues ».

Aurélien Soucheyre

<https://www.humanite.fr/parlement-budget-du-gouvernement-des-riches-deuxieme-662641>

***) Assemblée. PCF : pour un budget social et écologique**

Jeudi, 18 Octobre, 2018

Les parlementaires communistes ont présenté un contre-budget à celui du gouvernement.

Que faire face au « budget des riches bis » examiné à l'Assemblée ? « Nous avons choisi de défendre plusieurs axes : le pouvoir d'achat, une fiscalité plus juste et la transition écologique », a annoncé hier le député PCF Fabien Roussel, en dévoilant plusieurs « mesures d'urgence » élaborées par les parlementaires communistes de l'Assemblée et du Sénat. Ils proposent ainsi de faire passer le Smic de 1 150 euros à 1 500 euros en quatre ans, de ramener la TVA à 19 %, de limiter les écarts de salaires, et de revaloriser les pensions inférieures au seuil de pauvreté. « Il est possible de faire gagner aux retraités 150 à 200 euros par mois en revalorisant le point, en rétablissant la demi-part des veuves, en augmentant la majoration pour ceux qui ont élevé trois enfants et en supprimant la taxe Casa (contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie – NDLR) », pointe le député du Nord. Loin de vouloir « servir la soupe à ceux qui ont déjà l'assiette pleine », le député Jean-Paul Dufrègne invite, lui, à rétablir et à renforcer l'ISF, et à supprimer la flat tax et le Cice, en plus de consolider la taxe sur les transactions financières. Un impôt progressif allant de 15 % à 33,3 % pour les entreprises, et s'étalant sur 9 tranches pour celui sur le revenu est aussi défendu.

UNE REORIENTATION DE LA BCE

Le chantage à la dette et le fléau de la fraude fiscale ont aussi été ciblés hier lors de la présentation de ce « remaniement budgétaire ». « Chaque année, sur 10 euros empruntés par l'État, un seul va au développement futur de la nation. Les neuf autres servent à s'acquitter de la rente insupportable que nous versons aux marchés financiers », s'indigne le sénateur Pascal Savoldelli, qui appelle à un changement de paradigme par la relance, comme au Portugal, et par une réorientation de la BCE. « On nous dit que chaque bébé naît avec 32 000 euros de dette, mais si on met un terme à la fraude fiscale, chaque bébé aura 100 000 euros de crédit pour financer sa vie ! » relance le sénateur Éric Bocquet. Les élus, qui veulent augmenter la dotation versée aux collectivités de 2,5 milliards d'euros par an pendant cinq ans, relancer une forme de taxe professionnelle et « prélever à la source des bénéfices » les impôts des multinationales, veulent aussi développer une fiscalité dédiée à la transition énergétique : création d'un livret pour la mobilité verte, abaissement du taux de TVA pour les transports publics et le traitement des déchets, et instauration d'un « impôt pour la planète », payé par les grandes entreprises.

Aurélien Soucheyre

<https://www.humanite.fr/assemblee-pcf-pour-un-budget-social-et-ecologique-662368>

***) Rutger Bregman : « Il faut un contrat social pour que chacun puisse bénéficier des fruits du progrès »**

Vendredi, 26 Octobre, 2018

Jérôme Skalski

Dans ses *Utopies réalistes* (le Seuil), l'historien et journaliste pour le magazine en ligne *De Correspondent* développe l'idée d'un revenu de base universel et, comme l'indique le titre néerlandais, « encore cinq grandes idées qui peuvent changer le monde », antidotes à la résignation et pensées alternatives à l'ordre néolibéral.

Vous insistez, dans votre ouvrage *Utopies réalistes*, sur le fait que les idées dites utopiques peuvent être des forces motrices du changement social. N'est-ce pas illusoire ou, comme on dit, « naïf » ?

Rutger Bregman Évidemment, il faut tout d'abord faire un petit zoom avant. Je pense que la plupart des gens aujourd'hui sont assez pessimistes à l'égard du futur ou de la possibilité de la réalisation des idées que je peux défendre parce qu'ils sont bombardés par les informations et que ces informations, comme vous le savez, concernent

toujours des exceptions, des choses qui vont mal – la corruption, la crise, le terrorisme, etc. Ainsi, si vous regardez les informations, vous serez assez pessimiste à propos du futur, à propos de la nature humaine. Vous penserez que les gens sont des huîtres, que rien n'est possible, et que tout va de moins en moins bien, et vous ne croirez certainement à aucune sorte d'idée utopique. Mais, si vous faites un petit zoom arrière et que vous considérez l'histoire, dans une perspective longue, il deviendra évident que nous avons accompli d'assez grandes choses et que nous avons réalisé d'énormes progrès dans les quelques années passées. Si vous faites attention aux grandes idées de la Révolution française, par exemple – l'égalité, la liberté, la fraternité – certes, nous n'y sommes pas encore, mais nous nous en sommes manifestement rapprochés. Le problème, aujourd'hui, c'est que nous ne savons pas trop ce qui peut arriver après et ce que pourrait être une nouvelle utopie. C'est de cela qu'il s'agit dans mon livre, des idées qui grandissent et peuvent grandir aujourd'hui.

Ces idées n'ont-elles pas été violemment entamées par la contre-révolution libérale qui s'est engagée avec Reagan et Thatcher dans les années 1980 et à laquelle se sont ralliés les mouvements socialistes ou sociaux-démocrates à l'échelle internationale ? Rutger Bregman Et spécialement après la chute du mur de Berlin. Je veux dire qu'il semble que tout rêve de socialisme et de communisme se soit éteint. C'est un problème spécialement pour le socialisme en Europe ou ce qu'on appelle encore la social-démocratie. Je pense que le communisme a joué un rôle important pour obliger la social-démocratie à être raisonnable en ce qu'il l'a poussée vers la gauche. Quand le communisme a disparu, ou du moins s'est fortement affaibli, soudainement, la social-démocratie a commencé à se déplacer vers le centre en libéralisant et en privatisant tant de secteurs que cela a été un désastre. Mais je pense aussi que nous devons nous souvenir – et, en ce sens, cela a déjà été souligné par Karl Marx – que le capitalisme possède un énorme dynamisme et que, loin d'être un monstre somnolent, il est une force de bouleversement et cela dans ses différentes versions. Par exemple, si nous allons vers l'actuelle Norvège, il est peut-être difficile de dire que la société de bien-être norvégienne est capitaliste mais, en tout cas, elle est très différente du capitalisme américain. Cela dit, je ne suis pas très intéressé et je pense que la plupart des gens de ma génération ne sont pas très intéressés avec le vieux débat opposant communisme et capitalisme, le marché et l'État et toutes les oppositions analogues. Je pense que tout cela appartient au passé.

Sous plusieurs aspects, les idées de mon livre essayent de dépasser ces distinctions. Par exemple, celle d'un salaire de base est une idée tout à fait fascinante dans le sens où il a été appliquée par des penseurs capitalistes comme Milton Friedman ou Friedrich Hayek, mais a aussi été développé par des gens comme Martin Luther King ou John Kenneth Galbraith. On peut même argumenter que le salaire de base est capable de

produire le paradis dont rêvaient les marxistes : lire des livres le matin, travailler en fin de matinée, danser l'après-midi, etc. C'est la direction que je prends et c'est tout ce dont il s'agit : la liberté de décider pour soi-même du sens à donner à la vie sociale. Mais cet éclectisme n'est-il pas problématique quand on sait à quels projets sociaux et économiques se sont attelés les théoriciens du néolibéralisme ?

Rutger Bregman Il y a, évidemment, des tas de points sur lesquels je suis en désaccord avec ces gens qui ont été abominables, avec ce qu'ils ont fait en Amérique latine, par exemple. Mais quand quelqu'un est très populaire, quand certaines idées sont vraiment dans le vent, je pense que c'est une tâche intellectuelle essentielle que d'essayer de vraiment comprendre en quoi ces idées ont de l'attrait.

Pourquoi les politiques de Thatcher, de Reagan et de Friedman ont-elles eu tant d'effet ? Nous devons comprendre cela. C'est un peu comme Nelson Mandela et les Afrikaners : il a voulu comprendre. Si nous ne comprenons pas les gens du côté opposé à nos idées, si nous rejetons leurs idées purement et simplement, nous perdons une occasion importante.

C'est un des problèmes de la gauche. Nous sommes prompts à rejeter les idées que nous n'aimons pas – le libéralisme, le nationalisme, etc. –, au lieu de nous interroger sur les raisons pour lesquelles ces idées ont un impact sur les gens et sur ce qui fait que ces idées sont aussi fortes. Prenons l'exemple du nationalisme. Pourquoi a-t-il tant d'effet ? Pourquoi mobilise-t-il tant ? Nous pouvons retourner avant la Première Guerre mondiale. Nous savons que, même d'influentes personnalités socialistes et communistes de l'époque sont devenues soudainement infatuées avec l'idée de lutter contre l'Allemagne et, du côté allemand, contre la France. Pourquoi ? Qu'est-ce qui, dans le nationalisme, est aussi efficace pour battre si fort dans les cœurs à un moment donné ? Je pense que nous avons besoin de le comprendre. Si nous le comprenons, nous pouvons l'utiliser dans nos propres perspectives. C'est la raison pour laquelle j'ai été si intéressé par la montée du néolibéralisme, par exemple, et les points de vue de Milton Friedman et de Friedrich Hayek. Ce qu'ils ont mis en évidence, en particulier, c'est véritablement le pouvoir des idées et comment elles peuvent transformer la société, même si elles ne sont développées au début que par une petite minorité.

Vous l'avez évoqué, l'une des idées-forces de votre livre est celle du revenu de base. Pouvez-vous en préciser les contours ?

Rutger Bregman C'est une idée très simple. Un revenu de base est un fonds mensuel suffisant pour payer votre nourriture, votre logement et vos vêtements. C'est un plancher sur lequel vous pouvez toujours vous tenir debout. Maintenant, le plus important est que ce revenu de base soit absolument inconditionnel et que ce soit quelque chose auquel vous avez droit en tant que citoyen, que vous n'ayez pas à travailler pour lui, que vous n'ayez pas à remplir des milliers de formulaires pour

l'obtenir ou des milliers d'entretiens ni autres choses de ce genre. C'est très différent du principe de l'aide sociale, qui est soumise à plein de conditionnalités et dont le but véritable est juste de pousser les gens à retourner au travail aussi vite que possible. Le deuxième aspect, c'est que le revenu de base doit être universel, ce qui veut dire que tout le monde peut l'obtenir, quels que soient son âge ou sa condition sociale. Il est important de le rendre absolument inconditionnel. C'est juste un droit auquel tout citoyen peut accéder et avec lequel chaque citoyen doit avoir la liberté de faire ce qu'il veut.

Certains, dans le champ politique, font du revenu de base un substitut des autres formes du salaire socialisé : la retraite, la médecine et l'hôpital public, l'éducation gratuite, etc. Qu'en pensez-vous ?

Rutger Bregman Je dois être très précis sur ce point. Le revenu de base garanti doit être un supplément à tous les autres droits sociaux. Ainsi, nous avons la santé gratuite, les hôpitaux publics, l'éducation gratuite, etc. et nous avons, en plus, le revenu de base. C'est un tout. Le revenu de base est le couronnement des autres droits sociaux. Il ne s'agit pas, en recourant aux revenus de base, de supprimer les droits sociaux ou de simplifier l'administration bureaucratique des aides sociales. Je sais qu'il y a quelques gens, aux États-Unis par exemple, qui veulent le revenu de base en supprimant l'aide médicale, l'éducation gratuite, les retraites, etc. Je pense que ce serait un désastre. La santé est un droit, l'éducation est un droit aussi bien que le revenu de base.

Autre idée-force développée dans votre ouvrage, celle de la diminution du temps de travail. Cette revendication ouvrière du XIXe siècle n'est-elle pas une « idée d'un autre temps », ou du « monde d'avant » ?

Rutger Bregman Oui, c'est une idée qui a été prédite par de nombreuses personnes, dont Karl Marx ainsi que tous les grands penseurs socialistes. Mais ces derniers, plus que tous les autres, ont souligné le fait que le progrès de la technologie ne signifiait pas en lui-même que tout le monde en bénéficierait.

Il faut créer un contrat social pour une société où chacun puisse bénéficier des fruits du progrès. C'est justement une des dimensions du revenu de base. Maintenant, s'agissant du type de travail qu'on fait, je pense qu'il est important de se souvenir qu'une foule de travaux que nous faisons aujourd'hui est tout à fait inutile. Par exemple, nous savons grâce à certains sondages que plus d'un tiers des salariés – 40 % peut-être dans des pays comme la Grande-Bretagne, les Pays-Bas ou la France – pensent que leur travail est inutile et qu'ils n'en ont rien à faire. Ainsi, on pourrait diviser la force de travail d'un tiers sans changer notre niveau de richesse.

Pour beaucoup de libéraux, c'est une idée bizarre. Ils ne peuvent pas l'imaginer parce qu'ils pensent que le capitalisme est un système d'efficacité maximale. En fait, il ne l'est pas. Nous devons repenser ce que le travail est de ce point de vue. La mesure de

la richesse par le PIB est une pure abstraction. Si quelqu'un envoyait une bombe sur ce bâtiment, ce serait bon pour le PIB. Quand je dis que nous devons repenser ce qu'est le travail, je veux dire que quand nous pensons en termes d'heures de travail, que voulons-nous dire ? Est-ce qu'on inclut dans ce temps celui dévolu aux enfants ? Est-ce qu'on inclut dans ce temps de travail celui volontaire ou associatif ? Non.

Évidemment, nous ne le faisons pas. Que calculons-nous ? Est-ce que nous comptons le temps que les gens passent à leur bureau tous les jours en envoyant des e-mails à des gens qu'ils n'aiment pas, ou qu'ils passent face à face avec Facebook ? Oui. Est-ce que nous comptons le temps que passent les businessmen qui correspond à ce que Marx appelait une soustraction de plus-value ? Oui. Qu'est-ce que tout cela veut dire ? Je pense qu'il est clair que la technologie nous donne des capacités d'être suffisamment riches pour donner à chacun des moyens décents et la liberté de décider pour lui-même de ce qu'il veut faire dans sa vie. C'est idéologiquement que nous n'en sommes pas capables et que nous n'y sommes pas prêts.

Entretien réalisé et traduit de l'anglais par Jérôme Skalski

Le progrès, réalisation des utopies

Historien, journaliste chroniqueur pour le magazine en ligne néerlandais *De Correspondent* et auteur de quatre ouvrages associant philosophie, histoire et économie, Rutger Bregman a étudié à l'université d'Utrecht et à celle de Californie à Los Angeles. *Utopies réalistes*, best-seller publié dans 23 pays et disponible en 16 langues en 2017, est accessible en format poche cet automne, traduit par Jelia Amrali, dans la collection « Points » des éditions du Seuil.

<https://www.humanite.fr/rutger-bregman-il-faut-un-contrat-social-pour-que-chacun-puisse-beneficier-des-fruits-du-progres>

***) Pouvoir d'achat. Un budget gagnant pour le 1 % le plus riche**

Mardi, 16 Octobre, 2018

Sébastien Crépel

Des chercheurs en économie montrent que les mesures fiscales pour 2018 et 2019 vont profiter aux revenus les plus élevés, tandis que les 20 % les plus pauvres y perdront.

C'est un pic isolé qui attire l'attention, tout au bout de l'échelle des revenus, une courbe qui remonte soudainement en flèche, en sortie d'une cuvette précédée d'un long faux plat. Le graphique sur lequel il apparaît dévoile l'impact des mesures budgétaires du gouvernement, en débat depuis hier soir à l'Assemblée nationale, selon le niveau de vie des Français. Le constat est sans appel : 1 % des ménages les plus aisés, ceux qui gagnent plus de 106 210 euros par an (8 850 euros par mois) pour une personne seule selon l'Insee (chiffres 2015, avant impôts), ou au moins 265 525 euros par an (22 127 euros par mois) pour un couple avec deux grands enfants, sont les vrais gagnants des choix fiscaux et sociaux du gouvernement d'Édouard Philippe. Et la concentration de ces gains augmente avec les revenus, ceux qui profitent au maximum des mesures fiscales de l'exécutif se situant parmi les 10 % les plus riches des précédents, le 0,1 % de très hauts revenus (259 920 euros par an de revenus avant impôts pour une personne seule, soit 21 660 euros par mois, ou 649 800 euros par an, soit 54 150 euros par mois, pour un couple avec deux enfants de plus de 14 ans).

UN GAIN QUI N'EST PAS REPARTI DE FAÇON HOMOGENE DANS LA POPULATION

L'étude qui le montre a été réalisée à partir des hypothèses budgétaires pour 2018 et 2019 par l'Institut des politiques publiques (IPP, un organisme de recherche fruit d'un partenariat entre l'École d'économie de Paris et le Centre de recherche en économie et statistique). Après les travaux réalisés en septembre par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et qui avaient déjà largement revu à la baisse les estimations gouvernementales des gains prétendus pour « les ménages » pris dans leur ensemble, l'IPP renouvelle et complète le calcul. En lieu et place des « 6 milliards d'euros de baisses d'impôts » rendus au porte-monnaie des Français selon le gouvernement, l'institut estime à seulement 1,2 milliard d'euros le gain net de pouvoir d'achat pour l'an prochain, contre 1,7 milliard selon l'OFCE, à périmètre comparable. Mais ce gain n'est pas réparti de façon homogène dans la population : il s'agit d'un solde entre perdants et gagnants des mesures budgétaires, qui diffère selon les niveaux de revenus.

Pour faire leurs calculs, les deux organismes ont en effet étudié l'ensemble des mesures prises par le gouvernement pour l'exercice budgétaire 2019 qui auront une incidence positive ou négative sur le pouvoir d'achat des particuliers : dégrèvement partiel de la taxe d'habitation, flat tax sur les revenus du capital et réforme de l'impôt sur la fortune, augmentation des taxes sur l'énergie et le tabac, revalorisation de la prime d'activité, quasi-gel des prestations sociales et des retraites, hausses du minimum vieillesse et de l'allocation adulte handicapé, réforme des APL, mais aussi relèvement des cotisations aux retraites complémentaires Agirc-Arrco, lequel n'est pas du ressort de l'État mais fait partie des prélèvements pesant sur le pouvoir d'achat en

2019. Il en ressort, selon l'IPP, que, si environ 60 % de foyers situés au centre de l'échelle des revenus (entre 1 455 euros et 4 112 euros par mois pour une personne seule, après impôts et prestations sociales) vont bénéficier de gains nets mais modestes (de l'ordre de quelques euros en moyenne), les ménages se situant aux deux extrémités perdront de l'argent : les 20 % les plus pauvres (en dessous de 1 455 euros par mois) verront leurs revenus baisser de 0 à 1 % en moyenne, de même que les 20 % les mieux dotés (au-dessus de 4 112 euros par mois).

Exception à cette situation, les foyers situés parmi le 1 % le plus riche qui, eux, verront leurs revenus grimper de près de 2 % en moyenne en 2019. Étendu à la période budgétaire 2018-2019, l'écart en faveur des mieux lotis s'accentue : l'accroissement des revenus disponibles du 1 % du haut de l'échelle flirte avec les 6 % – c'est-à-dire plusieurs milliers d'euros par personne –, quand les variations sont comprises dans une fourchette de +/- 1 %, selon qu'on se situe au centre de l'échelle des revenus ou vers ses extrémités.

LE 0,1 % DE TRES HAUTS REVENUS GAGNERONT 17 % DE PLUS

Pas de mystère quant à la cause de cette inflation tout en haut du tableau : les réformes de la taxation du capital (impôt sur la fortune et flat tax) expliquent ces gains mirobolants. Et cette distribution ne reflète que partiellement la réalité. L'injustice de ces choix fiscaux éclate à mesure qu'on détaille les tranches de revenus à l'intérieur de ce 1 % le plus aisé. Comme le notent les auteurs de l'étude, il y a « nécessité de décomposer de manière fine le haut de la distribution » pour identifier qui sont les réels bénéficiaires des mesures Macron en faveur du capital. À l'épreuve de cette « loupe », on voit en effet le 0,1 % de très hauts revenus capter l'essentiel des gains : ceux-là voient leur porte-monnaie s'apprécier de 17 % grâce à ces réformes... Les avantages se concentrent ainsi « dans le top 0,4 % des niveaux de vie », relève l'IPP, avec un gain annuel moyen par foyer de 28 363 euros dans cette tranche, et même de 86 290 euros pour le 0,1 % le plus riche. À comparer aux 32 euros mensuels, toutes réformes confondues, hausse de la prime d'activité incluse, que gagnera en plus un salarié au Smic, et aux 18 euros par mois accordés à ceux émargeant à 1,5 Smic.

Sébastien Crépel

Des entreprises plutôt « mal » que « trop » taxées

Baisser le taux d'imposition sur les sociétés pour regonfler la compétitivité et l'investissement des entreprises se révèle contre-productif et coûteux pour les finances publiques, pointe l'OFCE. Promesse du candidat Macron, la baisse du taux statutaire d'imposition sur les sociétés (IS) – de 33,3 % à 31 % dès 2019, pour atteindre 25 % en 2022 – est confirmée dans le budget 2019. Résultat : « *une réduction des recettes fiscales de 1,2 milliard d'euros* », note l'OFCE. Calculé sur les bénéfices fiscaux des

entreprises après crédits d'impôt et autres réductions fiscales, l'IS représente aujourd'hui « *moins de la moitié de l'ensemble des impôts et taxes pesant sur les entreprises* ». Le gros est donc prélevé sur la production, avec, en France, un taux d'imposition deux fois supérieur à la moyenne européenne. « *Indépendant des profits des entreprises* », ce système pénalise de fait « *les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale* », l'industrie au premier chef, poursuit l'OFCE. Et de conclure, contrairement à ce que prône le gouvernement, qu' « *une réduction des impôts sur la production semble plus à même d'atteindre les objectifs d'investissements et de compétitivité* ».

<https://www.humanite.fr/pouvoir-dachat-un-budget-gagnant-pour-le-1-le-plus-riche-662192>

***) Un gouvernement essoufflé avant même d'avoir couru**

Mercredi, 17 Octobre, 2018

Lionel Venturini

Après deux semaines de recherches, l'exécutif est parvenu à présenter un nouveau gouvernement. Entre équilibres de la majorité préservés, un ministre sorti de sa retraite, des cadres supérieurs du privé, le « second souffle » espéré est déjà épuisé. L'Élysée affirme avoir désormais un gouvernement au travail. C'est surtout le terme de laborieux, au sens où on y a senti depuis treize jours l'effort, le manque d'invention, qui vient à l'esprit. Avec ce gouvernement remanié pour cause de démission du ministre de l'Intérieur, pas de coup d'éclat comme avec la nomination de Nicolas Hulot à l'écologie. « C'est un gouvernement armé pour tenir le cap », assure Stanislas Guerini, député LaREM et proche de Macron. Ce gouvernement Édouard Philippe 3, accouché dans la douleur, ne pouvait que d'abord se resserrer sur des fidèles.

À commencer bien sûr par Christophe Castaner à l'Intérieur (lire ci-contre), novice qui sera toutefois flanqué d'un vrai connaisseur des arcanes de la police, Laurent Nuñez, 54 ans, nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur. Il était à la tête de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) depuis juin 2017. Des fidèles encore, maintenus et promus, comme Julien Denormandie, ministre du Logement après avoir été secrétaire d'État. Marlène Schiappa conserve son secrétariat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, et se voit ajouter la lutte contre les discriminations. Mounir Mahjoubi, ex-secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé du numérique, passe sous la tutelle de Bruno Le Maire et de Gérald Darmanin à

Bercy, sans attribution précise encore. Parmi les entrants, encore un proche de Macron, le député Gabriel Attal, 29 ans, qui devient secrétaire d'État auprès de Jean-Michel Blanquer. « Deux semaines de délai pour proposer un assortiment de seconds couteaux en guise de ministres et de secrétaires d'État... Le poids politique du gouvernement Philippe a fondu comme neige au soleil », a estimé le communiste Ian Brossat.

FRANÇOISE NYSSEN EVINCEE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

Pour compléter une garde rapprochée en nombre insuffisant pour composer un gouvernement, Emmanuel Macron et Édouard Philippe ont dû sortir de sa retraite Didier Guillaume – « j'ai décidé de quitter la vie politique », écrivait-il il y a neuf mois seulement. Il devient ministre de l'Agriculture en remplacement de Stéphane Travert, remercié alors que sa ligne l'avait emporté sur celle de Hulot en faisant adopter la loi agriculture et alimentation. Travert, ancien député PS, pourrait hériter de responsabilités au sein du parti la République en marche, tandis que Castaner abandonne les siennes.

Exit en revanche Jacques Mézard, qui cède à Jacqueline Gourault, ex-ministre auprès du ministre de l'Intérieur, le portefeuille de la Cohésion des territoires. Françoise Nyssen, qui a peiné à exister, est évincée du ministère de la Culture, fragilisée par une enquête. Franck Riester, issu des « Républicains » avant de passer par un sas de décontamination en créant son propre parti, Agir, lui succède Rue de Valois. Plaçant en porte-à-faux le groupe présidé par Jean-Christophe Lagarde, pour qui Riester est un débauchage individuel : « Les députés Agir souhaitent rester dans l'opposition et ne pas entrer dans la majorité. » Christian Jacob, président du groupe LR, confirme, « Riester, cela faisait dix-huit mois qu'il se roulait par terre. On le connaît tous, il aurait accepté n'importe quelle proposition ». Exit aussi Delphine Gény-Stephann, restée obscure secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Faute de premiers couteaux, et de refus essuyés, le tandem exécutif a dû puiser dans le vivier de députés. Christelle Dubos, 42 ans, qui était jusqu'alors secrétaire de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, devient secrétaire d'État auprès d'Agnès Buzyn. Marc Fesneau, 47 ans, un proche de François Bayrou et de Jacqueline Gourault, qui présidait le groupe Modem à l'Assemblée, hérite des Relations avec le Parlement. Emmanuel Macron et Édouard Philippe sont aussi allés chercher, comme en mai 2017, des cadres supérieurs du privé. Telle Agnès Pannier-Runacher, 44 ans, nommée secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances. Elle était directrice générale déléguée de la Compagnie des Alpes, leader mondial de l'exploitation des domaines skiables – à la tête de 11 stations en France. Pour Pierre Dharréville, député PCF, c'est le signe que « l'exécutif va continuer de s'enfermer dans une vision très étroite de la société, en restant toujours au service d'un

groupe très restreint : les plus riches ». Et enfin Emmanuelle Wargon, 47 ans, camarade de promotion d'Édouard Philippe à l'ENA. Elle succède à Sébastien Lecornu, promu ministre auprès de la ministre de la Cohésion des territoires. La diplômée d'HEC devient secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique. Passée par le Haut-Commissariat aux solidarités de Martin Hirsch sous Nicolas Sarkozy et le ministère du Travail sous François Hollande, alternant avec le privé, elle occupait jusqu'alors le poste de directrice des affaires publiques du groupe Danone. Autrement dit, lobbyiste en chef du groupe, bien connue à Bruxelles. Une nomination qui montre que le cri de détresse poussé contre les lobbies par Nicolas Hulot, lors de sa démission, risque de retentir dans le désert. Si François de Rugy est désormais le seul du gouvernement à avoir le titre de « ministre d'État », l'écologie demeure secondaire après ce remaniement.

Lionel Venturini

Ces ministres qui restent en place

François de Rugy (Transition écologique et solidaire), Nicole Belloubet (Justice), Jean-Yves Le Drian (Affaires étrangères), Florence Parly (Armées), Agnès Buzyn (Santé), Bruno Le Maire (Finances), Muriel Pénicaud (Travail), Jean-Michel Blanquer (Éducation), Gérald Darmanin (Comptes publics), Frédérique Vidal (Enseignement supérieur), Annick Girardin (Outre-Mer), Roxana Maracineanu (Sports), Élisabeth Borne (Transports), Nathalie Loiseau (Affaires européennes), Sébastien Lecornu (Collectivités territoriales), Sophie Cluzel (Personnes handicapées), Brune Poirson (Transition écologique et solidaire), Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Geneviève Darrieussecq (secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées), Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics.

<https://www.humanite.fr/un-gouvernement-essouffle-avant-meme-davoir-couru-662295>

***) Fiscalité. Les retraités et les familles, grands sacrifiés du budget 2019**

Mardi, 25 Septembre, 2018

Sébastien Crépel

Emmanuel Macron fait payer aux ménages le prix de « l'accélération » de sa politique pro-patronale. L'annonce de baisses d'impôts en série en masque les effets, à l'instar

du maquillage comptable à l'œuvre concernant la bascule des cotisations sociales sur la CSG.

La tourmente qu'affronte l'exécutif en cette rentrée n'est pas seulement politique. Son origine se trouve dans les choix économiques et sociaux du gouvernement, que poursuit et aggrave le projet de loi de finances pour 2019 présenté hier en Conseil des ministres. En chute libre dans les sondages d'opinion, le président de la République fait face à une équation budgétaire périlleuse. Celle-ci peut être résumée ainsi : tandis que la multitude de cadeaux fiscaux et sociaux faits au capital pèse de tout son poids sur les comptes publics, cette politique ne produit pas de résultats tangibles en termes de création d'emplois, de relance de l'activité et donc de rentrées fiscales. Face à une croissance économique plus terne que prévu, avec 1,7 % attendu l'an prochain tout comme cette année, et alors qu'il a promis de contenir coûte que coûte le déficit public de la France au-dessous des 3 % du PIB, Emmanuel Macron décide pourtant de « l'accélération » de ses choix, quitte à en faire payer le prix aux ménages déjà fragilisés par sa politique, une série de baisses d'impôts servant à masquer l'amère pilule.

C'est en effet l'antienne répétée partout par le gouvernement depuis hier matin : le gouvernement va « rendre » 6 milliards d'euros aux ménages l'année prochaine, notamment par « la suppression de la deuxième tranche de la taxe d'habitation pour 80 % des contribuables, le plein effet de la réduction des cotisations chômage et maladie » pour les salariés du privé, et « l'exonération des heures supplémentaires de cotisations sociales à compter de septembre 2019 ».

LES MENAGES VONT DEVOIR PAYER 1 MILLIARD D'EUROS

L'addition recèle toutefois des surprises, comme ce joli tour de passe-passe concernant la bascule des cotisations sur la CSG, qui devrait rapporter 4,1 milliards d'euros en 2019 aux ménages, selon Bercy... après avoir alourdi leur facture de 4,4 milliards d'euros cette année, précise le même document. Étrange pour une mesure déjà annoncée et appliquée en 2018, et qui devait officiellement soutenir le pouvoir d'achat. L'explication que le ministère a fournie à l'Humanité, la voici : en 2018, la hausse de la CSG s'est appliquée dès le 1er janvier, alors que la baisse des cotisations maladie et chômage a été étalée dans le temps, la deuxième étape devant intervenir le 1er octobre. Bilan de l'opération : 4,4 milliards de surplus de CSG ont été encaissés par l'État sur le dos des contribuables. Cette « arnaque » à la CSG n'étant pas reconduite l'an prochain, la « baisse d'impôt » de 4,1 milliards d'euros promise aux Français en 2019 va simplement compenser le trop- perçu par l'Etat cette année.

« L'exécutif embellit son cadeau aux ménages », ironisait hier le Figaro. En fait de cadeau, celui-ci devrait même se transformer en ponction, si on va au bout du calcul esquissé par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Pour cet

organisme rattaché à Sciences-Po, il faut en effet tout compter : les mesures fiscales, mais aussi les mesures sociales (- 2,3 milliards, une fois intégrée la désindexation des retraites, de l'APL et des allocations familiales sur l'inflation). Bilan global : les ménages « gagneraient » 3,5 milliards l'an prochain, selon l'OFCE... qui intègre la « restitution » du produit de la bascule cotisations-CSG, chiffré ici à 4,5 milliards d'euros. Abstraction faite de ce « cadeau », les ménages en seront plutôt pour un milliard d'euros à leurs frais.

LES ENTREPRISES VONT ECONOMISER 18 MILLIARDS D'EUROS

C'est sans doute le prix à payer d'une politique autrement plus généreuse pour le capital. Mesure la plus emblématique, la transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice) en baisse « pérenne » de cotisations devrait quasiment doubler le coût déjà faramineux du dispositif, avec 20,4 milliards d'euros supplémentaires. Le budget pour 2019 devra en effet supporter à la fois la charge du crédit d'impôt pour 2018, exigible par les entreprises avec une année de décalage au minimum, et celle de la baisse de cotisations qui, elle, sera d'application immédiate pour les employeurs.

Le surcoût exceptionnel ainsi généré est si élevé qu'il fera plonger le déficit public de 1,9 % du PIB prévu hors cette mesure en 2019, à 2,8 % une fois celle-ci comptabilisée (contre 2,4 % cette année). Cerise sur le gâteau, le taux marginal de l'impôt sur les sociétés devrait baisser de 33,3 % à 31 % l'an prochain, faisant économiser 2,4 milliards au passage aux entreprises. Au total, selon la présentation qu'en fait le gouvernement, les employeurs devraient s'en sortir gagnants de 18,8 milliards d'euros, si on tient compte des taxes diverses.

Au moins pourrait-on s'attendre à un effet positif de ce supplément de trésorerie pour les entreprises. Malheureusement, le doublement de sommes du Cice ne se retrouvera pas dans la croissance réelle des richesses produites, selon un rapport de la direction du Trésor cité par les Échos : « La mesure aura des effets globalement neutres sur l'activité et l'emploi », estime l'étude, laquelle ne se prononce pas non plus sur « l'effet qu'elle pourrait avoir sur l'investissement, les hausses de salaires, le désendettement des entreprises ou alors les dividendes », précise le journal. Bref, ces 40 milliards d'euros, qui permettraient de payer près de 2,5 millions d'emplois au Smic, « charges comprises », pendant un an, n'auront quasiment aucun impact sur l'emploi... Tout ça pour ça.

Sébastien Crépel

Les apl une fois de plus dans le viseur du gouvernement

Après l'annonce durant l'été 2017 d'une baisse générale de 5 euros des allocations logement, le gouvernement continue de s'attaquer aux APL pour renflouer les caisses.

Le projet de loi de finances 2019 inscrit ainsi l'objectif d'une baisse de près de 1 milliard d'euros sur le versement de cette aide dont bénéficient près de 3 millions de foyers. La réforme des APL, qui devait intervenir initialement au premier janvier prochain avant d'être décalée au printemps prochain pour des raisons « *techniques* », prévoit d'instaurer la contemporanéité du versement. En clair, de calculer son montant sur les revenus en cours des bénéficiaires et non sur ceux de deux ans antérieurs comme c'est le cas actuellement. Une méthode que l'exécutif entend étendre à l'ensemble des prestations sociales.

<https://www.humanite.fr/fiscalite-les-retraites-et-les-familles-grands-sacrifices-du-budget-2019-661141>

***) Éric Bocquet « L'impôt est la seule arme de l'État pour assurer la redistribution »**

Mardi, 16 Octobre, 2018

Julia Hamlaoui

Avec ses collègues, Éric Bocquet présente ce matin les propositions des parlementaires communistes pour en finir avec un budget enfermé dans le carcan de l'austérité, qui fait la part belle aux plus riches.

Quel regard portez-vous sur le budget 2019, que le gouvernement dit tourné vers l'investissement ?

Éric Bocquet C'est la vieille fable du ruissellement, rien de neuf sous le soleil. Reagan et Thatcher utilisaient déjà les mêmes arguments : il faut libérer l'entreprise et la finance des contraintes et tout le monde en profitera. Jamais cette théorie n'a été vérifiée dans les faits. Aucune évaluation n'a été faite de la suppression de l'ISF l'an dernier et il y aurait aussi beaucoup à dire sur l'efficacité du Cice, très loin du compte en matière d'emplois. Comme d'habitude, le gouvernement fait assaut de communication pour prouver qu'il s'intéresse également aux classes moyennes et aux plus démunis. Mais le tournant social que beaucoup espéraient, y compris dans les rangs de la Macronie, n'est pas au rendez-vous, c'est la poursuite d'une politique en faveur des plus favorisés. Une étude de l'Institut des politiques publiques montre que les réformes en cours entraîneront une perte de pouvoir d'achat pour les 20 % des

Français les plus modestes tandis que le 1 % des plus riches va voir ses revenus augmenter de 6 %. C'est champagne pour les uns, et les miettes pour les autres. Vous proposez d'en finir avec l'austérité, avec quelles mesures ?

Éric Bocquet Les besoins sociaux sont là – gigantesques dans les hôpitaux, les écoles... –, on refuse de les prendre en compte à cause du carcan de l'austérité imposé aux peuples alors que les marchés financiers, les banques et les dividendes se portent de mieux en mieux. La France est même championne du monde des dividendes. La richesse existe, ce qui fait défaut c'est sa répartition. Et l'impôt est la seule arme dont dispose l'État pour assurer cette redistribution. Il faut donc un impôt juste, progressif et auquel personne n'échappe. Car, rappelons-le, malgré la dernière loi prétendument anti-fraude du gouvernement, l'évasion fiscale se poursuit. Il faut rétablir la taxation des dividendes et l'ISF, qui représente un manque à gagner de 4 milliards d'euros, instituer un barème beaucoup plus progressif de l'impôt sur le revenu avec un taux maximal plus élevé. De même, le Cice doit être revisité avec une fiscalité distinctive selon la politique de création d'emplois des entreprises. Ce sont aujourd'hui pour l'essentiel les multinationales qui échappent à l'impôt alors que les PMI-PME ont du mal à se financer. L'investissement qui doit être encouragé est celui qui participe à l'économie réelle.

Que proposez-vous pour le pouvoir d'achat ?

Éric Bocquet Depuis de nombreuses années, on parle de pouvoir d'achat sans jamais poser la question des salaires et des pensions. Le niveau de pension pour des millions de retraités se situe sous le seuil de pauvreté. L'écart entre celui-ci et le Smic s'amenuise. Avec de fortes inégalités, on est pour beaucoup devenu un pays de bas salaires. Le gouvernement persiste à répondre à côté, avec la suppression de la taxe d'habitation par exemple. La revalorisation des pensions comme du salaire minimum est urgente. Tout comme l'est celle de la prime d'activité – l'augmentation de 20 euros annoncée ne sera dans nombre de cas effective que pour moitié – ou des moyens alloués aux personnes handicapées. D'autant que l'inflation est de retour. La revalorisation des retraites annoncée à 0,3 % ne permettra même pas d'y faire face. On est très loin du niveau requis pour assurer une vie décente à nos concitoyens.

Éric Bocquet

Sénateur PCF du Nord

Entretien réalisé par Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/eric-bocquet-limpot-est-la-seule-arme-de-letat-pour-assurer-la-redistribution-662194>

***Raphaël Glucksmann « Personne à gauche ne semble avoir pris au sérieux le tragique de la situation »**

Mardi, 16 Octobre, 2018

Maud Vergnol

Crise politique. Il a fait parler de lui cet été, en claquant la porte du *Nouveau Magazine littéraire*, dont l'actionnaire n'appréciait pas ses critiques du macronisme. Raphaël Glucksmann publie *les Enfants du vide* (1), un appel au sursaut idéologique. Entretien. «*S i nos aînés ont vécu dans un monde saturé de dogmes et de mythes, nous sommes nés dans une société vide de sens* », écrivez-vous. Pourquoi cette approche générationnelle permet-elle, selon vous, d'appréhender la crise politique actuelle ? Raphaël Glucksmann Les « enfants du vide », c'est nous. C'est cette génération dont les parents ont connu 68, qui ont vécu dans un monde nourri d'idéologies collectives. À gauche, c'était le marxisme, la croyance dans le progrès. Pour eux, l'enjeu fut de s'émanciper de ces dogmes pour penser par eux-mêmes, pour affirmer leur individualité. La grande aventure de la génération de nos parents a été de déboulonner ses propres idoles. Cela a engendré 68, mais aussi la déconstruction des idéologies. Nous avons hérité de ce vide, de l'absence d'idéologie, de structures collectives. Donc ce regard générationnel permet de comprendre une partie de la crise politique actuelle. Moi-même, j'ai évolué. Le contenu de ce livre n'est pas spontané. J'ai commencé par croire que les libertés individuelles étaient l'horizon d'une société libre. Je suis né du bon côté de la barrière sociale, donc ce n'est qu'en sortant de ma propre condition que j'ai pu me délester de mes certitudes.

Cet ouvrage est né d'une rencontre avec un retraité de la sidérurgie en Lorraine qui vous raconte son désarroi face à ses enfants. Il vous dit : « *Moi, j'avais le syndicat, j'avais le parti. Eux, ils n'ont rien et ils votent FN.* » En quoi ce dialogue est-il emblématique ?

Raphaël Glucksmann J'étais à sec dans mes réponses, comme impuissant. Son interrogation m'a suivi. Face à la percée du FN, on a eu tendance à s'en remettre à l'indignation, à dresser le poing sans arguments vérifiables. C'est le sidérurgiste lui-même qui avait la réponse : « Nous, on avait le parti et le syndicat. » À aucun moment de sa vie sociale, il ne s'était senti seul. Ses enfants ont beau être plus riches que lui, ils sont tout seuls. On touche là le cœur de la crise des démocraties occidentales. Au-delà des causes économiques, la déstructuration des imaginaires, des corps intermédiaires, de tout ce qui inscrit l'individu dans un cadre collectif offre un terreau fertile à l'extrême droite. Ce vide a créé une société solitaire et anxiogène qui permet

l'émergence du chef charismatique ou du tyran. Des individus isolés sont toujours plus susceptibles d'être fascinés par un chef qui vous prive de vos libertés. C'est pour cette raison que le libéralisme ne peut représenter un barrage contre le fascisme. Et que la vague nationale-populiste qui balaie l'Europe échappe aux grilles de lecture habituelles.

Pour que la gauche reprenne des couleurs, il faut comprendre ce qui a échoué, estimez-vous. Vous évoquez à plusieurs reprises ce rapport de Terra Nova de 2011, que vous jugez comme une « *capitulation sociale* »...

Raphaël Glucksmann Ce rapport n'inventait rien et ne faisait qu'entériner un processus largement entamé : le remplacement, dans le logiciel de la gauche de gouvernement française, de la quête d'égalité entre tous par l'affirmation des droits et des identités de chacun, au moment même où les inégalités explosaient. À la place du poing levé, devait s'élever la main de SOS Racisme. Alors bien sûr qu'il faut lutter contre le racisme, pour la conquête de droits sociaux, mais cela ne peut pas être substitué à un projet de transformation sociale global. Le rapport de Terra Nova ne disait pas autre chose : abandonner les ouvriers pour les remplacer par une alliance culturelle entre la bourgeoisie cosmopolite et une collection de minorités. On voit aujourd'hui le résultat. Le « vide » dont il est aussi question dans votre ouvrage, c'est cette ère quasi post-démocratique, où la politique a été confisquée par les intérêts privés. Qui aujourd'hui est en capacité de réhabiliter le politique ?

Raphaël Glucksmann C'est tout le problème. Car le constat fait mal, mais incontestablement, des populistes comme Matteo Salvini reprennent le pouvoir sur le cours des choses. On est obligés de prendre au sérieux ce phénomène. Comme pour le Brexit avec le slogan « Take back control », repris par l'ensemble de l'extrême droite européenne. On oppose quoi à cela ? La définition même d'un peuple, d'une cité, c'est la capacité à prendre le contrôle sur son destin. Aujourd'hui, le constat est terrible, mais ceux qui se prétendent progressistes font beaucoup moins de politique qu'un Matteo Salvini ou même qu'un Trump. Mon cauchemar éveillé, c'est quand j'ai entendu les éditorialistes, au moment de la mise en place du gouvernement italien, supplier les agences de notation d'empêcher la formation de ce gouvernement au nom des libertés ! Faudrait-il se résigner à choisir entre le libéralisme post-démocratique et les démocraties illibérales ?

C'est en tout cas le duel dans lequel Emmanuel Macron compte enfermer le prochain scrutin européen...

Raphaël Glucksmann Il veut rejouer le scénario du second tour de la présidentielle. Ce n'est pas un pari neuf. Mais son « moi ou le chaos » est extrêmement dangereux. Pour les élections européennes, l'enjeu est d'éviter le match entre l'Europe de Juncker et le Frexit. J'ai la conviction profonde que, face aux grands défis climatiques,

économiques et sociaux, la bonne échelle, c'est l'Europe. Dans ce contexte, c'est incompréhensible que la gauche parte si divisée. Cela signifie que personne n'a pris au sérieux le tragique de la situation. Mais je ne pense pas que la gauche peut se rassembler dans le geste d'un ralliement à une figure unique, en l'occurrence Jean-Luc Mélenchon. Tout le monde s'est réjoui de la mort des partis, mais ils ont été remplacés par quoi ? Des mouvements au fonctionnement très vertical, qui se croient modernes car affranchis des partis, mais ne sont qu'une parenthèse charismatique de la vie politique. Je suis convaincu que le clivage gauche-droite redeviendra opérant.

Que dit votre départ douloureux du nouveau *Magazine littéraire* sur le paysage médiatique en France ?

Raphaël Glucksmann J'avais démarré cette aventure avec un projet clair, celui d'un magazine où les gauches se rencontrent et discutent d'idées politiques, sociales, culturelles... La condition, c'était une liberté totale dans la critique du pouvoir. Emmanuel Macron n'était pas mon obsession, loin de là, puisque seuls trois articles sur lui ont été publiés en six mois. Ils ont à chaque fois créé des remous avec l'actionnaire (Claude Perdriel – NDLR). Une phrase que j'ai prononcée dans une émission, « Macron, une promesse d'aube qui très vite s'est transformée en crépuscule », est devenue virale et a déclenché une tornade. J'ai été convoqué et on m'a invité à « assouplir » ma pensée ! Ce que j'ai refusé. Je suis donc parti, avec regret pour l'équipe avec laquelle je travaillais et le projet éditorial que je défendais. Le pouvoir macroniste n'est pas l'ami de la liberté de la presse...

Raphaël Glucksmann

Journaliste et essayiste

(1) Les Enfants du vide. De l'impasse individualiste au réveil citoyen. Raphaël Glucksmann. Allary Éditions. 210 pages. 18,90 euros.

Entretien réalisé par Maud Vergnol

<https://www.humanite.fr/raphael-glucksmann-personne-gauche-ne semble-avoir-pris-au-serieux-le-tragique-de-la-situation>

***Les insoumis proposent un contre-budget d'urgence**

Mardi, 16 Octobre, 2018

Aurélien Soucheyre

Le groupe parlementaire FI a voulu démontrer, hier, qu'un budget s'attaquant au capital afin de financer la transition écologique et la lutte contre la pauvreté est possible.

La France insoumise a présenté, hier, son contre-budget 2019, juste avant que le projet de loi de finances du gouvernement ne soit examiné dans l'Hémicycle. « C'est un document d'urgence. Supposez qu'il y ait une dissolution, des élections et qu'on les gagne. Ce document explique ce qu'on ferait ! » lance d'emblée Jean-Luc Mélenchon, qui affirme que les insoumis sont « prêts » à l'exercice du pouvoir. Quels leviers budgétaires activeraient-ils alors ? D'abord aller chercher 52 milliards d'euros de recettes supplémentaires, en s'attaquant au capital : retour de l'ISF, abrogation de la flat taxe et du Cice, extension de l'assiette de la taxe sur les transactions financières, etc. Mais aussi en renforçant les droits de succession, en faisant passer la TVA grand luxe à 33 % et en créant 14 tranches d'impôt sur le revenu (à 1 % pour la fraction entre 0 et 10 000 euros et jusqu'à 90 % pour la fraction supérieure à 400 000 euros). Sur les 100 milliards d'euros qui partent chaque année dans les niches fiscales, 13,8 milliards seraient repris, notamment « en supprimant les niches anti-écolos », explique Éric Coquerel. Le député FI ajoute à ce sujet que « la seule dette à ne pas léguer aux générations à venir, c'est la dette écologique ». Côté dépenses, 30 milliards iraient ainsi soutenir un plan écologie (développement des énergies renouvelables, isolation thermique pour 700 000 logements, transition du modèle agricole). L'autre priorité serait la lutte contre la pauvreté, avec un plan dédié (hausse du Smic chiffrée à 6,4 milliards, plan zéro sans-abri à 700 millions, hausse du minimum vieillesse et du RSA au niveau du seuil de pauvreté pour 12 milliards, etc.). Côté croissance, la FI voit dans la relance de l'investissement public et des services publics un outil de dynamisme économique et de création d'emplois. 57 250 embauches dans la fonction publique, 380 000 contrats aidés et 88 000 contrats jeunes seraient ainsi signés. La construction de 200 000 logements publics serait lancée dès la première année. Un plan handicap, 70 000 places en crèche et la nationalisation des Ehpad sont aussi programmés. Enfin, un fonds de solidarité interentreprises « pour aider les plus petites, celles qui sont dans un secteur très concurrentiel, et les plus vertueuses » verrait le jour, au lieu d'un Cice non conditionné. Quant au déficit, Éric Coquerel a retenu la plus pessimiste de ses hypothèses, avec un trou à 4,2 % en 2019, au-delà des 3 % autorisés par les traités européens. « Mais, à la fin du cycle, en 2022, on est à 3 % », précise Jean-Luc Mélenchon.

Aurélien Soucheyre

<https://www.humanite.fr/les-insoumis-proposent-un-contre-budget-durgence-662193>

***) Des insoumis reviennent à la charge sur la « démocratie interne »**

Mardi, 23 Octobre, 2018

Après une pétition en début d'année, un collectif de militants de la FI revendiquant davantage de « démocratie interne » a franchi une étape ce week-end avec la constitution d'une association.

Le collectif des insoumis démocrates (Cid) s'est constitué ce week-end en association, ont fait savoir ses membres mardi par communiqué. Pour eux, tout a commencé avec une pétition au début de l'année pour « demander un débat national entre insoumis sur la démocratie interne du mouvement », quelques mois après la convention de Clermont-Ferrand fixant les modalités de fonctionnement de la FI où la question avait déjà été soulevée. Si la pétition a recueilli un peu plus de 600 signatures en ligne, les membres du Cid sont moins nombreux. 276 participants sont revendiqués. La vie de ce collectif n'est pas celle d'un long fleuve tranquille. Le mois dernier, ses quatre administrateurs ont reçu un courrier leur notifiant leur exclusion du mouvement. «Cette démarche entre en contradiction avec les principes de la France insoumise, adoptée par 96,43 % des votes exprimés lors de la Convention ainsi qu'avec la charte des groupes d'action », y explique notamment la coordinatrice de ces groupes locaux ou thématiques, Coline Maigre, leur reprochant leur action « comme un groupe structuré, se dotant d'instances et communiquant publiquement » et des « insultes et invectives sur les réseaux sociaux ».

Des reproches contestés par le Cid. « A la base, c'est un collectif d'insoumis qui ont constaté un déficit de démocratie au sein du mouvement et fait des démarches auprès de la direction pour l'ouverture d'un débat. Toutes ces démarches ont été vaines, c'est ce qui nous a conduit à nous regrouper », explique l'un de ses membres. Dans un mouvement présenté comme « gazeux » et en perpétuelle évolution par ces dirigeants, ces militants ne se satisfont pas du mode de fonctionnement. « Dans le programme de la France insoumise, “l'urgence démocratique” constitue le 1er chapitre, nous demandons qu'il s'applique en premier lieu au mouvement lui-même », insistent-ils citant, entre autres, l'absence d'élection des représentants locaux ou nationaux ou encore l'inexistence du droit de révoquer un responsable, l'une des propositions phares de la FI. « Toutes les décisions sont prises d'en haut, regrette un des insoumis démocrates. Par exemple, pour les élections européennes, la direction a réservé des places à des transfuges du PS, les militants sont mis devant le fait accompli. Les votes (un scrutin interne est prévu sur la liste proposée pour les européennes - NDLR)

viennent entérinés des décisions déjà prises. » Prochaine étape pour ces militants ? Organiser leur association puis « ouvrir les débats plus largement » en décidant « au coup par coup » s'ils interviennent publiquement ou pas.

Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/des-insoumis-reviennent-la-charge-sur-la-democratie-interne-662539>

***) Fabien Escalona « La dynamique de la présidentielle est en cale sèche »**

Vendredi, 4 Mai, 2018

Maud Vergnol

Un an après le séisme de 2017, les formations de gauche, en ordre encore dispersé, tâtonnent sur leurs stratégies respectives. Entretien.

L'élection d'Emmanuel Macron a fait exploser le paysage politique. Quel en est le bilan pour la gauche, un an après ?

Fabien Escalona Elle a explosé, avec le reste du paysage politique. La première force à gauche qui le structurait, le Parti socialiste, a quasiment disparu. Or il assurait une fonction et des effets qui irradiaient le reste des organisations de gauche, qui se positionnaient par rapport à lui. Cette ère est terminée. C'est assez banal de le constater, mais les effets continuent à se faire sentir. Le PS n'est plus le pôle de référence. Tout est donc à reconstruire. Bien sûr, il existe des candidats à la reconstruction, et les premiers d'entre eux, c'est évidemment la France insoumise. Car, dans la séquence de 2017, c'est la force qui a émergé à gauche, en portant son candidat à près de 20 % au 1er tour. Il y a quelques années, l'avenir de la gauche de transformation sociale semblait inexistant. Elle s'est imposée lors de la présidentielle. Entre les polémiques et les tentations hégémoniques, Jean-Luc Mélenchon est-il parvenu à capitaliser sur ses 7 millions de voix à la présidentielle ?

Fabien Escalona Pour la France insoumise, le bilan est en demi-teinte. Certes, son groupe est présent à l'Assemblée, et assure un vrai travail parlementaire dans l'opposition à Macron. Elle a su faire émerger de nouveaux visages. Mais pour autant, il n'existe plus aujourd'hui de force d'attraction. L'élargissement spectaculaire de la gauche alternative au moment de l'élection fut une réussite incontestable. Mais depuis, la dynamique est interrompue. Cela nous est indiqué par les résultats électoraux lors des élections partielles, où la FI a tenu son rang, mais n'a pas décollé. Il faut y ajouter des polémiques dommageables, notamment avec le PCF et les Verts, des acteurs du

mouvement social, ou récemment en interne avec Clémentine Autain qui mettait en garde contre l'image sectaire du mouvement. Au moment des élections, cette stratégie de tracer des lignes de démarcation très nettes vis-à-vis du PS ou des autres organisations de gauche pouvait encore se justifier. L'enjeu pour la FI à ce moment-là était d'imposer une nouvelle identité politique dans le paysage. Mais la présidentielle a laissé place à une autre temporalité politique, un paysage très différent où le macronisme est central, très compliqué à déloger au niveau national, et où toutes les autres forces sont en déshérence. Donc, là, il aurait sans doute fallu, pour la FI, agréger, dans des formes nouvelles, d'autres forces politiques.

L'effacement progressif du clivage gauche-droite dans le débat politique handicape-t-il cette difficile reconstruction ?

Fabien Escalona Le problème n'est pas tant que l'opposition droite-gauche soit effacée, mais plutôt qu'elle change de sens. Aujourd'hui, elle se définit en termes « culturels », opposant les nationalistes, identitaires, à une vision plus ouverte, plus cosmopolite. C'est le tableau du second tour Macron/Le Pen. Cette opposition-là minore, voire laisse de côté, tout le social, l'écologie, la démocratie... tout ce qui est au cœur de l'identité politique de la gauche alternative. C'est pour cela que le mouvement social actuel représente un espoir pour la gauche. Il impose de nouveaux thèmes à l'agenda et rappelle que le clivage politique doit encore se définir par les enjeux sociaux. D'autant qu'on est désormais dans un paysage qui comporte trois pôles : celui du macronisme, un autre encore plus à droite et à coloration identitaire (FN/Wauquiez) et celui de la gauche alternative. Ce jeu à trois nécessite de revoir les stratégies.

En quoi les prochaines échéances européennes peuvent-elles être une étape décisive ?
Fabien Escalona Tout le monde va essayer de se compter. Aujourd'hui, il n'existe pas de grande initiative de rassemblement à gauche. Chaque force va voir combien elle pèse et risque de grosses désillusions, qui peuvent toucher tout le monde. Soit une force se dégage des autres, ce que souhaite la FI pour démontrer que c'est la seule force qui pèse à gauche. Mais peut-être qu'eux aussi seront très bas. Ce sera un scrutin décisif, comme il l'a toujours été, notamment en 2009, qui a marqué le début de la dynamique du Front de gauche. Il est certain qu'il y aura un avant et un après européennes.

Fabien Escalona

Docteur en sciences politiques

Entretien réalisé par Maud Vergnol

<https://www.humanite.fr/fabien-escalona-la-dynamique-de-la-presidentielle-est-en-cale-seche-654866>

***Justice. Difficile « contre-offensive » pour les insoumis**

Lundi, 22 Octobre, 2018

Julia Hamlaoui

Perquisitions, auditions, articles de presse... Jean-Luc Mélenchon a tenté ce week-end de répliquer. Une opération mise à mal par ses sorties contre les journalistes.

La « contre-offensive » était à l'ordre du jour, ce week-end, du côté de la France insoumise. Mais, après une intervention musclée, critiquée jusque dans son camp, lors de la perquisition de son siège, mardi, l'opération déminage est entrée à son tour en collision avec les sorties de Jean-Luc Mélenchon. « Nous demandons l'annulation de cette perquisition et la restitution de tout ce qui a été prélevé », déclare d'abord le chef de file du mouvement à l'orée du week-end, lors d'une conférence de presse. Une réplique organisée trois jours après la fameuse perquisition de quinze lieux dans le cadre de deux enquêtes préliminaires, l'une concernant les comptes de campagne de l'ancien candidat à la présidentielle et l'autre portant sur les emplois de ses assistants parlementaires au Parlement européen. Entre-temps, plusieurs cadres de la FI, dont le député des Bouches-du-Rhône, ont été auditionnés. « Il est officiellement demandé que le procureur en charge soit dessaisi de l'enquête car il devient établi de manière claire et concordante que les services sous ses ordres ne respectent pas les règles et procédures applicables en l'espèce », ajoutent les avocats de la FI, samedi, pointant notamment la publication sur le site de Mediapart d'« informations couvertes par le secret de l'enquête ».

La veille, Jean-Luc Mélenchon, lui, continuait de dénoncer une « offensive politique organisée par toute la Macronie et qui a trouvé ses relais en instrumentalisant la police, la justice et les médias ». L'insoumis prenait également la défense de Sophia Chikirou, conseillère en communication de la FI pour les européennes, auparavant conseillère du candidat à la présidentielle. Elle a, elle aussi, fait l'objet d'une audition par l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales, et devrait être à nouveau convoquée aujourd'hui. Surtout, son entreprise, Mediascop, est au centre d'une enquête de France Info qui fait état de facturations lors de la campagne jugées hors normes. « Sophia Chikirou aurait valorisé son travail à près de 120 000 euros sur les factures de Mediascop, soit 15 000 euros mensuels en moyenne pour huit mois de campagne », avance l'article, qui pointe notamment les montants pour les extractions audio ou les sous-titrages des discours. Une « série d'affirmations diffamatoires et calomnieuses », estime Jean-Luc Mélenchon, qui réaffirme la « bonne foi » de son mouvement. « Comment expliquez-vous qu'on trouve 152 000 euros pour un clip chez M. Macron et 108 000 euros pour 20 clips dans mon compte de

campagne ? » lance-t-il notamment aux journalistes, arguant que sa « campagne a coûté pour un an plein 11 millions, celle de M. Macron 16 millions pour sept mois, celle de M. Hamon 15 millions pour trois mois ». Et, à propos de ses assistants parlementaires, il se demande si les « 16 autres personnes dénoncées » par l'élue FN Sophie Montel devaient « s'attendre du jour au lendemain à voir surgir des policiers armés à leur domicile ».

LA FI DENONCE UNE OPERATION POLITIQUE

Reconnaissant qu'il « peut (lui) arriver parfois de crier plus fort qu'il ne le faudrait », Jean-Luc Mélenchon s'emporte toutefois à nouveau, à l'issue de cette conférence de presse, après avoir été interrogé sur la « nature de (sa) relation » avec Sophia Chikirou. « À ce niveau d'agression et d'ignominie, il n'y a plus besoin d'argumentation », écrit-il ensuite sur son compte Facebook, après la publication de l'article de Mediapart mentionnant la « relation extraprofessionnelle » qu'il entretiendrait avec son ex-conseillère qui, selon le journal, aurait été à son domicile mardi à l'heure de la perquisition. « Puisque Plenel prétend avec Mediapart avoir eu les procès-verbaux. Qui les leur a donnés ? Est-ce que la personne a été payée ? Sinon, qu'attend-elle en retour ? » renchérit-il le lendemain dans une vidéo. Dans ces procès-verbaux, il serait aussi question « de 12 000 euros en liquide » trouvés chez « un certain Pierre Moro » qui auraient été confiés par Marie-Pierre Oprandi, mandataire financière de 2017. « Je ne suis pas au courant de cette information, je ne sais pas si elle est vraie. En tout cas, toutes les personnes qui ont déjà fait des initiatives militantes, des buvettes ou autres, ont manipulé des sommes d'argent liquide », estime Manuel Bompard, le responsable légal de la FI. « On ne souhaite pas entrer dans un bras de fer judiciaire puisqu'on considère que c'est une opération politique. Maintenant, un procureur vient sur un plateau prendre parti, dénoncer l'attitude de Jean-Luc Mélenchon, sans se poser de questions sur la violation du secret de l'enquête », ajoute le candidat aux européennes, en référence à l'intervention, samedi, de la procureure générale de la cour d'appel de Paris. Catherine Champrenault, la magistrate qui supervise les enquêtes préliminaires sur la France insoumise, a reproché, sur Europe 1, un « coup de force » des insoumis lors de la perquisition. « Nous disposons de dénonciations, de signalements, d'auditions, et maintenant nous cherchons à corroborer ces auditions par des éléments matériels, mais nous n'en sommes pas encore aux indices graves et concordants », a-t-elle aussi précisé.

Le chef de file des insoumis appelait aussi à la désescalade, vendredi, invitant « maintenant (à) faire baisser le niveau de violence qui existe dans cette affaire ». Mais ça n'a pas été une réussite. Ses sorties vidéo à propos de Mediapart mais surtout des journalistes de France Info ont laissé des traces. « Ils ont l'air de ce qu'ils sont, c'est-à-dire d'abrutis (...). Pourrissez-les partout où vous pouvez », y estime Jean-Luc

Mélenchon. Les syndicats de journalistes, comme la société des journalistes de Radio France, sont montés au créneau et deux plaintes ont été annoncées, l'une de la direction, l'autre du SNJ-FO.

« LA HAINE DES MEDIAS N'EST NI JUSTE NI SAINE »

À gauche, les réactions se sont aussi multipliées. « L'émotion suscitée par la perquisition spectaculaire au siège d'un parti d'opposition et au domicile de plusieurs de ses dirigeants peut s'entendre, même si personne n'est au-dessus de la justice. En revanche, rien ne justifie la violence des attaques que subissent les journalistes », a réagi Mehdi Ouraoui, porte-parole de Génération·s. « Si la critique des médias est nécessaire et légitime, la haine des médias n'est ni juste ni saine », a tweeté le porte-parole d'EELV, Julien Bayou. Même tonalité du côté des communistes. « Nous avons pu partager la colère et l'indignation de Jean-Luc Mélenchon à la suite de la perquisition de mardi matin, dire qu'il y avait deux poids, deux mesures. On peut également ne pas être d'accord avec un traitement journalistique, critiquer la mainmise des puissances financières sur les grands médias, mais il n'est pas possible dans une vie démocratique d'appeler à pourrir des journalistes », affirme Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF.

« Que Benoît Hamon ou le Parti communiste aient décidé d'utiliser ces critiques pour essayer de se faire un petit capital électoral, c'est un mauvais calcul, ils devraient essayer de faire un peu plus preuve de solidarité car ils en sont aussi victimes », réplique Manuel Bompard, disant défendre « la liberté de la presse mais aussi la liberté de la critique ». La sentence n'en reste pas moins sévère pour l'historien et directeur de Regards, Roger Martelli : « La liberté de la presse se construit par le débat libre (...). Appeler le “peuple” à se soulever contre les médias, à les châtier ou à les “pourrir” évoque des souvenirs pas très glorieux... »

Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/justice-difficile-contre-offensive-pour-les-insoumis-662480>

***Loin d'être mort, le clivage gauche-droite s'affirme**

Vendredi, 14 Septembre, 2018

[Julia Hamlaoui](#)

La cinquième vague du baromètre Ifop que nous publions montre que le « en même temps » macroniste n'a plus le succès escompté par le président de la République. Entre gauche et droite, les différences sont nettes.

Ceux qui pensaient le clivage gauche-droite définitivement enterré vont devoir revoir leur diagnostic. C'est ce que montre la cinquième vague du baromètre Ifop « Être de gauche aujourd'hui » que nous publions. Parmi les 44 % de Français qui se positionnent d'eux-mêmes à gauche, 75 % considèrent qu'il « existe toujours des différences nettes entre la gauche et la droite ». « C'est le plus haut score jamais observé. C'est 13 points de plus par rapport à notre première enquête en 2014 », mesure Frédéric Dabi, le directeur général adjoint de l'Ifop, qui rappelle que celle-ci avait été menée alors que Manuel Valls venait d'arriver à Matignon. D'ailleurs, la « fierté » de se revendiquer de gauche a, elle, bondi de 11 points depuis, pour atteindre 68 %.

« Cette identité continue à se construire en opposition avec la droite et, après seize mois de macronisme, contre la politique menée par le couple exécutif », relève Frédéric Dabi. 80 % des personnes de gauche considèrent désormais la politique du président comme de droite (+ 8 points en un an), malgré « la petite musique macronienne » qui met en scène l'opposition « progressistes/extrémistes » et « l'équation électorale qui a conduit Emmanuel Macron au pouvoir avec 50 % d'électeurs Hollande 2012 », analyse le sondeur. Une appréciation confirmée par le jugement sur la réforme du Code du travail, vue comme une « réforme anti-salariés ». 77 % des Français estiment qu'elle ne permet pas de réduire le chômage. Néanmoins, le « et de droite et de gauche » du marcheur de l'Élysée laisse des traces : 52 % des sondés de gauche estimant qu'on peut effectivement « être de gauche et de droite ». « C'est le reflet du trouble d'une partie du peuple de gauche après la séquence électorale de 2017. 52 %, ce n'est pas rien, mais c'est nettement moins que ceux qui jugent nette la différence. » D'autant que, sur le fond, les contrastes sont flagrants, notamment sur l'immigration. Alors que 62 % des sondés de gauche sont d'accord avec le droit de vote des résidents étrangers, ils sont seulement 28 % à droite, soit 34 points d'écart. « Cela vaut aussi sur la question de l'assistanat, dont on voit à quel point elle a contaminé une partie du corps social. Il y a un différentiel de 24 points sur l'idée que les chômeurs pourraient trouver du travail, s'ils le voulaient. » À droite, 68 % sont d'accord, contre 44 % à gauche. Certains mots sonnent aussi plus positivement aux oreilles de gauche : solidarité (+ 11 points par rapport à l'ensemble des Français), égalité (+ 6 points), services publics (+ 8 points)... « Ceux qui estiment qu'avec Emmanuel Macron le clivage gauche-droite est mort se trompent : une bipolarisation en retrait ne signifie pas la fin de ce clivage », résume Dabi. J. H.

<https://www.humanite.fr/loin-detre-mort-le-clivage-gauche-droite-saffirme-660695>

***France insoumise. Jean-Luc Mélenchon se frotte aux limites de sa stratégie**

Vendredi, 19 Octobre, 2018

Maud Vergnol

Les vidéos des colères du leader de la France insoumise, qui circulent sur la Toile depuis la perquisition de mardi dans les locaux du mouvement, ont choqué jusque dans son propre camp. Et éclipsent les vrais enjeux politiques.

Sa communication serait-elle en train de se retourner contre lui ? Depuis mardi, le visage belliqueux de Jean-Luc Mélenchon s'affiche en une de nombreux médias, ravis de pouvoir clouer au pilori l'un des principaux opposants d'Emmanuel Macron, lequel doit se frotter les mains d'une telle éclipse sur son remaniement raté. Après avoir tenté de lisser son image, voilà que « le bruit et la fureur » ont fait leur grand retour, jusqu'à créer le malaise dans ses propres rangs. Clémentine Langlois, ex-candidate FI aux législatives, est une des rares à intervenir publiquement. « C'est une blessure. C'est inacceptable, en tant que représentant d'un mouvement politique, d'avoir ce genre d'attitude face à la justice », expliquait-elle jeudi. « Beaucoup d'insoumis se désinscrivent de toutes les plateformes, que ce soit Facebook, Twitter... Il y a une vraie honte, une vraie tristesse profonde, un désespoir au sein des groupes des insoumis aujourd'hui », affirme celle qui avait déjà pris ses distances en formant un groupe d'« insoumis démocrates », qui doit se réunir ce week-end. Pourtant, Manuel Bompard l'assure, « depuis l'opération totalement disproportionnée de mardi, plus de 1 000 personnes ont rejoint la France insoumise. On dirait bien que Macron a raté son coup. On continue » !

« CE N'EST PAS UN DERAPAGE, IL A THEORISE CETTE CONFLICTUALITE »

« Trop touchy », « Non merci ! », « D'accord mais en off ! » : les réponses aux sollicitations de l'Humanité, hier, témoignaient d'un malaise à s'exprimer sur le sujet. « Bien sûr qu'il y a un malaise ! concède un responsable du mouvement. Et surtout le sentiment d'un énorme gâchis. Jean-Luc aurait dû se contenter de la vidéo qu'il a faite à son domicile et d'un rassemblement devant le siège. Car ces coups de colère filmés par la presse détournent du vrai sujet. »

Les images du chef de file des insoumis s'adressant à sa collègue députée Muriel Ressiguier ont également un effet ravageur. On y voit Jean-Luc Mélenchon lancer un sévère : « Ça va, toi ! On ne t'a pas demandé ton avis. Si c'est pour faire ça, ce n'est pas la peine. Tu ne me coupes pas ! » Mercredi, c'était au tour d'une journaliste de

France 3 de subir les foudres du député marseillais, moquant son accent et demandant à ses confrères de lui poser « une question en français ». « C'est tout à fait symptomatique du côté phalocrate de Mélenchon. Cette scène est d'une brutalité et d'une grossièreté inouïes. Ce n'est pas le premier épisode où il dénigre la parole des femmes ! » s'indigne une militante féministe. « C'est juste un homme en colère, il s'est excusé auprès d'elle. Il faut mesurer la violence que nous avons subie, traités comme des malfrats. C'est que nous devons faire peur au pouvoir. Nous recevons énormément de soutien. Le pouvoir n'arrivera pas à nous diviser et nous faire plier », réplique la députée FI Caroline Fiat.

« Jean-Luc Mélenchon est parfois son pire ennemi. Car la colère contre l'ampleur de la perquisition est tout à fait légitime. Il existe une vraie question sur l'indépendance de la justice. Mais ce qu'il produit dans ces moments-là, notamment vis-à-vis des contre-pouvoirs, se retourne contre lui. Ce n'est pas un dérapage. Il ne faut pas oublier qu'il a théorisé cette conflictualité », rappelle le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles. Si le leader de la FI fustige le traitement médiatique de l'enquête, accusant des journalistes de mettre « de l'huile sur le feu », c'est par sa vidéo qu'il a lui-même alerté la presse, invitée à prendre place dans les locaux du mouvement. « Sa conduite, depuis le soir du premier tour, congèle le jeu politique. Il ne permet pas à une gauche intelligente d'émerger », regrettait, mercredi soir, Raphaël Glucksmann, raillé le matin même par le leader des insoumis sur le plateau de Jean-Jacques Bourdin. « Le problème, c'est Macron, ce n'est pas Mélenchon. La vraie question politique, c'est cette opération inédite à l'encontre d'un parti d'opposition », s'agace le socialiste Emmanuel Maurel, qui vient de s'allier à la FI pour les européennes. Quelles seront les conséquences de cette polémique sur la France insoumise ? « Une partie de ses sympathisants, dans un réflexe de citadelle assiégée, va se trouver confortée, assure Jérôme Fourquet, de l'Ifop. Mais cela va aussi renforcer au contraire son plafond de verre, notamment chez un électoralat de gauche que cette violence choque. » Une stratégie à double tranchant.

Maud Vergnol

<https://www.humanite.fr/france-insoumise-jean-luc-melenchon-se-frotte-aux-limites-de-sa-strategie-662405>

***Gauche. Dans la cité phocéenne, la recomposition va bon train**

Lundi, 10 Septembre, 2018

Christophe Deroubaix

L'université de rentrée de la plateforme Nos causes communes d'Emmanuel Maurel (PS) a réuni ce week-end socialistes, insoumis, communistes, écologistes... Au programme, le fond des affaires du monde, mais aussi de possibles alliances.

Divisée, émiettée, la gauche, dans la diversité de ses composantes, s'est au moins parlé ce week-end à Marseille. Socialistes, de tous courants, communistes, écologistes et insoumis ont en effet participé à l'université de rentrée de la plateforme Nos causes communes, fondée par l'eurodéputé PS Emmanuel Maurel. Les acteurs de la gauche ont débattu du fond des affaires du monde (le sort de la planète, le travail, le chômage). Mais ce sont évidemment les échanges sur la stratégie à adopter qui ont capté la lumière médiatique. Le « mariage » Maurel-Mélenchon avait été annoncé. « Je ne suis pas venu vous séduire », a posé d'entrée le second lors de son intervention, hier matin. « Nous ne sommes pas dans les roucoulades mais dans les convictions », a abondé le premier. Le député de Marseille n'en a pas moins appelé les participants à « bifurquer (leurs) chemins » afin de rendre possible une jonction. L'élection européenne du printemps prochain pourrait constituer la première étape de cette confluence. Dès le début de cette université, Jean-Luc Laurent, président du Mouvement républicain et citoyen (MRC), avait appelé à la création d'« une liste d'union de la gauche qui réunit la gauche du non mais aussi ceux qui ont pris conscience de l'échec de l'UE ».

« QUE RESTE-T-IL DU CLIVAGE GAUCHE-DROITE ? »

Sur le fond de la problématique européenne, les discours des deux orateurs ont dégagé de claires convergences : impossibilité de mener des politiques alternatives dans le cadre des traités actuels, sortie de l'Otan. « Tous ceux qui promettent le progrès social dans le cadre des traités sont des faussaires », a synthétisé un troisième intervenant, Bastien Faudot, porte-parole du MRC. Jean-Luc Mélenchon a ajouté un préalable sur le chemin de la constitution d'une « base commune » : « On ne peut pas s'entendre tant qu'il y a le PSE (Parti socialiste européen – NDLR) dans le paysage. La liberté de combat est au prix de cette rupture. » Mais le rapprochement est tel que le candidat insoumis de la dernière élection présidentielle a pu lancer, sous forme de boutade : « La crise du leadership populaire est réglée. Me voici. »

En début de matinée, l'atelier « Que reste-t-il du clivage gauche-droite ? » avait permis l'expression d'approches stratégiques différentes. « Il reste la droite... » a répondu, dans une provocation assumée, Pierre Dharréville. « Elle gouverne la France. Elle gouverne l'Europe, a poursuivi le député (PCF) des Bouches-du-Rhône. De l'autre côté, la gauche est en miettes. Le quinquennat écoulé n'y est pas pour rien. On ne s'est pas retrouvé très fier de se revendiquer de gauche, si la gauche, c'était ça. » Devant une telle charge, Rachid Temal, dirigeant du PS, a légèrement pris la mouche, pour

rétorquer : « J'ai eu des critiques à faire mais le bilan du quinquennat est rempli de mesures de gauche. Je pourrais en citer des dizaines. » En élargissant le champ de la profondeur historique, il a ajouté : « La social-démocratie a tenu sa promesse. Mais elle n'a pas su, au nouvel âge du capitalisme, formuler une nouvelle promesse. » Nombre de militants proches d'Emmanuel Maurel et de Marie-Noëlle Lienemann en étaient estomaqués. « On est encore dans le déni. C'est incroyable, on n'a tiré aucune leçon. Je ne vois plus d'autre solution désormais que de quitter le PS », commentait, à chaud, l'un d'entre eux. Au terme de ces deux jours de rencontres, il semble que la décision collective de ne pas rester au sein du parti qui fut longtemps dominant à gauche sera prochainement mise en application. Pour rejoindre directement la France insoumise ? Ou constituer une organisation autonome, en capacité de s'allier avec le mouvement de Jean-Luc Mélenchon ? Ce dernier a peut-être livré un indice hier en assurant qu'il ne proposait pas un « asile politique ». À échéance plus lointaine, il a également annoncé que le programme « l'Avenir en commun » serait rediscuté début 2021 et que cette discussion sera ouverte à « tous ceux qui le souhaitent ». La stratégie populiste n'est pas reniée mais elle semble s'adapter à la persistance du clivage gauche-droite.

Christophe Deroubaix

<https://www.humanite.fr/gauche-dans-la-cite-phocéenne-la-recomposition-va-bon-train-660389>

***) Clivages. La République en marche vise le monopole du « progressisme »**

Mardi, 23 Octobre, 2018

Aurélien Soucheyre

Le mouvement présidentiel prépare les élections européennes en vendant un affrontement qu'il souhaite uniquement possible entre deux camps : les libéraux « progressistes » d'un côté et les « populistes-nationalistes » de l'autre.

Le progressisme selon les macronistes ? C'est être « pour la démocratie, contre les populismes et les nationalismes qui veulent détruire l'Union européenne ». Voilà ce qui ressort du colloque « Progressisme, mais encore ? », organisé samedi par la République en marche, la Fondation Jean-Jaurès et Fondapol. C'est peu ? Cette journée pour « phosphorer » afin de « donner une colonne vertébrale » à LaREM, selon son dirigeant par intérim, Philippe Grangeon, n'est qu'un « début », assurent les marcheurs, à la recherche d'un « socle idéologique ». S'ils partent de loin, comme en témoigne celui qui martèle « être progressiste, c'est être pour le progrès », ils ont bien retenu la leçon du jour. « Le progressisme, c'est notre sujet pour avancer sur celui du

moment : les élections européennes », développe Dylan, dans un palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) rempli pour l'occasion.

VERS UNE LISTE TRANSNATIONALE ENTRE LIBERAUX POUR LES EUROPEENNES

Sur scène, des libéraux de toute l'Europe agitent le péril, réel, d'une explosion de l'Union. « Il faut changer la donne politique en 2019. Si ce n'est pas nous, les progressistes, ce sont les populistes et les nationalistes qui le feront », assène le Belge Guy Verhofstadt, de l'Alde. « Les gens ont perdu confiance en l'UE. Ils voient qu'il y a beaucoup d'argent pour les banques, moins pour les peuples », mesure l'Autrichien Christian Kern, du SPÖ, quand l'Italien Sandro Gozi, du Parti démocrate, appelle à « changer l'Europe » pour ne pas la laisser à Matteo Salvini, Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon, qu'il met dans un même sac. « C'est important d'entendre les Autrichiens et les Italiens. Je crois que ceux qui dans les années 1930 s'attaquaient à la République sont ceux qui s'attaquent aujourd'hui à l'Europe », observe Nathalie Loiseau, secrétaire d'État chargée des affaires européennes. Avec l'Espagnol Luis Garicano, de Ciudadanos, tous disent vouloir créer une liste transnationale et signer un texte commun pour « réformer la zone euro », et « faire comprendre » qu'ils sont du côté de la justice sociale et fiscale.

Certains militants LaREM se demandent si le gouvernement fait bien la preuve par l'exemple. « Sur le terrain, la hausse de la CSG sur les retraités, ça ne passe pas. Et on a des amis immensément riches qui sont bien contents avec la suppression de l'ISF. Ça la fout mal », s'inquiètent Françoise et Rémi. Malgré tout, Christophe Castaner les a convaincus à la tribune. Le nouveau ministre de l'Intérieur est venu dire au revoir au mouvement qu'il a dirigé un an. Il n'y va pas par quatre chemins sur les européennes. « Partout les valeurs démocratiques sont menacées (...). Le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde », relève-t-il, citant les victoires de Trump, du Brexit, d'Orban, de Kurz et de Strache en Autriche, de Salvini et Di Maio en Italie, sans jamais s'interroger sur les raisons de leurs succès. Car cela reviendrait à remettre en cause les politiques menées par Macron, des choix similaires aux siens ayant servi de terreau à l'extrême droite là où elle s'impose. Au lieu de le regarder en face, LaREM fait le pari de plus en plus usé du chantage au fascisme, et base sa précampagne sur le mot-valise de « progressisme ». Tout en se montrant très peu « progressiste ». Certains l'ont parfois souligné samedi à la tribune. « La démocratie ne se limite pas à l'élection », insiste Gilles Finchelstein, de la Fondation Jaurès. L'opposé du progressisme, c'est quand « les contre-pouvoirs disparaissent » et que « l'intérêt privé (est) travesti en intérêt public », signale la philosophe Monique Canto-Sperber. L'époque n'est plus à un dirigeant politique qui « comme de Gaulle pouvait dire : "J'ai entendu vos points de vue, ils ne rencontrent pas les miens, la décision est prise. À

l'unanimité" », conclut Nicole Notat, ex-secrétaire générale de la CFDT, quand Claire Hédon, présidente d'ATD Quart Monde, alerte sur les dangers que la loi Elan représente pour l'accès de tous au logement. D'autres intervenants semblaient plus raccord. Dominique Reynié, de Fondapol, a eu la subtilité « progressiste » d'opposer les moins bien lotis entre eux : « Nous ne savons pas choisir entre éradiquer la grande pauvreté et réduire les inégalités. (Il faut choisir), sinon on risque de n'atteindre ni l'un ni l'autre. » Enfin, l'un des invités vedettes n'était autre que Nick Clegg, ex-vice-premier ministre du Royaume-Uni, tout juste embauché par Facebook. Assurément un digne représentant du nouveau monde.

Aurélien Soucheyre

<https://www.humanite.fr/clivages-la-republique-en-marche-vise-le-monopole-du-progressisme-662513>

***) Patrice Bessac, le maire qui tient au foyer**

Lundi, 22 Octobre, 2018 [Lionel Venturini](#)

«La ville de Montreuil fait évidemment appel. » Son maire (PCF), Patrice Bessac, n'entend pas baisser les bras après que l'État, qui a saisi le tribunal administratif de Paris, s'est vu donner raison, vendredi soir, en suspendant l'exécution de l'arrêté pris par l'élu, qui procédait le matin du 26 septembre à la réquisition de bureaux vides, propriété de l'État, pour reloger les résidents du foyer insalubre Bara dans des conditions dignes.

Depuis deux ans, la ville de Montreuil (Seine-Saint-Denis) propose à l'État d'utiliser ces locaux vides de l'Afpa, afin d'héberger de façon temporaire les derniers résidents dans des conditions décentes. Cette solution a été refusée de façon catégorique par l'État. « Ce soir, a commenté vendredi Patrice Bessac, j'ai mal pour mon pays et pour ses institutions qui décident de mettre des centaines de travailleurs à la rue, ferment les yeux sur les conditions de vie indignes et dangereuses de centaines d'autres et laissent des milliers de mètres carrés vides en attendant des projets qui ne verront le jour que dans six ans. » L'élu communiste « regrette profondément que le droit de propriété et l'inhumanité bureaucratique prennent le pas sur le droit au logement et la reconnaissance des situations d'urgence et de la dignité des personnes ». S'il dit « prendre acte des décisions du tribunal administratif de Paris », Patrice Bessac précise que « la ville de Montreuil fait évidemment appel de cette décision ». Il « demande à toutes les parties d'accepter de renouer le dialogue au plus vite ». Lionel Venturini
<https://www.humanite.fr/patrice-bessac-le-maire-qui-tient-au-foyer-662482>

***) Élections européennes. Ian Brossat, chef de file des communistes**

Dimanche, 3 Juin, 2018 [Julia Hamlaoui](#)

Le maire adjoint au logement à la ville de Paris, Ian Brossat a été désigné ce week-end chef de file du PCF pour les élections européennes de mai 2019.

Face à une « offensive contre les droits sociaux conjointement menée par le gouvernement Macron et dans toute l'Europe », le Conseil national du Parti communiste a également lancé un appel pour « construire une liste de large rassemblement » porteuse des « attentes » et des « combats » de « la jeunesse » ou encore « des acteurs et actrices des mobilisations sociales en cours en métropole comme en Outre-mer ».

Pour « porter cette démarche », l'élu parisien sera entouré d'une équipe comptant d'ores et déjà les députés européens sortants Patrick Le Hyaric, Marie-Pierre Vieu et Marie-Christine Vergiat, les sénateurs Eric Bocquet et Cécile Cukierman, le syndicaliste Gilbert Garrel, le maire de Grigny Philippe Rio, le président du groupe GDR de l'Assemblée nationale André Chassaigne, la responsable Europe du PCF Anne Sabourin, la secrétaire générale du Mouvement jeunes communistes Camille Lainé, et la militante féministe et antiraciste Mina Idir.

Si les candidatures seront soumises au vote de ses adhérents à l'automne, la résolution adoptée ce week-end, réaffirme également la « disponibilité (du PCF) pour une liste qui unisse les forces de la gauche sociale, écologique et politique ». Avec, à la clé, une invitation qui leur est adressée pour un premier rendez-vous le 2 juillet.

Après avoir validé « 14 engagements » de campagne en mars dernier - de la défense du service public à la lutte contre le dumping social en passant par le combat pour l'égalité femme-homme ou l'environnement-, la formation se propose aussi de préparer des « Etats généraux du progrès social en Europe avec plusieurs milliers de participants et des invités de toute l'Europe », les 2 et 3 février 2019 à Paris.

Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/elections-europeenes-ian-brossat-chef-de-file-des-communistes-656223>

***) Ian Brossat « En Europe, les libéraux font le lit des fachos »**

Vendredi, 13 Juillet, 2018 [Julia Hamlaoui](#)

Immigration. Le chef de file du PCF pour le scrutin européen, Ian Brossat, s'est rendu cette semaine dans la vallée de la Roya. « Nous avons un devoir d'hospitalité », insiste-t-il après y avoir rencontré des migrants et ceux qui se battent à leurs côtés. Vous vous êtes rendu dans la vallée de la Roya et avez rencontré Cédric Herrou mercredi. Pourquoi une telle initiative ?

Ian Brossat Il s'agissait de saluer la victoire remportée par la question prioritaire de constitutionnalité de Cédric Herrou, grâce à laquelle le principe de fraternité vient d'être reconnu comme constitutionnel. En outre, la question des réfugiés sera importante dans cette campagne. Aujourd'hui, beaucoup sont tétonisés par la montée de l'extrême droite en Europe et n'osent plus défendre un accueil digne. S'il ne reste qu'une liste pour tenir la dragée haute aux populistes et aux xénophobes, ce sera la nôtre.

Que retenez-vous de ces rencontres et de ce que vous avez vu dans la vallée ?

Ian Brossat D'abord, le dispositif policier colossal qui y est déployé. Nous avons été contrôlés avant de pouvoir entrer chez Cédric Herrou. Ce dispositif coûte chaque jour 50 000 euros aux contribuables. C'est exorbitant. Imaginons l'accueil que cela permettrait de financer. Ce qui m'a frappé également, c'est la détermination de ceux qui se battent pour accueillir les réfugiés dans un contexte si difficile. Enfin, pour faire peur, on ne traite cette question qu'en termes de stocks et de flux. Or, en réalité, ce sont des hommes, des femmes, parfois des mineurs qui fuient la guerre, la misère. Les réfugiés que j'ai croisés ont fui des situations absolument monstrueuses et aspirent à reconstruire leur vie, pour une part en France. Nous avons un devoir d'hospitalité. « Plateformes de débarquement », « centres contrôlés »... Que pensez-vous des conclusions du sommet européen de la fin juin ?

Ian Brossat Ce sommet est une honte pour l'Europe et pour la France. Emmanuel Macron s'est aligné sur les positions de l'extrême droite italienne. Depuis 2000, 15 milliards d'euros ont été investis pour renforcer les frontières extérieures de l'Union européenne. Mais ceux qui fuient ces pays en guerre ou sous le joug de dictatures sanguinaires finissent toujours par trouver les chemins qui permettent de partir. Et, trop occupés à tenter de les empêcher d'entrer, on ne se mobilise pas sur la question de l'accueil. C'est un échec sur toute la ligne, construit avec la complicité de la France. Il faut donc porter d'autres exigences. Quand on permet à ces hommes et femmes d'avoir un toit sur la tête et un accompagnement social, personne n'a ce sentiment de chaos sur lequel joue le ouvernement.

Qu'opposez-vous à la formule « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde » utilisée pour justifier ce type de politique ?

Ian Brossat Remettons un peu de rationalité dans le débat. Depuis 2015 et la « crise migratoire », qui est en réalité une crise de l'accueil, l'ensemble des pays de l'Union européenne ont vu arriver 3 millions de demandeurs d'asile, soit l'équivalent de 0,6 % de la population. Depuis le début de 2018, ce sont 41 000 personnes qui sont arrivées par la Méditerranée. On est très très loin d'une « submersion » comme voudrait nous le faire croire l'extrême droite ou comme certains, dont Gérard Collomb, le répètent à l'envi. L'écrasante majorité des réfugiés est aujourd'hui accueillie par des pays du Sud. Nous sommes non seulement très loin d'« accueillir toute la misère du monde » mais nous n'y prenons même pas la part que nous devrions.

Alors que les gouvernements d'extrême droite se multiplient en Europe, peut-il y avoir une solution à l'échelle du continent ?

Ian Brossat Dans l'immédiat, la France doit être beaucoup plus ferme à l'égard des pays qui refusent l'accueil et ouvrir ses ports aux bateaux humanitaires. Les dirigeants européens sont capables de taper du poing sur la table quand il s'agit de défendre la finance, comme cela a été le cas en Grèce, et ils feignent l'impuissance lorsqu'il s'agit d'imposer le respect des droits fondamentaux. Les libéraux ont fait le lit des fachos avec une politique qui conduit à ce que désormais 10 % des actifs vivent sous le seuil de pauvreté, contre 7 % il y a dix ans. Le discours de Macron au Congrès lundi, selon lequel le débat se joue entre progressistes proeuropéens et nationalistes, est très dangereux. Il jette dans les bras de l'extrême droite tous ceux qui contestent l'Union européenne libérale. C'est pourquoi nous voulons mettre à l'ordre du jour, lors des élections, une Union européenne qui porte les aspirations des peuples.

Entretien réalisé par Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/ian-brossat-en-europe-les-liberaux-font-le-lit-des-fachos-658031>

***) Ian Brossat. « L'alimentation n'est pas une marchandise comme une autre »**

Jeudi, 18 Octobre, 2018

Ian Brossat se prononce pour une meilleure PAC, qui garantisse à la fois une agriculture et une alimentation de qualité. Pour ce faire, il faut la renforcer et réorienter les aides directes. Entretien.

Pourquoi vous être rendus au sommet de l'élevage, début octobre, à Clermont-Ferrand ?

Les grandes questions concrètes qui se posent aux Français et aux Européens seront au cœur de notre campagne aux élections européennes. L'agriculture et l'alimentation en font évidemment partie. Au sommet de l'élevage, j'ai surtout entendu beaucoup d'inquiétudes de la part des éleveurs. Elles sont liées à l'inaction du gouvernement, qui a tourné le dos à ses promesses en matière agricole, et encore plus fortement à l'avenir de la politique agricole commune (PAC). Son existence est aujourd'hui remise en question. C'est pour cette raison que je souhaite porter cette question de la PAC durant la campagne des élections européennes.

Quels sont les risques pesant sur la PAC ?

La PAC est à ce jour la seule véritable politique coordonnée au sein de l'Union européenne. Elle est par ailleurs le premier budget de l'UE, puisqu'elle en représente 37 % – même s'il n'a fait que décliner depuis que l'Union existe. Or, la PAC est doublement menacée. D'abord par une baisse très sensible de son budget : – 15 %, en euros constants, d'ici à 2025, ce qui est considérable et se traduira par des difficultés accrues et la disparition de petites exploitations familiales. Ensuite, de manière plus structurelle, il existe un risque de démantèlement de la PAC, que certains appellent renationalisation. Dans ce cas, au lieu d'avoir une politique coordonnée à l'échelle des 27 États de l'Union, nous aurons 27 politiques agricoles concurrentes, avec le risque que cela ne conduise à une baisse des normes sociales et environnementales. Les logiques de coopération seraient terrassées par des logiques de concurrence. Elles feraient deux victimes : les agriculteurs (notamment les petits) et les consommateurs.

Que proposez-vous pour éviter ce scénario ?

Nous portons l'idée d'une politique agricole et alimentaire commune. Et cette « Paac » fait le lien entre les questions agricoles et alimentaires qui doivent être traitées ensemble. Il nous faut imaginer une politique à l'échelle des 27 pays de l'UE qui fasse de la question d'une alimentation de qualité une question essentielle. Avec un enjeu politique majeur qui est de se demander si les produits alimentaires doivent être considérés comme une marchandise comme une autre.

Si la PAC est une réponse à un besoin fondamental, alors il faut la réorienter. Non pas en réduire l'ambition, mais au contraire renforcer l'action conjointe des 27 États en matière agricole et alimentaire. Ce qui suppose de réorienter les aides directes : au lieu de les calculer en fonction de la surface agricole, il faut les plafonner par actif en faveur d'une activité familiale et de proximité. Ensuite, favoriser une montée en gamme de la production qui bénéficiera à la fois à l'agriculteur et au consommateur européen. Enfin, assurer une garantie de revenu pour les agriculteurs par la mise en place d'indicateurs de prix en Europe pour les principales productions et la définition de prix plafond en cas de crise. Pour réussir ce pari d'une alimentation de qualité pour tous, il faut relocaliser l'agriculture en favorisant les circuits les plus courts

possible, et mettre en place des outils de régulation pour que les agriculteurs puissent tout simplement vivre de leur travail.

Entretien réalisé par D. C.

<https://www.humanite.fr/ian-brossat-lalimentation-nest-pas-une-marchandise-comme-une-autre-662213>

***Sénat. Lienemann rejoint le groupe communiste**

Mercredi, 17 Octobre, 2018

Aurélien Soucheyre

La sénatrice de Paris a quitté hier le groupe PS. Elle souhaite travailler à un large rassemblement des forces de gauche afin de constituer un nouveau Front populaire.

Marie-Noëlle Lienemann a intégré hier les effectifs du groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste (CRCE) au Sénat, trois jours après avoir quitté le PS. « Depuis mon départ, je suis la cible d'attaques liées au danger que la scission que j'incarne avec d'autres représente. Cela rendait difficile mon maintien dans le groupe PS. Je l'ai donc quitté, tout comme ma fonction de vice-présidente du Sénat », explique l'élue de Paris, qui n'a pas fait le choix de rester rattachée administrativement au groupe PS, comme l'a fait Sophie Taillé-Polian après avoir rejoint Génération.s.

« J'ai toujours été une femme de gauche, favorable au rassemblement. J'ai donc contacté le groupe des communistes où je sais que je peux être à l'aise, car je partage avec eux de nombreux combats, de nombreux votes, et même des votes communs contre la majorité des socialistes. Je suis donc très heureuse que le groupe CRCE et sa présidente, Éliane Assassi, m'aient acceptée, en tant que rattachée administrative, ce qui me permet aussi de conserver mon indépendance », ajoute celle qui a été ministre du Logement sous les gouvernements Bérégovoy et Jospin.

« J'ai été sollicitée lundi. J'en ai parlé à tous les membres de notre groupe qui ont naturellement soutenu son arrivée. C'est un atterrissage logique : au Sénat, l'opposition de gauche, c'est nous. La seule force politique cohérente de gauche, c'est nous, explique Éliane Assassi, qui n'est pas véritablement surprise par ce renfort. D'un côté, cela fait des années que nous menons des combats communs. C'est le cas en ce moment sur la loi Elan, qui s'attaque au logement social. De l'autre, son départ du PS illustre et affirme une rupture avec la dérive de ce parti, au moment où il y a une redistribution des cartes. Sera-t-elle la seule à nous rejoindre ? Il est possible que

d'autres l'imitent. Nous pouvons montrer qu'il est possible de travailler ensemble, chacun gardant son âme sans écraser les autres. »

« J'AURAIS SOUHAITE UN PERIMETRE PLUS LARGE »

Marie-Noëlle Lienemann, qui dit suivre et respecter les débats en cours au PCF, souhaite entretenir les dialogues à gauche : « Avec d'autres anciens socialistes et le MRC, nous allons fonder un nouveau parti en 2019 et converger avec la France insoumise aux européennes. J'aurais souhaité un périmètre plus large. Tel ne semble pas être le cas, mais il faut travailler à cette unité en construisant des contenus programmatiques dans l'esprit d'un nouveau Front populaire. Face à la montée de l'extrême droite et des idéaux fascisants, c'est un devoir. »

Aurélien Soucheyre

<https://www.humanite.fr/senat-lienemann-rejoint-le-groupe-communiste-662319>

***) Départs. Sans aile gauche, que reste-t-il du PS ?**

Lundi, 15 Octobre, 2018

Audrey Loussouarn

Après le départ de Marie-Noëlle Lienemann et d'Emmanuel Maurel, le parti risque de se refermer sur une ligne hollandaise.

Une partie de l'aile gauche du PS – Pascal Cherki, Guillaume Balas ou encore Aurélie Filippetti – avait déjà mis les voiles avec la création du mouvement Génération.s par Benoît Hamon. Une autre formation de la gauche socialiste va prochainement voir le jour autour de deux derniers porte-drapeaux de cette tendance : l'eurodéputé Emmanuel Maurel et la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann ont annoncé leur départ du PS – une « scission », selon eux – pour « participer à une dynamique de convergences avec la France insoumise, à un nouveau Front populaire ».

« CE N'EST PAS AVEC UN PS A TERRE QUE LA GAUCHE IRA MIEUX »

Dans leurs bagages, assurent-ils, ils emmènent « 500 à 600 cadres et élus » socialistes, dont la liste sera publiée cette semaine. Maurel et Lienemann ont « naturellement leur place » à la FI et « tous les socialistes qui en ont par-dessus la tête du vaisseau fantôme ont maintenant un lieu d'atterrissement », a répondu hier Jean-Luc Mélenchon qui fut, au sein de l'ancien courant Gauche socialiste, partenaire de Marie-Noëlle Lienemann et de Julien Dray, qui réfléchirait lui aussi à suivre cette voie. Emmanuel Maurel, lui, fut

attaché parlementaire du chef de file de la FI lorsqu'il était encore sénateur socialiste. Leur départ a été annoncé alors que les militants PS étaient invités à fixer la stratégie pour les européennes, et à trancher entre un texte défendu par Emmanuel Maurel et celui d'Olivier Faure, Luc Carvounas et Stéphane Le Foll.

Une manière d'officialiser un « dés-accord profond » sur la notion de « populisme » de gauche, pointe le premier secrétaire, Olivier Faure, pour qui « il reste un attachement à la social-démocratie » en France. Et si le parti peine à trouver une tête de liste et à entamer les discussions à gauche, pour Laurent Baumel, ex-député de l'aile gauche qui reste au PS, cet épisode n'est rien d'autre que des « retrouvailles entre vieux potes ». Lui croit en une « gauche de gouvernement à la Jospin » qui en finirait avec le hollandisme, et dont la gauche aura besoin à l'avenir. « Ce n'est pas avec un PS à terre que la gauche ira mieux », complète-t-il.

Maurel dénonce, lui, un repli sur l'aile hollandaise, la persistance d'une « confusion » sur la ligne et une absence de « bilan critique » du quinquennat dans l'espoir que l'ex-chef de l'État fasse son retour. Ce qui ne facilitera pas les discussions avec une gauche critique à l'égard du mandat socialiste, qui a servi de tremplin à Emmanuel Macron. D'autant qu'au PS, certains se retrouvent en partie dans la politique défendue par le nouveau pouvoir : le sénateur Didier Guillaume et l'ex-secrétaire d'État Juliette Méadel sont pressentis pour récupérer un ministère.

Audrey Loussouarn

<https://www.humanite.fr/departs-sans-aile-gauche-que-reste-t-il-du-ps-662137>

***) Contre-feux. Mais de quel socialisme parle-t-on ?**

Vendredi, 26 Octobre, 2018

Audrey Loussouarn

L'étude de la fondation Jean-Jaurès sur les sympathisants PS a le mérite de démontrer que la définition du socialisme a bien été dévoyée.

Au premier coup d'œil, l'étude « Portrait-robot des sympathisants du Parti socialiste », dévoilée par la Fondation Jean-Jaurès cette semaine, nous apprend qu'un socle d'électorat potentiel pour le PS existe toujours bel et bien. Mais surtout que, au vu des opinions détaillées qui définissent leur profil, ils n'ont plus de socialistes que le nom. Surtout sur le plan économique : 71 % se disent en faveur du libre-échange, se rapprochant ainsi plus des sympathisants de la République en marche (81 %) que de

l'ensemble des Français (50 %). « Pour faire face aux difficultés économiques, l'État doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté », estiment 50 % d'entre eux. On est loin du socialisme de Jean Jaurès, qui dénonçait la « tyrannie du capital » et, en pleine grève des mineurs de Carmaux en 1892, un pouvoir aux petits soins avec la finance. C'est que le mot « socialiste » a perdu progressivement de son identité. Un dévoiement qui s'est creusé, à coups de tournant de la rigueur de Mitterrand en 1983 et de renoncement lexical lourd de sens de la part d'un Lionel Jospin, candidat à la présidentielle, qui défend un « projet moderne, pas socialiste ». Le couperet ? Le quinquennat de François Hollande. À rebours de sa campagne (« mon véritable adversaire, c'est le monde de la finance »), la politique de l'offre prend toute sa place à l'Élysée, le « coût du travail » est l'ennemi numéro un au sein d'un gouvernement social-démocrate qui se convertit au social-libéralisme. Le Medef applaudit le Cice tandis que les élus de droite accueillent à bras ouverts, en 2013, la transposition législative de l'accord sur le marché du travail (ANI). Un chiffre traduit le désarroi de ces socialistes sans repères : 42 % des sympathisants PS ont voté Macron en avril 2017 et, parmi ceux qui se déclaraient proches du PS il y a deux ans, 25 % se retrouvent aujourd'hui chez LaREM.

<https://www.humanite.fr/contre-feux-mais-de-quel-socialisme-parle-t-662767>

***) Européennes. Quand la FI cherche à reprendre la main, Maurel saute le pas**

Jeudi, 25 Octobre, 2018

Audrey Loussouarn et Julia Hamlaoui

Après une semaine judiciaire et médiatique compliquée, la France insoumise a annoncé hier une nouvelle étape de son alliance avec les anciens de l'aile gauche du PS, tout en retoquant le « rassemblement de la gauche ».

La France insoumise a tenté hier de reprendre la main sur le front européen après une semaine médiatique chaotique. Aux côtés de Jean-Luc Mélenchon et de l'eurodéputé FI Younous Omarjee, Emmanuel Maurel a annoncé depuis Strasbourg son départ du groupe social-démocrate du Parlement européen, après avoir quitté le PS avec 650 socialistes. Une « étape importante, prometteuse », selon ce dernier, qui estime que « le temps du sursaut est venu et (qu')il passe par l'addition des forces ». Une addition qui se fait cependant dans un cadre précis. « L'idée est qu'on présente ensemble (avec les anciens de l'aile gauche du PS – NDLR) une liste aux élections européennes » mais

cette « construction commune » se fera « dans le cadre du label France insoumise », a souligné Jean-Luc Mélenchon lors de la conférence de presse. L'occasion aussi de braquer les projecteurs dans une autre direction que celle des perquisitions, réactions virulentes et auditions de la semaine écoulée. Car dans l'opinion, à en croire les sondages, l'affaire a, au moins momentanément, laissé des traces : avec 23 % d'opinions favorables, l'insoumis enregistre une chute de 7 points dans le dernier baromètre Ipsos, et même, selon OpinionWay, de 15 points chez ses électeurs du 1er tour de la présidentielle. Mais la page ne sera pas si facile à tourner. « Des explications, vous pouvez toujours courir, vous n'êtes pas un commissariat. (...) Je ne débattrais avec aucun d'entre vous car vous êtes malveillants et des faussaires », a répliqué Jean-Luc Mélenchon à une journaliste de Radio France qui lui proposait de s'expliquer dans une de leurs émissions.

IAN BROSSAT APPELLE LA GAUCHE « A SE METTRE AUTOUR D'UNE TABLE »

« Je pense que l'intention est de me criminaliser, quoi qu'il en soit et quoi qu'il arrive notre combat ne ralentira pas », affirmait-il la veille devant les députés de la Gauche unitaire européenne, évoquant à nouveau sa stratégie pour le prochain scrutin : « Une des questions qui nous est posée est celle du rassemblement de la gauche. Cette formule n'a pas de sens en France parce que les partis classés à gauche, au moins l'un d'entre eux, le plus puissant que nous avons battu en le surpassant, n'a jamais fait le clair sur sa position. »

Si Ian Brossat, chef de file du PCF pour le scrutin, ne voit pas lui non plus « dans le discours des socialistes une remise en cause profonde de la construction européenne », il a réitéré dans un courrier au reste de la gauche, il y a quelques jours, son appel « à se mettre autour d'une table ». « La France insoumise à elle seule ne sera pas majoritaire, a fortiori après le visage qu'elle a montré la semaine dernière. Donc la question du rassemblement se pose de manière plus forte que jamais parce que si rien ne bouge en profondeur nous sommes condamnés à rester dans l'opposition pour au moins les dix prochaines années », explique l'élu de Paris. Pour autant, de ce côté de l'échiquier, d'autres ont, eux aussi, commencé la course dans leur couloir et ne comptent pas en sortir. EELV « travaille sur des candidatures d'ouverture » pour une présentation de liste fin décembre et « un dispositif bouclé en janvier », assure le porte-parole d'EELV, Julien Bayou. Leur tête de liste, Yannick Jadot, « vise les 15 % aux européennes » et martèle que « la priorité est de rassembler les écologistes autour d'une ligne claire, pas de faire de la vieille politique avec ses accords d'appareils et ses confusions ». Les Verts ont ainsi fermé la porte à toute négociation avec Génération.s, partenaire de la dernière présidentielle. Pour sa part, Benoît Hamon a annoncé au début du mois qu'il « participer(ait) à cette bataille (avec l'envie) de la mener en première ligne ». Le

fondateur de Génération.s a toutefois publié hier une « lettre aux orphelins d'une grande idée » dans le Monde. Il veut croire que « ce qui est épars se rassemblera autour de valeurs et de combats communs, pas autour d'appareils ni de tribuns » et appelle à ce que « la gauche écologiste européenne, féministe, démocratique, fraternelle relève la tête ». Pour l'heure, un rendez-vous aujourd'hui est prévu entre le PCF et Génération.s. Dans l'optique, explique Ian Brossat, « d'échanger sur la riposte commune à la politique de Macron et de regarder quelles sont les convergences possibles dans la perspective des futures échéances électorales ».

Audrey Loussouarn et Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/europeennes-quand-la-fi-cherche-reprendre-la-main-maurel-saute-le-pas-662718>

***) Européennes La FI finalise sa liste pour décembre sous sa propre bannière**

Mardi, 2 Octobre, 2018

Julia Hamlaoui

C'est lors de sa troisième convention, organisée les 8 et 9 décembre à Bordeaux, que la France insoumise doit présenter son programme et sa liste pour les élections européennes

C'est lors de sa troisième convention, organisée les 8 et 9 décembre à Bordeaux, que la France insoumise doit présenter son programme et sa liste pour les élections européennes (après un vote fin novembre), a annoncé le mouvement hier. « Nous sommes dans une phase d'élargissement » à des personnalités associatives, syndicales ou politiques, précise le député FI Bastien Lachaud. En l'occurrence, les discussions de fond avec le socialiste Emmanuel Maurel « avancent mieux » qu'au PS, selon les « impressions » de l'éventuelle future tête de liste FI, Manuel Bompard. Reste que « dans l'hypothèse où des personnalités d'autres forces politiques veuillent travailler avec nous, la liste sera bien sûr de la France insoumise », souligne Bompard, qui se dit « surpris » par l'appel à la discussion du chef de file du PCF, Ian Brossat, qu'il considère comme un revirement après la polémique qui a opposé les deux formations sur l'immigration. J. H.

<https://www.humanite.fr/europeennes-la-fi-finalise-sa-liste-pour-decembre-sous-sa-propre-banniere-661477>

***) Élection. FI veut faire des européennes un référendum**

Mardi, 10 Avril, 2018

Julia Hamlaoui

La France insoumise prépare sa liste et son programme pour une validation en juillet, tandis que Mélenchon lancera jeudi un nouveau mouvement européen avec Podemos et le Bloco.

La France insoumise se lance dans la campagne des élections européennes de 2019 avec deux objectifs : en faire un référendum « dégagiste » et y consacrer un nouveau mouvement européen. Hier, Manuel Bompard, coordinateur de FI, a présenté, lors d'une conférence de presse, les conclusions de la première assemblée représentative du mouvement, réunie ce week-end à huis clos en vue de ces élections. Cette échéance sera « un référendum pour ou contre cette abominable destruction de l'État, de la République et des fondamentaux de notre vie en commun », y a prévenu Jean-Luc Mélenchon. « C'est un référendum contre Macron en France, mais également contre l'alliance de Macron et Merkel en Europe pour imposer l'austérité à tous les peuples », ajoute le député Bastien Lachaud.

Il s'agit pour FI de « poursuivre cette vague dégagiste qui existe en Europe » et d'« envoyer des députés insoumis au Parlement européen, qui seront les premiers opposants à cette Europe austéritaire, mais également les premiers proposants pour remettre la question sociale, écologique, de la paix au cœur des préoccupations », affirme également l'élu de Seine-Saint-Denis. Son mouvement a pris soin ce week-end de mettre en avant ses potentiels alliés européens qui, comme Younous Omarjee (FI), siègent jusqu'à présent au sein de la Gauche unitaire européenne (GUE). Charlotte Girard, la responsable du programme de FI, a ainsi envoyé une vidéo depuis Madrid, où elle était invitée par Podemos. Dès jeudi, Jean-Luc Mélenchon passera à la vitesse supérieure. Il devrait retrouver les responsables de la formation espagnole comme du Bloco portugais à Lisbonne pour lancer un « mouvement commun européen », dont FI espère qu'il « s'élargira ».

UN« PLAN B » DE RUPTURE AVEC L'UE QUI N'OBTIENT PAS L'UNANIMITE A GAUCHE

Au plan national, en revanche, la porte est pour l'heure fermée au reste de la gauche. Premier point d'achoppement, le programme du mouvement, dont un premier « brouillon », travaillé ce week-end, sera amendé en ligne avant un vote fin juin. Mais les axes majeurs sont déjà connus. « Il faut prévoir un plan de résistance aux normes imposées par l'Union européenne, c'est le plan A, et préparer les conditions auxquelles un plan B pourrait advenir », énonce Charlotte Girard, tandis que Mélenchon fustigeait

samedi ceux qui « confondent unité dans l'action et carabistouilles électorales ». « On ne changera pas d'avis (sur l'Europe), ce n'est pas la peine de nous proposer cela (une alliance à cette condition – NDLR) », a-t-il lancé samedi alors que le fameux « plan B » (soit une rupture avec l'UE) est loin d'emporter l'unanimité à gauche.

Comme lors des élections législatives, une « charte » devra à nouveau être signée par les candidats, a aussi annoncé ce week-end Martine Billard, qui coordonne le comité électoral. Une démarche qui, lors du scrutin de juin, avait attisé les tensions, certains dénonçant une forme de ralliement obligatoire à la bannière FI. « La liste sera largement ouverte sur la société », a plaidé hier Manuel Bompard, sans aborder les relations avec la gauche. « Les syndicalistes, lanceurs d'alerte, militants associatifs, chercheurs et intellectuels engagés, féministes, écologistes, paysans, militants des quartiers populaires sont invités à se porter candidats », avait déjà encouragé Martine Billard samedi. FI n'entend pas perdre de temps : après un recensement de candidatures jusqu'à fin avril, la liste doit être votée en ligne début juillet et annoncée à l'université d'été du mouvement, le dernier week-end d'août, à Marseille.

Julia Hamlaoui

<https://www.humanite.fr/election-fi-veut-faire-des-europeennes-un-referendum-653419>

*) Élections. FI veut recomposer la gauche européenne

Vendredi, 13 Avril, 2018

[Julia Hamlaoui](#)

Le fondateur de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, devait retrouver à Lisbonne, jeudi soir, Pablo Iglesias (Podemos, Espagne) et Catarina Martins (Bloco, Portugal) pour lancer un nouveau mouvement politique européen.

À un an des élections de mai 2019, un nouveau mouvement politique européen est né jeudi soir. En début de soirée, Jean-Luc Mélenchon (la France insoumise) devait en effet retrouver à Lisbonne Pablo Iglesias (Podemos, Espagne) et Catarina Martins (Bloco, Portugal) pour la signature d'un « pacte ». « Nous lançons un appel aux peuples d'Europe pour qu'ils s'unissent sur la tâche qui consiste à construire un mouvement politique international, populaire et démocratique pour organiser la défense de nos droits et la souveraineté de nos peuples face à un ordre ancien, injuste et en échec qui nous emmène droit au désastre », écrivent les trois signataires de ce

texte, intitulé « Déclaration de Lisbonne pour une révolution citoyenne en Europe », qui estiment que « l'heure est arrivée de rompre avec le carcan des traités européens ». « Le Bloco, Podemos comme FI font partie des mouvements dégagistes au niveau européen. L'idée est de créer un mouvement pour développer des actions, des campagnes de fond, positives », explique le député FI Bastien Lachaud, affirmant que « d'autres contacts sont pris » et que « le mouvement est amené à s'élargir ». Et pour cause, la France insoumise entend en vue des élections européennes de 2019 recomposer à gauche, quitte à renverser les cadres existants. Jusqu'à présent, son unique député européen, Younous Omarjee, siège dans les rangs de la Gauche unitaire européenne (GUE). Et le Parti de gauche (PG), partie prenante de la FI et dont Jean-Luc Mélenchon est adhérent, est membre du Parti de la gauche européenne (PGE). Mais le PG a envoyé des premiers signes de rupture ces derniers mois avec une demande d'exclusion de Syriza (la formation du premier ministre grec) qui n'a pas abouti. Une rupture qui devrait être rapidement consommée. « Je pense que la conséquence (de cet épisode) sera notre sortie du PGE », explique Éric Coquerel, député insoumis et coordinateur du PG. « Le PGE est un parti, là nous lançons un mouvement sur du fond, les deux ne sont pas incompatibles », tempère Bastien Lachaud.

« L'IDEE DE S'ENGAGER DANS UN GROUPE COMMUN AU PARLEMENT »

La France insoumise n'est pas seule à tenter de redistribuer les cartes à l'échelle européenne. Si le PCF est investi dans le PGE et pour la construction d'un « Forum européen progressiste » qui a réuni à Marseille en novembre dernier près de 100 organisations européennes, Génération.s a aussi commencé à tracer son propre chemin. Début mars, Benoît Hamon avait pris rendez-vous à Naples avec l'ex-ministre grec Yanis Varoufakis pour lancer un appel à créer la « première liste paneuropéenne transnationale » autour d'objectifs anti-austérité et avec la volonté de « rassembler toujours plus largement au sein de cette alliance ». Pour le moment, certains chez FI réfutent l'existence d'un lien de cause à effet entre les prochaines échéances et l'initiative de jeudi : « Les élections sont dans un an, on verra lorsque démarra la campagne si on va plus loin. Mais ce n'est pas l'objectif du mouvement pour l'instant », assure Bastien Lachaud. Pas tout à fait sur la même longueur d'onde, Éric Coquerel se fait plus clair : « Il y a l'idée d'un mouvement qui permette ensuite de s'engager dans un groupe commun (au Parlement européen – NDLR). Notre ambition est d'y être le troisième groupe, directement en compétition avec les libéraux et l'extrême droite nationaliste. Réunir trois mouvements majeurs en Europe, c'est une bonne manière d'afficher cette ambition. »

Julia Hamlaoui

*) « les républicains ». De l'école à la rue, la droite voit la vie en bleu marine

Jeudi, 25 Octobre, 2018

Dépassant les problèmes de leadership, les ténors de LR, toutes tendances confondues, se réconcilient une fois de plus sur la question sécuritaire.

L'équilibre entre autoritarisme et une certaine conception du social qu'incarnait le gaullisme n'est plus, et la droite lorgne ouvertement vers son extrême. Mardi, Bruno Retailleau, chef de file des sénateurs LR, a fait adopter une loi visant à « prévenir et sanctionner les violences lors des manifestations » qui, sous couvert de mettre au pas les « black blocs », « rogne clairement sur les libertés publiques », commentait la présidente du groupe CRCE, Éliane Assassi. Voté à main levée par la droite sénatoriale, les centristes et les indépendants (1), le texte prévoit en effet que les préfets puissent, à titre préventif, « prononcer des interdictions de manifester à l'encontre d'individus susceptibles de représenter une menace grave pour l'ordre public ». Ils pourraient également autoriser fouilles de sacs et palpations de sécurité « pendant les six heures qui précèdent » une manifestation et jusqu'à sa dispersion et la création d'un « fichier national des personnes interdites de manifestations » !

DANS LA COURSE AVEC L'EX-FN, LA VERITE COMpte PEU

Les penchants sécuritaires de Retailleau, soutien de François Fillon à l'élection présidentielle, épousent parfaitement la dérive toujours plus à droite de LR. Et on ne parle pas seulement ici de son président, Laurent Wauquiez, qui estimait très tranquillement dans le Parisien, dimanche, qu'« il n'y a jamais eu autant d'immigrés en France ». Une autre habituée des sorties scandaleuses, la maire de Montauban (Tarn-et-Garonne), Brigitte Barèges, propose, sur Twitter, de transférer certains élèves dans des « pensionnats fermés et encadrés », tout en privant leurs parents d'allocations familiales. Cette vieille antienne de droite a reçu le soutien d'Éric Ciotti, qui avait donné son nom à une loi de la même eau (mise en place à la rentrée scolaire 2012, abrogée en 2013) jugée « inefficace et injuste » par le gouvernement Hollande : elle avait conduit à 619 suspensions d'allocations sur 300 000 élèves absentéistes...

Qu'importe. Dans la course à l'échafaud avec le Rassemblement national (ex-FN), la vérité et l'efficacité comptent peu. Pour rappel, Valérie Pécresse, qui jouait pourtant sur l'opposition à Wauquiez, propose carrément le doublement des peines prononcées contre des délinquants selon les quartiers où ils sévissent ! Une « circonstance

aggravante » en contravention avec l'article 6 de la déclaration des droits de l'homme de 1789, selon laquelle la loi « doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse ». La droite dite « républicaine » n'appliquait déjà pas la fraternité, elle vient en quelques propositions d'effacer la liberté et l'égalité...

(1) Les groupes CRCE, PS et LaRem ont voté contre.

Grégory Marin

<https://www.humanite.fr/les-republicains-de-lecole-la-rue-la-droite-voit-la-vie-en-bleu-marine-662723>

*)